

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol.113-2022

**La perspective historique dans la politique
étrangère de la Turquie à l'ère de l'AKP**

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master Moyen-Orient
par Xavier Stern

Sous la direction de Azzedine Rakkah
Juré : Ozcan Yilmaz
Genève, septembre 2021

Remerciements

Je remercie tout particulièrement le Professeur Azzedine Rakkah pour ses précieux conseils, sa disponibilité, ses remarques toujours constructives et plus généralement son accompagnement de grande qualité m'ayant permis de réaliser ce travail. Mes remerciements vont également au Dr. Ozcan Yilmaz pour avoir accepté de faire partie du jury.

Je remercie spécialement mes parents Isabelle et Daniel, pour leur soutien indéfectible, leurs relectures, et pour avoir permis à mon désordre permanent d'occuper le bureau familial durant toute la durée de la rédaction. Je remercie également ma sœur Clothilde, dont la présence ponctuelle a permis d'égayer autant que faire se peut quelques-unes de ces longues journées de rédaction.

Je remercie ma cousine Anna, pour ses relectures de la plupart des travaux de recherche réalisés au cours de ce Master. Ses conseils avisés ne sont pas étrangers à la réalisation de ce mémoire de recherche, même si je n'ai pas osé lui infliger ces 100 pages en plein été.

Enfin, je remercie tous ceux qui ont participé indirectement à la réalisation de ce mémoire, de par leurs encouragements, leur bienveillance, leurs conseils ou simplement leur présence.

Résumé

Au pouvoir en Turquie depuis 2002, l'AKP et son leader charismatique Recep Tayyip Erdoğan ont mené une politique étrangère énergique et proactive, en rupture avec l'isolationnisme institué par le fondateur de la République de Turquie Mustafa Kemal Atatürk. En s'appuyant sur les concepts ayant marqué le XX^e siècle de l'Empire ottoman et de la Turquie, tels que le nationalisme, le prétorianisme ou encore l'Islam politique, ce travail montre comment la politique étrangère turque s'inscrit dans une trajectoire socio-historique qui lui est propre, et ne peut être comprise sans prendre celle-ci en compte. L'approche adoptée est celle de la sociologie historique, qui privilégie une large recherche documentaire et bibliographique associée à des données chiffrées, à une investigation de sources primaires et d'archives, et insiste sur la contextualisation permanente pour ne pas tomber dans le piège de la téléologie. L'analyse a permis de montrer que le contexte d'émergence de l'Etat-nation turc a enclenché une logique sécuritaire ayant fini par profiter à l'armée qui a pu mettre le secteur civil sous tutelle. Ce faisant, elle a circonscrit les champs d'expression du tolérable, tant par les institutions qu'elle a mises en place comme le MGK que par l'imposition d'une méta-idéologie sécuritaire. Elle a ainsi bâti des espaces d'exclusion sur lesquels l'AKP et Erdoğan se sont appuyés pour parvenir et se maintenir au pouvoir, et mener la politique étrangère qu'ils entendaient. Finalement, le parti au pouvoir finit par reproduire l'autoritarisme et la violence étatique des décennies de pouvoir prétorien. Néanmoins, le travail montre que le déploiement turc du XXI^e siècle s'inscrit également dans le contexte international de la fin de la Guerre froide, et relève autant de *realpolitik*.

Abstract

In power in Turkey since 2002, the AKP and its charismatic leader Recep Tayyip Erdoğan have pursued an aggressive and proactive foreign policy, breaking with the isolationism instituted by Republic of Turkey's founder Mustafa Kemal Atatürk. Based on the concepts that marked the 20th Century of Ottoman Empire and Turkey, such as nationalism, praetorianism and political Islam, this essay shows how Turkish foreign policy is part of its own socio-historical trajectory and can't be understood without taking it into account. The approach taken is that of historical sociology which favors a broad documentary and bibliographic research associated with numerical data, rather than an investigation of primary sources and archives. It also insists on the permanent contextualization, in order to avoid teleology. The analysis permitted to show that the context of the emergence of the Turkish nation-state has set in motion a security logic that ended up benefiting the army, which was able to bring the civilian sector under its domination. In doing so, it has circumscribed the fields of expression of what is tolerable, both through the institutions it has set up, such as the MGK, and through the imposition of a security meta-ideology. It has thus built spaces of exclusion on which the AKP and Erdoğan relied to reach and maintain power, and to pursue the foreign policy they intended. Finally, the party in power ends up reproducing the authoritarianism and state violence from the decades of praetorian power. Nevertheless, the essay shows that the Turkish XXIst century deployment is also part of the international context of the end of the Cold War and is as much a matter of *realpolitik*.

Sommaire

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	4
Introduction	5

Chapitre 1 : Problématique et cadre théorique

1. Les outils de la politique étrangère turque	6
2. Quelle politique étrangère ?	8
3. Comment étudier une politique étrangère ? Vers une approche multiple	9
4. Plan du travail	13

Chapitre 2 : Le nationalisme et l'intégrité territoriale

1. De l'Empire ottoman à la République de Turquie	14
2. Le nationalisme et l'intégrité territoriale	18

Chapitre 3 : L'Etat et le prétorianisme

1. Le prétorianisme : origines historiques et éléments théoriques	29
2. L'armée turque à l'ère républicaine	32
3. L'armée turque au XXI ^e siècle : un nouveau rôle ?	43
4. Conclusion intermédiaire	47

Chapitre 4 : Les grands développements dans un monde post-Guerre froide

1. La fin de l'isolationnisme	49
2. L'Islam comme vecteur d'expansion	54
3. La personnalisation du pouvoir	65

Conclusion	71
Bibliographie	75
Annexes	84

Introduction

Depuis l'arrivée de l'AKP à la tête de la Turquie en 2002, celle-ci est peu à peu devenue un acteur majeur de l'actualité internationale sur plusieurs plans : le déploiement économique a été décuplé (quadruplement du PIB et quintuplement des exportations en 20 ans¹), et l'activité diplomatique a pris un nouvel élan, dans un pays où le slogan de la politique étrangère a longtemps été « paix chez soi, paix chez les voisins », ce qui traduisait un certain isolationnisme. Cette hausse de l'activité diplomatique est caractéristique de ce que Jana Jabbour qualifie « d'émergence »². Les puissances moyennes émergentes, comme la Turquie, se différencient ainsi sur la scène internationale par « une quête de statut et de reconnaissance à l'échelle mondiale »³. Leur diplomatie revêt dès lors, entre autres, un ton tiers-mondiste contestant l'ordre mondial et un activisme multilatéral⁴. Mais ce déploiement a connu une autre facette dans les années récentes : interventionnisme de plus en plus important, que ce soit dans l'environnement proche, en Irak, en Syrie ou en Méditerranée orientale, ou plus loin en Libye et dans le Haut-Karabagh, et tournant de plus en plus autoritaire à l'interne, notamment depuis le coup d'Etat manqué en juillet 2016. Comment expliquer, dans un premier temps, ce déploiement important, et dans un second temps, la tournure agressive et autoritaire qu'a pris la Turquie depuis quelques années ?

Par ailleurs, l'émergence de la Turquie est intimement liée à la montée en puissance de l'homme qui la dirige depuis bientôt 20 ans. Maire d'Istanbul en 1994, Premier ministre de 2002 à 2014, puis président de la République jusqu'à aujourd'hui, prenant entre-temps le soin de transformer un régime parlementaire en un régime ultra-présidentiel par le biais d'un référendum constitutionnel en 2017, l'ascension de Recep Tayyip Erdoğan semble irrésistible. Pourtant, il n'est pas issu des élites portées par la modernisation atatürkiste consécutive à la fondation de la République de 1923. Issu d'une famille pieuse du quartier populaire stambouliote de Kasımpaşa, Erdoğan est un fier représentant de la « contre-élite »⁵ musulmane sunnite pratiquante ayant été exclue du pouvoir pendant une grande partie du XXe siècle. Le déploiement turc coïncide ainsi avec la montée en puissance de cette contre-élite. Comment l'expliquer ?

C'est à ces questions que le présent travail cherchera à répondre. Au-delà de l'actualité au sens large de ces questions, elles s'inscrivent dans plusieurs contextes historiques : en premier lieu celui ouvert par la fin de la Guerre froide et les multiples bouleversements géopolitiques qu'elle a apportés. Mais plus largement, cette politique étrangère est partie intégrante d'une séquence historique plus longue. Celle ouverte par la fin de l'Empire ottoman et la naissance de la République de Turquie. Comme nous allons le voir, les dynamiques de l'émergence de l'actuel président de la République, et des nouvelles élites dont il s'érige comme le défenseur et le représentant touchent aux fondements même de la transition entre un Empire ottoman tenant du *nizâm-ı alem* (ordre universel) à un Etat-nation westphalien, et des processus de développement de l'Etat et du nationalisme qui en découlent. C'est donc à partir d'une perspective historique que nous allons nous pencher sur le déploiement de cette politique étrangère. Pour autant, l'idée n'est pas de faire du déterminisme historique, où le poids du passé impliquerait automatiquement un panel d'actions immuables. Si la trajectoire historique dont la période actuelle est partie intégrante a son importance, les éléments conjoncturels en ont tout autant. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, la partie suivante nous semble indispensable pour donner des contours à l'objet que nous souhaitons étudier. Nous y présenterons d'abord ses outils et objectifs, puis nous présenterons le cadre théorique dans lequel s'effectuera ce travail. La présentation du plan viendra à la fin de cette partie.

¹ Données de la Banque mondiale [En ligne]. Pour ne pas alourdir les notes infrapaginales, les liens vers toutes les sources web de ce travail sont à retrouver en bibliographie.

² Jana J. JABBOUR, *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Editions, 2017.

³ *Ibid.*, p. 23.

⁴ Bertrand BADIE, cité dans *Ibid.*, p. 26.

⁵ Nilüfer GÖLE, « Secularism and Islamism in Turkey: The Making of Elites and Counter-Elites », in *Middle East Journal*, 1997, Vol. 51, No. 1, pp. 46-68.

1. Problématique et cadre théorique

Les outils de la politique étrangère turque

Le déploiement turc que l'on observe se fait essentiellement sur trois axes : l'axe diplomatique, dans le sens des relations interétatiques, qui a fortement fluctué, l'axe économique, fortement lié à la question des ressources, et l'axe un peu plus large du *soft power*. Dans cette première section, nous allons parcourir rapidement, de manière quelque peu brute et sans entrer dans l'analyse, quelques exemples pertinents de ce déploiement.

1.1.1. La diplomatie : du multilatéralisme au bellicisme

La Turquie n'a pas attendu le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP)⁶ pour s'insérer durablement dans le concert des nations, étant membre important de l'OTAN depuis 1952, et membre fondateur de l'OCSE, de l'ONU ou encore de l'OCDE. Toutefois, l'arrivée au pouvoir de l'AKP a constitué un véritable tournant dans l'attitude. Comme on l'a vu, la Turquie, en tant que *puissance émergente*, démontre un grand volontarisme de proactivité, qui se voit par exemple dans les organisations internationales. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la Turquie a envoyé de multiples candidatures de pays observateur ou partenaire : à l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASARC) en 2011, à l'Union africaine, où la candidature a été acceptée en 2005, au MERCOSUR en 2011 ou encore à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2011. Elle a également rejoint la Banque africaine de développement en 2008, et signé un traité d'amitié et de coopération avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2010. Elle s'est quelques temps spécialisée dans la médiation, comme l'a montré son activité sur la question du nucléaire iranien, entre la Syrie et Israël, entre les factions sunnites et chiites irakiennes dès 2005, ou encore entre le *Hamas* et le *Fatah*⁷.

Cette politique multilatérale tous azimuts opérait alors dans un cadre idéologique plus large, celui de la « profondeur stratégique » (*Stratejik Derinlik*), doctrine élaborée par l'ancien ministre des affaires étrangères puis Premier ministre d'Erdoğan Ahmet Davutoğlu, qui marquait la volonté de faire de la Turquie un État central sur la scène internationale, à travers l'exploitation de ses ressources géographiques (sa position au carrefour de plusieurs régions) et historiques (son héritage ottoman)⁸. Nous reviendrons sur ces éléments plus en détails dans ce travail. L'un des axes centraux de cette nouvelle doctrine était la volonté de développer des relations pérennes avec son voisinage proche, ce qui s'est traduit par le slogan « zéro problème avec les voisins ». Ainsi, la Turquie a renoué avec ses voisins arabes⁹, et une tentative d'ouverture s'est même faite avec l'Arménie, finalement tuée dans l'œuf du fait de la persistance de la question du Haut-Karabagh, et de la pression mise sur Ankara par son allié azerbaïdjanais¹⁰.

Mais la crise syrienne et sa dramatique évolution auront raison de l'embellie. Alors qu'elle s'était initialement engagée dans la médiation entre Bashar al-Assad et les rebelles, la Turquie finit par tourner le dos à son allié en pariant sur un renversement rapide du régime, à l'image de ses homologues tunisien, égyptien et libyen à la même période¹¹. Mais l'embourbement de la situation a largement déstabilisé la frontière, Damas ayant abandonné le nord du pays où ont longtemps proliféré *Daesh* et le Parti de l'Union Démocratique (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK)¹². Cette menace, la résilience du régime syrien largement soutenu par la Russie, l'Iran et le *Hezbollah* libanais, ainsi que l'échec global de la politique de voisinage menée par

⁶ Pour faciliter la lecture, les acronymes peu communs utilisés dans ce travail sont recensés dans l'annexe 1.

⁷ Jana J. JABBOUR, *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., pp. 185-190.

⁸ *Ibid*, pp. 35-51.

⁹ *Ibid*, pp. 126-135.

¹⁰ Gäidz MINASSIAN, « Le dialogue arméno-turc », in *Revue Internationale et Stratégique*, Vol. 75, No. 3, pp. 47-58.

¹¹ Tigrane YÉGAVIAN, « La Turquie embourbée dans la crise syrienne », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, Vol. 131, No. 3, pp. 88-90.

¹² Jean MARCOU, « La diplomatie turque entre déconvenues et repositionnement stratégique » in *Revue des Deux Mondes*, 2015, pp. 55-56.

Davutoğlu¹³ a mené Ankara à se raidir, et à adopter une attitude de plus en plus belliqueuse après la démission forcée du *hoca* (maître) en mai 2016.

Ce bellicisme s'est accéléré à partir de 2019, lorsqu'Ankara décide de porter secours au Gouvernement d'accord national (GAN) libyen du Premier ministre Fayez Al-Sarraj, qui fait face aux forces du maréchal Khalifa Haftar. La Turquie y envoie des supplétifs syriens, mais aussi suffisamment d'armes, de munitions, de véhicules blindés et de drones pour inverser la tendance sur le terrain¹⁴. En parallèle, Ankara s'est également montrée menaçante en Méditerranée orientale, contestant l'attribution des Zones économiques exclusives (ZEE) négociée entre la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte¹⁵, dans un contexte où d'importants gisements de gaz ont été découverts, et où d'autres pourraient encore surgir¹⁶. Ce faisant, la Turquie a également multiplié les provocations à destination de l'UE, et notamment la France, accusée par le ministre des affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu de « se comporter comme un caïd »¹⁷, après que celle-ci eut déployé deux Rafale et deux navires de guerre. Enfin, la Turquie s'est également engagé, fin 2020, dans la dite « Deuxième guerre du Karabagh » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, envoyant là-aussi des supplétifs syriens¹⁸. En 10 ans, la tendance s'est donc inversée, d'une volonté de régler les vieilles tensions avec les voisins, à une attitude va-t'en guerre sur de multiples fronts. Il s'agira dans ce travail, en partie, d'expliquer ce changement de cap sur le plan militaro-diplomatique.

1.1.2. Les ressources

La tendance est moins fluctuante sur la question économique. Nous n'allons citer ici que les éléments les plus saillants, puisque le déploiement économique de la Turquie au sens large sera traité dans ce travail. Un des indicateurs qui révèle assez fidèlement le déploiement économique d'un pays demeure l'évolution de son commerce extérieur. Et à ce titre, l'arrivée au pouvoir de l'AKP apparaît comme un bouleversement important, puisqu'il coïncide avec l'explosion du commerce extérieur (voir annexe 3), et notamment des exportations, passées d'une valeur de 54.8 milliards USD en 2002 à 245.8 milliards USD en 2019¹⁹. En outre, le Produit Intérieur Brut (PIB), même s'il ne concerne pas la projection extérieure à proprement parler, reste une donnée importante pour considérer la projection de puissance. Et le constat est d'autant plus frappant lorsque l'on considère l'évolution du PIB turc : malgré une tendance à la baisse depuis 2013 où il était au sommet (958 milliards USD), il a presque quadruplé depuis 2001, soit, avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP (de 202 à 761 milliards). Son PIB est aujourd'hui au 19^{ème} rang mondial²⁰. Et ce déploiement ne va pas sans la consommation énergétique qui va avec. Et celle-ci a pratiquement doublé depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, alors qu'elle était sur une progression stagnante auparavant²¹.

L'investissement à l'étranger se voit également à travers le fonds souverain *Turkey Wealth Fund*, présidé par Recep Tayyip Erdoğan. Créé en 2016, le fonds possède des parts, selon son site officiel, dans plus de 23 entreprises, principalement dans la finance et l'énergie, mais aussi dans les transports, les exploitations minières, les jeux d'argent, la technologie et télécommunication, l'agroalimentaire et l'immobilier²², ce qui montre une attention portée à la diversification des actifs. D'après le *Sovereign Wealth Fund Institute* (SWFI), il est le 12^{ème} fonds souverain le plus important au monde²³. Ses actifs totaux s'élevaient à 245 milliards USD fin 2019 selon l'agence de presse Bloomberg²⁴. Il reste quoi qu'il en soit, témoin d'une volonté de

¹³ *Ibid.*, pp. 60-61.

¹⁴ Jana J. JABBOUR, « La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions », in *Politique étrangère*, 2020, No. 4, pp. 101-102.

¹⁵ *Ibid.*, p. 104.

¹⁶ *Ibid.*, p. 101.

¹⁷ Conférence de presse à Genève.

¹⁸ FRANCE 24, *Haut-Karabakh : des mercenaires syriens, soutenus par la Turquie, épaulent l'Azerbaïdjan*, 2020, [En ligne]; Bethan MCKERMAN, *Syrian rebel fighters prepare to deploy to Azerbaijan in sign of Turkey's ambition*, theguardian.com, 2020, [En ligne].

¹⁹ Données de la Banque Mondiale [En ligne].

²⁰ Données de la Banque Mondiale [En ligne].

²¹ Données de l'International Energy Agency (IEA) [En ligne].

²² Site officiel du fonds souverain [En ligne].

²³ Site officiel du SWFI [En ligne].

²⁴ Ercan ERSOY, *Turkey Wealth Fund to Retry Bond Sale*, bloomberg.com, 2020, [En ligne].

mener une politique économique plus développementaliste²⁵, même s'il est encore tôt pour dresser de véritables conclusions sur la réussite de cet objectif.

1.1.3. *Le soft power*

Le *soft power* est un concept développé par le politologue américain Joseph Nye, consistant à obtenir ce que l'on veut d'un tiers en utilisant la cooptation (par la séduction (« *to seduce* ») ou l'attraction (« *to attract* »), plutôt qu'en manipulant ses intérêts matériels ou en exerçant la coercition ou la contrainte (militaire ou économique), comme le ferait le *hard power*²⁶. Ainsi, cette séduction peut prendre des formes multiples et diverses, et vise en bonne partie les composantes non gouvernementales d'un pays. Un bon exemple, concernant la Turquie, en est la Fondation *Yunus Emre*, du nom d'un poète turc médiéval qui aurait vécu entre les XIII^e et XIV^e siècles. Il s'agit d'une fondation culturelle et scientifique dont l'objectif est de promouvoir la Turquie, son histoire et sa langue dans le monde²⁷. La Fondation possède aujourd'hui 55 instituts dans plus de 46 pays²⁸. Dans un registre quelque peu différent, nous pouvons également citer l'agence de développement TİKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) [Agence turque de coopération et de développement]. À l'origine destinée principalement à l'aide au développement pour les nouvelles républiques turciques post-soviétiques dans le Caucase et en Asie centrale, elle est aujourd'hui très présente dans le monde arabe²⁹ ainsi qu'en Afrique sub-saharienne, où elle finance tout particulièrement des infrastructures et programmes d'éducation. Le ministère de l'Éducation Nationale y a également fourni plusieurs types de bourses et distribué du matériel scolaire³⁰. Selon le rapport 2019, l'aide au développement turque s'élève à 8.66 milliards USD, ce qui équivaut à une multiplication par environ 114 par rapport à 2003, année des premiers chiffres disponibles³¹. La majorité de cette aide est déployée en Syrie, en Irak, au Yémen, en Afghanistan, en Somalie et pour les réfugiés Rohingya au Bangladesh.

Quelle politique étrangère ?

Toutes ces données dont on admettra volontiers le caractère quelque peu brut n'en demeurent pas moins une bonne illustration de la politique de projection sur différents tableaux menée par la Turquie. Et ce sont les raisons de ce déploiement que l'on cherchera à déterminer dans ce travail. Mais avant cela, un préalable essentiel, comme rappelé par Jean-Frédéric Morin³², est l'identification de l'objet que nous allons étudier. Nous avons déjà en partie décrit ses ressources et ses objectifs dans la section précédente, même si nous y reviendrons. Il nous reste à tenter de le catégoriser, ou du moins, d'en dresser les contours. Dans l'introduction d'un assemblage d'études de cas qu'il dirige, Frédéric Charillon tente de dresser une typologie des différentes catégories de politique étrangère³³. Il en ressort trois. La première qu'il évoque est une « politique étrangère de projection ». Il s'agit des pays cherchant à projeter activement une influence à l'extérieur de ses frontières, afin de satisfaire des notions de « prestige », ou de « rayonnement », avec une forte dimension symbolique. Si les exemples donnés par Charillon sont des puissances installées, comme la France ou les États-Unis, nous pouvons voir que les éléments donnés résonnent sensiblement avec la notion d'émergence, que nous avons rapidement survolée dans la section précédente. À l'opposé se situent les pays adoptant une « politique étrangère de protection », pour lesquels les notions de souveraineté, de sécurité, d'intégrité territoriale sont clés. Enfin, la dernière catégorie est qualifiée de « politique étrangère de compromis ». On retrouve dans cette catégorie des pays ayant autrefois consenti à des politiques étrangères désormais considérées comme responsables des maux du pays, et qu'il faut à tout prix éviter. Leur politique étrangère se caractérise ainsi par un aspect modéré,

²⁵ Mustafa YAĞCI, « The Political Economy of AK Party Rule in Turkey: From a Regulatory to a Developmental State? », in *Insight Turkey*, 2017, Vol. 19, No. 2, p. 104

²⁶ Joseph NYE, *The Powers to Lead*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 29-37.

²⁷ Jana J. JABBOUR, *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., p. 234.

²⁸ Site officiel du YUNUS EMRE INSTITUTE [En ligne].

²⁹ Jana J. JABBOUR, *La Turquie : L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., p. 165.

³⁰ Federico DONELLI, « Persuading through Cultures, Values and Ideas: The Case of Turkey's Cultural Diplomacy », in *Insight Turkey*, 2019, Vol. 21, No. 3, p. 124.

³¹ TİKA, *Turkish Development Assistance Report 2019*, 2019, [En ligne].

³² Jean-Frédéric MORIN, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 21-45.

³³ Frédéric CHARILLON (dir.), *Les politiques étrangères. Ruptures et continuités*, Paris, La documentation française, 2002, pp. 27-31.

d'une défense des intérêts du pays sans dépasser certaines limites. Il s'agit d'un consensus interne entre l'opinion publique et les décideurs. Les exemples donnés par Charillon, à savoir, l'Allemagne et le Japon, nous semblent utiles pour clarifier cette catégorie.

Il rappelle qu'évidemment, ces catégories ne doivent être comprises comme des vases clos. Et dans le cas de la Turquie qui nous intéresse dans ce travail, nous verrons que la frontière entre « projection » et « protection » est très perméable, l'un influençant bien souvent l'autre. Nous pouvons interpréter ces catégories, plutôt que des *doctrines* de politique étrangère, au sens qu'elles influenceraient l'ensemble des choix, comme des *comportements* de politique étrangère, parfois interdépendants. Le cas du comportement turc en Syrie brièvement abordé dans la section précédente en offre un bon exemple.

S'il nous est impossible de ranger la Turquie dans l'une ou l'autre des catégories proposées par Charillon, nous pouvons considérer que le déploiement général exposé en section précédente, qu'il soit utilisé dans des buts de « protection » ou de « projection », correspond à la mobilisation décrite par Raymond Aron de la « force potentielle » (l'ensemble des ressources matérielles, humaines, morales possédées sur le papier), en « force actuelle » (ressources mobilisées pour la conduite de la politique extérieure), que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, donc la force en question peut être de natures différentes³⁴. Nous pouvons donc bien parler de politique étrangère active, que ce soit dans des buts offensifs ou défensifs.

Comment étudier une politique étrangère : vers une approche multiple

Reste à savoir comment étudier une politique étrangère et ses ressorts. Il ne s'agira pas ici de revenir de manière exhaustive sur l'histoire de l'étude des relations internationales. Nous allons simplement, sur la base des différents paradigmes de l'étude des relations internationales, définir comment la politique étrangère turque peut être étudiée dans ce travail.

La théorie classique des études en relations internationales se compose généralement de trois grands paradigmes. Le plus important de ces paradigmes, bien qu'il n'ait pas été le premier, est le paradigme réaliste. Celui-ci postule que les relations internationales sont dans un état d'anarchie car il n'existe aucune autorité centrale en mesure d'empêcher le recours à la violence armée. Elles prennent ainsi la forme d'un jeu à somme nulle, où le chacun pour soi prédomine. Les acteurs en sont les Etats-nations organisés territorialement, et ceux-ci sont des acteurs rationnels cherchant à maximiser leur intérêt national. L'équilibre des puissances est le seul mode de régulation susceptible d'assurer, non pas la paix, mais un ordre et une stabilité³⁵. Cet équilibre des puissances peut prendre plusieurs formes selon les différents tenants du paradigme réaliste. Si Morgenthau est favorable à un système multipolaire, mettant en avant la fluidité d'un tel système découlant de la prudence des acteurs face à l'imprévisibilité du comportement de chacun, Kenneth Waltz voit dans l'équilibre bipolaire de la Guerre froide la seule condition d'un système ordonné³⁶.

Cette interprétation des relations internationales a plusieurs implications. En premier lieu, le recours à la guerre est un moyen légitime de la politique extérieure si l'intérêt national ne peut être satisfait par des moyens pacifiques. Deuxièmement, les organisations internationales et autres entités non étatiques ne sont pas autonomes et agissent par l'intermédiaire des Etats. Troisièmement, la politique extérieure prime sur la politique intérieure, et à ce titre, la prise en compte de l'opinion publique est un obstacle à la bonne conduite diplomatique. Enfin, l'effectivité du droit international est fonction des intérêts des Etats les plus puissants³⁷. L'intérêt national, dans la conception réaliste, est d'assurer la sécurité de l'Etat comprise au sens large. Ainsi, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique, l'identité culturelle dépendent de la position occupée dans le système internationale relativement aux autres Etats. Il est ainsi défini en termes de puissance, et est nécessairement égoïste³⁸. Comme nous l'avons effleuré, il est à noter que le paradigme réaliste n'est pas un bloc monolithique, et a su se renouveler selon les contextes. S'il a connu une certaine hégémonie du fait de l'absence d'autres approches scientifiques jusqu'aux années 1960, le contexte

³⁴ Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 60.

³⁵ Dario BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 123-124.

³⁶ *Ibid.*, pp. 138-140.

³⁷ *Ibid.*, p. 125.

³⁸ Dario BATTISTELLA, « L'intérêt national, une notion trois discours » in Frédéric CHARILLON (dir.), *Politique étrangère, nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, pp. 143-148.

international de l'époque (la détente dans la Guerre froide après les années staliniennes, la guerre du Vietnam, le léger déclin des Etats-Unis et la forte idéologisation de la période) va favoriser l'intégration au jeu international des acteurs non étatiques. Toutefois, le réalisme reviendra en force (sous l'appellation « néo-réalisme ») lorsque la détente s'essoufflera, et ce jusqu'à la fin des années 1980 et la fin de la bipolarité³⁹.

Si le paradigme réaliste a dominé l'essentiel de la période de la discipline, et notamment celle de la Guerre froide, il n'a pourtant pas été le premier. Il doit d'ailleurs son appellation à la critique qu'il proposait du libéralisme « idéaliste », qui prédominait lors de la naissance de la discipline dans les années 1920. Celle-ci fait des individus, « ontologiquement antérieurs aux Etats et agissant seuls ou agrégés en regroupement de nature privée, les acteurs fondamentaux de la politique en général et des relations internationales »⁴⁰. Elle est donc centrée sur l'individu, considéré comme rationnel et capable de promouvoir ses intérêts. L'Etat n'y est pas considéré comme un acteur autonome mais comme « le simple commis des intérêts particuliers »⁴¹. A cette multiplicité des acteurs s'ajoutent naturellement l'interdépendance et les intérêts partagés. La scène internationale n'est ainsi pas nécessairement vue comme un jeu à somme nulle (même si cela peut survenir entre deux Etats), et encore moins comme anarchique⁴². L'intérêt national n'est pas nécessairement exclusif des intérêts nationaux d'autrui⁴³. Il n'est par ailleurs pas transcendant par rapport aux intérêts privés puisqu'il reflète les demandes de la société. Par là même, il est pluraliste. Toutefois, il est à noter qu'il ne correspond pas à la somme de la multiplicité des intérêts privés au sein d'un Etat mais ceux des sous-ensembles « capables d'accéder aux autorités politiques et de leur imposer leurs préférences comme légitimes »⁴⁴.

En outre, on l'aura compris, l'intérêt national peut être multiple et pas uniquement sécuritaire, comme c'est le cas dans le paradigme réaliste, et se traduit par « des politiques étrangères poursuivant des combinaisons variables de puissance, de sécurité, de bien-être ou même d'éthique, selon les demandes et valeurs exprimées par les groupes sociaux dominants »⁴⁵. Enfin, il nous semble encore important pour la suite de ce travail de noter que contrairement au paradigme réaliste, classique ou plus tardif, qui voit la politique extérieure comme distincte de son homologue intérieure et « obéissant à des règles propres »⁴⁶, les libéraux, qui voient la politique étrangère comme formulée par les agents individuels, n'opèrent pas cette distinction. Ainsi, Charles et Clifford Kupchan voient dans les causes, tant des deux guerres mondiales que de la Guerre froide, des dynamiques internes prévaloir au « dilemme de sécurité » cher aux réalistes⁴⁷.

La dernière approche conventionnellement retenue est celle dite « constructiviste », qui s'est développée à la fin de la Guerre froide, que les grilles d'analyse traditionnelles n'ont été capables ni de prévoir, ni d'expliquer *a posteriori*⁴⁸. D'autres phénomènes et développements de la période y échappaient également, comme, entre autres, l'intégration européenne, les conflits ethno-confessionnels dans les Balkans ou le Caucase, ou la prise en compte progressive des préoccupations environnementales⁴⁹. Le constructivisme, issu des sciences humaines et sociales telles que la sociologie, l'anthropologie ou la philosophie, met l'accent sur « la nécessité de contextualiser historiquement les valeurs, les croyances et les modes

³⁹ Jean-Jacques ROCHE, *Théories des relations internationales*, Paris, Editions Montchrestien, Quatrième édition, 2002, pp. 99-100.

⁴⁰ Dario BATTISTELLA, « L'intérêt national, une notion trois discours », *op. cit.*, p. 148.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Dario BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 201-202.

⁴³ Dario BATTISTELLA, « L'intérêt national, une notion trois discours », *op. cit.*, pp. 150-151.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 149.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 151.

⁴⁶ Jean-Jacques ROCHE, *Théories des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 20-21.

⁴⁷ Charles A. KUPCHAN et Clifford A. KUPCHAN, « The Promise of Collective Security », in *International Security*, 1995, Vol. 20, No. 1, p. 60.

⁴⁸ Jean-Baptiste JEANGRÈNE VILMER, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2020, p. 84.

⁴⁹ Dietrich JUNG, « Le retour de la culture : l'analyse des politiques étrangères « périphériques » ? », in Frédéric CHARILLON (dir.), *Politique étrangère, nouveaux regards*, *op. cit.*, p. 95.

d'investigations »⁵⁰. Dans cette perspective, tant les agents, les institutions que les intérêts sont des *constructions sociales*, ce qui conteste les paradigmes classiques : « les intérêts de l'Etat ne peuvent pas être simplement déduits de la répartition mondiale du pouvoir matériel [ni] la somme algébrique des divers intérêts individuels »⁵¹, mais dans l'identité des Etats, ou du moins, dans la représentation que ceux-ci se font d'eux-mêmes et d'autrui⁵².

L'émergence du constructivisme, et les débats qui le nourrissent, illustrent bien le fait que pour comprendre la politique internationale, il n'est plus suffisant de se contenter d'étudier les intérêts des Etats comme des vases clos, ni les individus formulant les intérêts, comme le préconisent les libéraux. Pour autant, ces approches ne sont pas à rejeter dans leur totalité. Nous sommes d'avis, tout comme Jeangrène Vilmer (il rappelle d'ailleurs que des approches combinées ont été développées)⁵³ ou Klotz et Lynch, que le constructivisme complète ces approches et « élargit le spectre [des] concepts »⁵⁴.

Par ailleurs, pour Dietrich Jung, le paradigme réaliste et tout ce qu'il implique (distinction entre politique interne et externe, présupposition d'une « rationalité » dans la politique étrangère, et par là, prépondérance de l'intérêt national et du dilemme de sécurité) est largement lié à l'histoire de la formation des Etats européens, qui ne peut être universalisable⁵⁵. Il semble donc indispensable, pour l'étude d'un Etat comme la Turquie, de prendre en compte sa « trajectoire historique et sociale particulière »⁵⁶. Une analyse comparative des politiques étrangères entre la Syrie et la Jordanie, tout particulièrement dans le cadre de l'invasion de l'Irak en 2003, donne un bon exemple de cette problématique⁵⁷. Leurs situations structurelles respectives étant relativement similaires (faibles économiquement, entourés par des voisins plus puissants, ayant des contextes d'accès à l'indépendance similaires etc.) font qu'une analyse purement structuraliste se serait attendue à une politique étrangère similaire de la part des deux pays lors de l'invasion de l'Irak. Or, cela n'a de loin pas été le cas. Cette différence ne peut s'expliquer qu'à travers une analyse attentive des dynamiques historiques et politiques ayant sous-tendu le processus de développement des deux Etats, ainsi que des développements sociaux l'ayant accompagné⁵⁸. Pour autant, il ne s'agit pas de tomber dans le déterminisme historique, contre lequel l'historien Pierre Grosser met en garde : « dé-historiciser des pratiques internationales qui seraient le simple produit de la raison pose autant de problèmes que d'être persuadé que l'histoire détermine le présent et le futur »⁵⁹. Nous en revenons à ce que nous disions précédemment, à savoir que les approches doivent être combinées. Les comportements de politique étrangère peuvent être en partie le produit de séquences historiques plus ou moins longues, et en partie le produit d'éléments rationnels et « réalistes ».

Un exemple d'analyse de politique étrangère mobilisant l'histoire est l'institutionnalisme historique, qui s'intéresse aux contraintes qu'exercent les décisions du passé sur le présent⁶⁰. Le cas turc offre un cas d'école de cet « institutionnalisme historique », avec la question arménienne. La rhétorique négationniste du génocide de 1915 bâtie dans les années 1980⁶¹ a poussé le curseur si loin qu'un retour en arrière sur cette question, même après le remplacement des *kémalistes* par l'AKP dans les années 2000, semble tout à fait impossible. Et ce refus de reconnaissance du génocide reste une épine dans le pied majeure pour la

⁵⁰ Audie KLOTZ et Cecelia LYNCH, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », in *Critique internationale*, 1999, Vol. 2, No. 1, p. 51.

⁵¹ *Ibid.*, pp. 54-55.

⁵² Dario BATTISTELLA, « L'intérêt national, une notion trois discours », *op.cit.*, p. 152.

⁵³ Jean-Baptiste JEANGRÈNE VILMER, *Théories des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 92-93.

⁵⁴ Audie KLOTZ et Cecelia LYNCH, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », *op. cit.*, p. 60.

⁵⁵ Dietrich JUNG, « Le retour de la culture : l'analyse des politiques étrangères « périphériques » ? », *op. cit.*, pp. 92-93, 101.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 105.

⁵⁷ Raymond HINNEBUSH et Neil QUILLIAM, « Contrary Siblings : Syria, Jordan and the Iraq War », in *Cambridge Review of International Affairs*, 2006, Vol. 19, No. 3, pp. 513-528.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Pierre GROSSER, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », in Frédéric CHARILLON (dir.), *Politique étrangère, nouveaux regards*, *op. cit.*, p. 377.

⁶⁰ Jean-Frédéric MORIN, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, *op. cit.*, p. 66.

⁶¹ Vicken CHETERIAN, « The Last Closed Border of the Cold War: Turkey-Armenia », in *Journal of Borderlands Studies*, 2017, Vol. 32, No. 1, p. 77.

Turquie sur la scène internationale, et dans ses velléités d'intégrer l'UE. Dans le chapitre cité précédemment, Pierre Grosser expose plusieurs autres configurations où l'histoire conditionne certains comportements de politique étrangère. Par exemple, la tendance à chercher des références dans un passé fantasmé devant l'incertitude⁶². Dans le cas turc, on peut penser au « néo-ottomanisme », brandi déjà à la fin des années 1980 pour qualifier la politique étrangère du Premier ministre d'alors, Turgut Özal⁶³. Autre configuration évoquée par Grosser⁶⁴, celle où le traitement historique d'un événement peut le transformer en traumatisme pour les générations futures, au point d'en faire un « syndrome ». Difficile, dans le cas turc, de ne pas penser au fameux « syndrome de Sèvres », du nom du traité de démantèlement de l'Empire ottoman après la Première guerre mondiale qui sera combattu par les nationalistes menés par Mustafa Kemal lors de la guerre dite « d'indépendance », qui aboutira à l'obtention d'un nouveau traité, celui de Lausanne, et à la naissance de la République de Turquie. Ce syndrome cristallise un certain nombre de peurs traumatiques, comme la méfiance envers l'Occident, et est régulièrement entretenu par l'armée, les discours politiques, et même les programmes scolaires⁶⁵. En outre, il conditionne grandement l'importance vitale et existentielle accordée à l'intégrité territoriale dans les politiques extérieure et intérieure turques tout au long de l'histoire.

Mais comme dit précédemment, les approches doivent être combinées. Il sera ainsi nécessaire d'observer également les dynamiques « d'intérêt », ou de *realpolitik*, et notamment l'aspect économique. Même si les relations internationales ne peuvent être réduites au « tout économique », cette donnée reste d'une importance fondamentale. De manière quelque peu sentencieuse, Frédéric Charillon énonçait, il y a près de 20 ans, que moins qu'un choix, « la politique étrangère s'assimile de plus en plus à la gestion d'une série de contraintes »⁶⁶. Celles économiques y occupent forcément une place de choix. Comme rappelé par Guy Carron de la Carrière :

« Les critères de puissance, les instruments et les enjeux de la diplomatie, l'origine des événements, même politiques, le balisage et la dynamique des relations internationales, sans oublier la plupart des questions posées et des réponses apportées par les divers processus diplomatiques sont de nature économique. [...] on ne peut plus se passer de références, de moyens d'actions, de modèles d'organisation issus des disciplines économiques. Plus qu'une simple donnée, ils constituent une contrainte qui impose la recherche d'efficacité »⁶⁷.

Dans le cas turc, il s'agira donc d'observer comment s'articulent le secteur public et les entreprises privées, et comment celles-ci sont liées à l'Etat. Des données structurelles peuvent également rentrer en compte. A titre d'exemple, il convient de noter que la Turquie est structurellement dépendante de l'apport de capitaux extérieurs, de par son faible niveau d'épargne. Entre 1990 et 2002, la moyenne annuelle d'épargne intérieure pour la Turquie est de 20.3 % du PIB, alors que la moyenne des pays de l'OCDE et de l'UE est respectivement à 23.2 % et 23.8 %⁶⁸. Ce déficit d'épargne est notamment dû aux nombreuses crises économiques et aux épisodes d'inflation à intervalles réguliers (jamais en-dessous de 20 % annuels entre 1977 et 2003, avec des pics à 94 % en 1980 ou 105 % en 1994⁶⁹). La politique économique initiale de l'AKP en ce sens a été un succès : très modestes jusqu'en 2002, le plus souvent en-dessous de 1 milliard USD annuel, les investissements directs étrangers (IDE) progressent de façon spectaculaire pour atteindre plus de 22 milliards USD annuels en 2007⁷⁰. En somme, il s'agira de ne pas faire de déterminisme historique, et de montrer que des éléments purement réalistes et libéraux (aux sens de la théorie des relations internationales) peuvent s'intégrer à une approche constructiviste-historique.

⁶² Pierre GROSSER, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », *op. cit.*, p. 367.

⁶³ Ugur KAYA, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l'Etat turc », in *Confluences Méditerranée*, 2017, Vol. 101, No. 2, p. 22.

⁶⁴ Pierre GROSSER, « De l'usage de l'Histoire dans les politiques étrangères », *op. cit.*, p. 381.

⁶⁵ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, Editions La Découverte, 2015, p. 30.

⁶⁶ Frédéric CHARILLON (dir.), *Les politiques étrangères. Ruptures et continuités*, *op. cit.* p. 21.

⁶⁷ Guy CARRON DE LA CARRIÈRE, « Omniprésente économie », in Frédéric CHARILLON (dir.), *Politiques étrangères, nouveaux regards*, *op. cit.*, p. 270.

⁶⁸ Données de la Banque mondiale [En ligne].

⁶⁹ Données de la Banque mondiale [En ligne].

⁷⁰ Données de la Banque mondiale [En ligne].

Plan du travail

La recherche se divisera en trois axes distincts, qui mobiliseront à la fois le temps long et le temps court. Les deux premiers axes examineront donc la trajectoire historique de la Turquie, depuis la fin de l'Empire ottoman à l'époque actuelle, à travers des perspectives que nous avons considérées pertinentes. Ils sont donc étroitement liés, et permettent de montrer comment l'obsession sécuritaire s'est construite dans la Turquie du XXe siècle. Le premier traitera du nationalisme et de la question de l'intégralité territoriale, et tentera d'analyser ce que recouvre concrètement la notion très discursive de « syndrome de Sèvres », que nous avons survolée plus haut. Le second axe traitera du rôle important de l'armée et de son articulation avec l'Etat, à travers deux perspectives : celle d'un « régime prétorien » selon la typologie développée par Amos Perlmutter⁷¹, puis son évolution en « régime sécuritaire » selon la définition de Gilles Dorronsoro⁷². Cela nous permettra d'analyser son ancrage dans la Turquie contemporaine et par là, la place qu'elle a dans la politique étrangère. Exceptionnellement, nous la terminerons par une conclusion intermédiaire qui se justifie par des besoins de clarté.

Le troisième et dernier axe mobilisera une séquence historique plus courte : celle ouverte par l'effondrement de l'URSS, et de la fenêtre d'opportunité que cela a représenté pour la Turquie de mener sa propre politique étrangère. Il s'agira en outre de pondérer le « poids de l'histoire », et de montrer que cet activisme s'explique également par des éléments de *realpolitik* tout à fait concrets, et donc par des nécessités économiques, énergétiques etc. Enfin, elle s'intéressera également à la montée de R.T. Erdoğan. En 2015, Hamit Bozarslan qualifiait très justement sa politique de « bonapartisme à la turque » (en référence à Napoléon III), à la fois dans les conditions de son émergence, son habileté à s'appuyer sur des pans entiers de la population, et par là, dans sa mobilisation du plébiscite⁷³. La politique étrangère turque ne saurait ainsi être dissociée de l'autocrate qui la mène. Il s'agira donc d'analyser, dans la dernière section de ce travail, l'aspect « individuel » de la politique étrangère turque, à savoir, la volonté de R.T. Erdoğan d'être le leader qui mènera la Turquie dans la cour des grandes puissances.

⁷¹ Amos PERLMUTTER, « The Praetorian State and the Praetorian Army: Toward a Taxonomy of Civil-Military Relations in Developing Politics », in *Comparative Politics*, 1969, Vol. 1, No. 3, pp. 382-404.

⁷² Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie contestée : Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, en particulier l'introduction et la conclusion.

⁷³ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2015, pp. 529-530.

2. Le nationalisme et l'intégralité territoriale

Cet axe doit, nous semble-t-il, être abordé préalablement à toute étude de la Turquie contemporaine, car il constitue une dynamique structurelle fondamentale ayant accompagné le développement du pays, de la fin de l'Empire ottoman à nos jours, en passant par la naissance de la République en 1923. Mais pour faciliter la lecture et la compréhension, il nous semble nécessaire de revenir, dans un premier temps sur le déroulé factuel des événements de la période charnière allant de la révolution des Jeunes-Turcs (1908) et ses origines à la naissance de la République de Turquie (1923).

De l'Empire ottoman à la République de Turquie

2.1.1. Le coup d'Etat de 1908 et ses origines historiques (1839-1908)

Si nous faisons débiter notre déroulé chronologique à la révolution Jeunes-Turcs, celle-ci ne naît pas *ex nihilo* pour autant. Au tournant du XIXe siècle, la Sublime Porte prend peu à peu conscience de son retard sur les puissances européennes. Les *sultans* Mahmoud II (1808-1839) puis Abdülmeçid Ier (1839-1861) vont s'atteler à réformer l'administration, à la fois dans le but de restaurer la puissance de l'Empire mais aussi pour s'aligner sur les exigences des puissances européennes⁷⁴. L'ère des *Tanzimat* (réorganisation), entamée avec l'édit impérial de 1839 face au déclin du pouvoir central et la perte de territoires (indépendance de la Grèce en 1821), enclenche une série de réformes de modernisation, notamment dans l'armée et la bureaucratie. Cette modernisation prend une tonalité très européenne dès l'édit de 1856⁷⁵, instaurant un statut d'égalité pour tous les citoyens de l'Empire, et octroyant aux minorités religieuses de l'Empire une grande liberté religieuse et culturelle, ainsi qu'une autonomie légale, fiscale et administrative. Il s'agit en réalité d'une extension du système de *millet*, qui offrait déjà une protection et une liberté religieuse aux sujets non-musulmans du *sultan*⁷⁶. Cette période ouvre la voie à la proclamation en 1876 de la Constitution, par le nouveau *sultan* Abdülhamid II. Pensant que la Constitution le placerait au sein des monarques éclairés d'Europe, et le protégerait d'une énième guerre face à la Russie (la 11^{ème} depuis le XVIe siècle), il déchantera rapidement après la débâcle de 1878, qui aboutit aux indépendances de la Serbie et de la Roumanie, et à une autonomisation de la Bulgarie. Ces événements serviront à justifier l'échec des *Tanzimat*, l'abrogation de la Constitution, et la dissolution de l'Assemblée qui en découlait. Mais les *Tanzimat* avaient déjà enclenché leur propre dynamique⁷⁷.

L'euro péanisation des académies militaires, notamment par l'importation d'officiers allemands, considérés comme supérieurs depuis leur victoire face à la France en 1871⁷⁸, va produire une nouvelle génération de militaires. La même dynamique de modernisation se produira au niveau de la bureaucratie, et le *sultan-calife* ne parviendra jamais à emmener ces nouvelles générations produites par les écoles occidentalisées sous sa coupe. Celles-ci restent en effet profondément attachées aux idéaux constitutionnels et libéraux⁷⁹. Face au pouvoir de plus en plus centralisé d'Abdülhamid II, ces nouvelles élites vont rapidement entrer dans la clandestinité, et dès 1895, une opposition officielle connue sous le nom de « Jeunes-Turcs » commence à faire parler d'elle, même si elle prend, pour l'heure, plus la forme d'une nébuleuse entre divers groupes en exil⁸⁰, sans réelle marge de manœuvre au sein de l'Empire⁸¹.

⁷⁴ Erik Jan ZÜRCHER, *The Unionist factor: The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement 1905-1926*, Leyde, E. J. Brill, 1984, p. 1.

⁷⁵ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 157.

⁷⁶ Bedross DER MATOSSIAN, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the late Ottoman Empire*, Stanford, Stanford University Press, 2014.

⁷⁷ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, Troisième édition, Paris, Editions La Découverte, 2016, pp. 6-8.

⁷⁸ Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 17-39.

⁷⁹ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*. Troisième Edition, Londres, LB Tauris & Co Ltd., 2004, p. 86.

⁸⁰ En effet, l'aversion du *sultan* Abdülhamid II pour les condamnations à mort lui font préférer l'usage de l'envoi en exil pour mater l'opposition, François GEORGEON, *Abdülhamid II : Le crépuscule de l'Empire ottoman*, Paris, CNRS Editions, 2017, p. 207.

En 1905, une révolution dans l'empire russe est violemment réprimée par le pouvoir tsariste, mais elle contraint néanmoins celui-ci à céder du terrain, et à concéder au peuple la constitution d'une *Douma* (Parlement). Pour l'opposition ottomane, c'est la preuve irréfutable d'une fin proche pour les autocraties européennes⁸². Toutefois, les deux congrès Jeunes-Turcs (février 1902 et décembre 1907) vont surtout faire la preuve de la grande division des idées parmi les multiples opposants au *sultan-calife*. Une force en émerge pourtant, le comité Union et Progrès (*İttihad ve Terakki*, CUP), dont le siège est à Salonique⁸³. Pour une bonne partie, la révolution sera le fait d'un influx important de jeunes officiers, à peine trentenaires, entre 1905 et 1906⁸⁴. L'élément déclencheur du *pronunciamento* de juillet 1908 semble être une rencontre entre le Roi d'Angleterre Edward VII et le *Tsar* Nikolai II à Reval (l'actuelle Tallin) en vue d'une intervention militaire dans les Balkans, et notamment en Macédoine en proie à de grands troubles entre Chrétiens et Musulmans, pour y établir un régime autonome chrétien. Union et Progrès réagit par un mémorandum adressé aux pouvoirs européens rejetant l'intervention en Macédoine, objectant que l'agitation y est la conséquence de la promotion russe des nationalismes serbes, grecs et bulgares, et que la solution serait un retour au régime constitutionnel et parlementaire des années 1876-78. Par ailleurs, le mémorandum met également en avant le fait que le comité est prêt à prendre les armes contre une intervention étrangère et l'agitation séparatiste⁸⁵.

Dès lors, une rébellion menée par cinq unionistes, dont İsmail Enver, le futur Enver Pacha, prend le maquis début juillet. Il semblerait que la décision de s'engager dans la lutte découle également du fait de la pénétration grandissante des réseaux unionistes par des agents du *sultan*. Le mémorandum et le discours des insurgés aux populations des villages occupés prend déjà une double-tonalité : celle de la promotion d'un régime constitutionnel qui serait garant de la paix et de la fraternité entre Chrétiens et Musulmans de l'Empire, et le brandissement de la menace de violence s'ils se voient opposer une résistance, ou si leurs exigences ne sont pas satisfaites. La contre-offensive du *sultan*, qui dépêche deux bataillons de volontaires albanais commandés par Şemsi Pacha n'opposera qu'une faible résistance, et la nuit du 23 au 24 juillet, le *sultan* satisfait les exigences des insurgés⁸⁶. L'absence de soulèvement populaire pour accompagner cette insurrection militaire, et l'agenda essentiellement politique des unionistes fait plus de cette révolution des Jeunes-Turcs une révolution de palais qu'une grande révolution politique et sociale. Toujours est-il que sa finalité va largement bouleverser l'Empire ottoman⁸⁷, autant qu'elle inaugure 15 années de guerre quasi ininterrompue, entre les luttes de pouvoir, les guerres balkaniques, la première guerre mondiale puis la guerre dite « d'indépendance ».

2.1.2. *Union et Progrès au pouvoir (1908-1918)*

La révolution est accueillie dans tout l'Empire et l'Europe avec enthousiasme. Mais le pluralisme promis par le rétablissement d'un Parlement va rapidement prendre la forme d'une monopolisation de l'Etat et de ses appareils par les Unionistes. A tel point qu'ils commencent à rassembler de nombreux opposants dans les mois qui suivent l'action de 1908, notamment au sein de l'armée, agacée par les purges. Le 13 avril 1909, des soldats de rang s'insurgent et exécutent plusieurs unionistes, et le haut-commandement est contraint de fuir Istanbul pour se réfugier à Salonique. La contre-insurrection sera terrible. Dépêchée depuis Salonique, l'armée « d'Action » reprend la capitale et exécute les figures proéminentes de la révolte sur la place publique à Istanbul. Le comité en profite pour destituer le *sultan-calife*, accusé d'être l'instigateur de l'insurrection, et va avoir toute la latitude nécessaire à la mise en place d'un régime despotique, vassalisant le nouveau *sultan* Mehmed Reşâd, frère cadet d'Abdülhamid⁸⁸. Dès lors, les idéaux libéraux défendus par les Jeunes-Turcs originels autour des droits de l'homme sont remplacés par la dyade *zapt-u-*

⁸¹ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine, op. cit.*, p. 10.

⁸² François GEORGEON, *Abdülhamid II : Le crépuscule de l'Empire ottoman, op. cit.*, pp. 530-531.

⁸³ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine, op. cit.*, p. 11.

⁸⁴ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours, op. cit.*, p. 269.

⁸⁵ Erik Jan ZÜRCHER, « The Young Turk revolution: comparisons and connections », in *Middle Eastern Studies*, 2019, Vol. 55, No. 6, pp. 482-483.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 483-484.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 486.

⁸⁸ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine, op. cit.*, pp. 12-14.

rapit (ordre et discipline)⁸⁹. En parallèle se déroulent également les guerres balkaniques, qui vont ôter à l'Empire ses derniers territoires européens et renforcer la violence à tous les niveaux.

Durant quatre ans, la vie politique et parlementaire sera dominée par le comité, qui annule les élections qu'il perd, interdit les journaux d'opposition et pratique l'assassinat d'opposant ou de journaliste. L'opposition se radicalise également, s'organise au sein d'un comité secret, *Halaskar Zabitan* (Officiers libérateurs) et parvient à renverser le gouvernement dont de nombreux membres sont unionistes en juillet 1912. Quelques mois plus tard, en janvier 1913, le CUP répond par un coup d'Etat et occupe l'essentiel des postes du gouvernement, excepté le poste de *vizîr* attribué à Mahmud Şevket Pacha, issu de l'Armée d'action de 1909, mais qui a pris ses distances vis-à-vis du comité⁹⁰. Son assassinat par un membre du principal parti d'opposition *Hürriyet ve İtilâf* (Liberté et Entente) permettra au CUP de déployer tout son potentiel répressif sur l'opposition, à travers de multiples arrestations et condamnations à mort⁹¹. Le pouvoir se resserre autour d'un triumvirat composé d'Enver, Talât et Cemal, tous trois auréolés du titre de Pacha, et chacun à la tête d'un service de renseignement propre.

C'est ainsi que l'Empire ottoman entre dans la première guerre mondiale, emmené par une *troïka* relativement jeune et inexpérimentée mais mue par la conviction d'être chargée de la mission historique d'effacer les humiliations subies par l'Empire depuis des décennies (débâcles de 1877-78 et des guerres balkaniques, dépendance financière et pressions européennes pour réformer l'Empire etc.). Le choix de s'allier à l'Allemagne apparaît comme une évidence, celle-ci étant considérée invincible depuis qu'elle a écrasé la France de Napoléon III en 1870-71⁹². Mais très vite, malgré une sévère humiliation infligée aux Britanniques à Gallipoli en 1915, la Grande Guerre s'avérera être un désastre pour l'Empire. La déroute dans le Caucase, puis la révolte arabe poussée par les Britanniques depuis le Hedjaz feront office d'ultimes clous dans le cercueil d'un Empire de plus de six siècles. Mais c'est autre chose qui se joue pendant cette période. Depuis le pouvoir quasi totalitaire d'Union et Progrès, la syntaxe du régime s'est resserrée autour d'un nationalisme turc, influencé par le darwinisme social et le romantisme, et articulé autour de la « turcification », l'islamisation et l'occidentalisation⁹³. Nous y reviendrons. Après les pertes de territoires consécutives à la défaite face aux Russes en 1877-78 et aux guerres balkaniques (1912-13) qui ont rendu inexistante la présence ottomane dans les Balkans et le Caucase, l'Empire entre dans la guerre, replié sur son bastion anatolien, les provinces arabes étant déjà secouées par des contestations nationalistes. Le pouvoir unioniste voit dès lors dans l'islamisation de l'Anatolie et des six vilayets arméniens une condition *sine qua non* de sa survie, comme en témoignent les propos du gouverneur de Diyarbakır, le Dr Mehmed Reşid.

« Il y a deux possibilités. Soit ils vont nettoyer les Turcs, soit ils vont être nettoyés par les Turcs. Je ne pouvais rester indécis entre ces deux alternatives. Ma turcité l'emporta sur ma qualité de médecin. Je me dis, « plutôt qu'ils nous éliminent, nous devons les éliminer [*ortadan kaldırmak*] »⁹⁴.

La débâcle dans le Caucase fournira un prétexte en or au CUP pour « régler la question arménienne ». Si le nombre exact de victimes des massacres et des déportations n'a jamais été officiellement connu, la plupart des spécialistes s'accordent sur le chiffre d'un million⁹⁵.

Si l'on a plutôt retenu l'idée que la période de la Grande Guerre avait été pour l'Empire ottoman, une période de dictature militaire sous la main de fer de la *troïka* composée d'Enver, Cemal et Talât, ce postulat a été contesté dans les études plus récentes. Ainsi, Erik Jan Zürcher décrit plutôt le régime unioniste comme « un complexe de différentes factions et de réseaux opérant dans un environnement bipolaire, dont les pôles étaient Talât et Enver », Cemal étant commandant en Syrie avec la mission de reconquérir l'Égypte il passe près de trois ans loin de la capitale, et de fait son rôle a été plus réduit. Si la

⁸⁹ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 257.

⁹⁰ *Ibid.*, pp. 257-258.

⁹¹ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, op. cit., p. 110.

⁹² Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., pp. 295-297.

⁹³ Hamit BOZARSLAN, « Islam, laïcité et la question d'autorité de l'Empire ottoman à la Turquie kémaliste », in *Archives de sciences sociales des religions*, 2004, No. 125, p. 108.

⁹⁴ Cité dans Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, op. cit., p. 20.

⁹⁵ *Ibid.*

guerre a effectivement permis au CUP de progressivement prendre le contrôle des différents organes d'Etat que sont le Parlement, le Sénat ou encore le cabinet, la réalité d'un Empire sous commandement de la troïka n'est effective qu'entre le coup d'Etat de janvier 1913 et fin 1914⁹⁶.

2.1.3. De l'armistice à la guerre « d'indépendance » (1918-1923)

La paix entre l'Empire ottoman et les Alliés est signée le 30 octobre 1918 à Moudros, sur l'île grecque de Lemnos. L'Empire est alors réduit à l'Anatolie, devant renoncer à toute présence militaire dans les territoires qui seront bientôt partagés par les vainqueurs, mais celle-ci est occupée de toutes parts par les troupes alliées. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, laisse l'Empire exsangue et réduit à un bout de territoire anatolien, avec Istanbul comme capitale. La Thrace orientale et la région de Smyrne (actuelle İzmir) sont laissées à la Grèce, alors qu'une république d'Arménie indépendante devait voir le jour, tout comme un grand Kurdistan allant de Mossoul au sud-est anatolien (voir carte 4, annexe 5)⁹⁷.

Dès la conférence de Paris (1919), les rumeurs d'Etats arménien et kurde inquiètent les troupes et fonctionnaires ottomans, pour la plupart d'anciens unionistes (le CUP s'étant auto-dissout dès l'armistice), qui organisent des réseaux de résistance dans l'Anatolie, profitant de la faible emprise des troupes alliées sur la région. Quant au *sultan* Mehmed VI, qui a succédé à son frère mort quelques temps avant l'armistice, il cherche avant tout à conserver son trône et se montre prêt à faire les concessions voulues par les Alliés. Il dépêche un jeune officier, héros de Gallipoli, dont il pense que l'origine modeste suffira à le rendre loyal envers son monarque, pour calmer les velléités de rébellion des troupes. Ancien membre du CUP, celui-ci a gardé une certaine rancœur contre le pôle d'Enver Pacha, et le *sultan* a toutes les raisons de penser qu'il réglera ses comptes avec les factions sur place⁹⁸. Son nom est Mustafa Kemal.

Dès lors, le futur Atatürk prend la tête de la rébellion et recrute à tour de bras à travers toute l'Anatolie. Il s'appuie notamment sur le *Karakol*, société secrète héritière des services de renseignement du CUP pour intensifier un pillage en règle, dans les zones orientales et occidentales de l'Anatolie, facilité par le laxisme des troupes alliées sur place, composées presque exclusivement de soldats coloniaux⁹⁹. En juin 1919, il envoie une circulaire dans toute l'Anatolie proclamant la Nation en danger, et énonçant l'incapacité du gouvernement d'Istanbul à la défendre. En janvier 1920, après les élections qui ont vu la majorité passer chez les Unionistes et les nationalistes, l'Assemblée ottomane adopte un Pacte national (*Misak-ı Milli*, voir annexe 2) prévoyant la préservation des frontières d'avant l'armistice¹⁰⁰. La signature du traité de Sèvres donnera un nouvel élan à l'armée « d'indépendance » de Mustafa Kemal, et finira de délégitimer Mehmed VI. La destruction aisée de la toute jeune république d'Arménie lui permettra de reprendre la région de Kars (perdue lors de la guerre de 1877-78) à la fin 1920, et d'entrer en contact avec les bolchéviques russes en pleine guerre civile, à qui il achètera du matériel militaire, qui, à bien des égards et malgré ce qu'en dit l'historiographie turque, peut être considéré comme décisif dans la réussite de sa campagne¹⁰¹. Le front oriental sécurisé, Kemal peut déplacer le gros de ses troupes du côté ouest, où l'attend l'armée grecque débarquée à Smyrne, et occupant de larges territoires. En parallèle, la conférence de Londres de février 1921 fait de Mustafa Kemal et sa nouvelle Assemblée à Ankara le seul interlocuteur ottoman. Enfin, après une campagne de près d'un an et demi, Smyrne est finalement prise le 9 février 1922¹⁰².

Après la cessation des hostilités, la ville neutre de Lausanne en Suisse est choisie pour renégocier un traité. Les Alliés sont représentés par des délégations française, britannique, italienne et grecque, alors que l'URSS, l'Ukraine, la Géorgie, la Roumanie et la Bulgarie sont présentes en tant que pays observateurs. Les Ottomans devaient initialement envoyer une délégation pour chaque gouvernement, d'Istanbul et d'Ankara. Mais le grand *vizir* Ahmet Tevfik Pacha suggère à Ankara d'envoyer une délégation conjointe, ce qui provoque la fureur de l'Assemblée nationaliste qui adopte immédiatement une motion pour abolir le *sultanat*, et Mehmed VI est envoyé en exil à Malte, remplacé par son cousin Abdülmecid II en tant que

⁹⁶ Erik Jan ZÜRCHER, « Young Turk Governance in the Ottoman Empire during the First World War », in *Middle Eastern Studies*, 2019, Vol. 55, No. 6, pp. 897-913.

⁹⁷ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, op. cit., p. 147.

⁹⁸ Fabrice MONNIER, « Le tournant de la Sakharya », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 42-43.

⁹⁹ *Ibid.*, pp. 43-46.

¹⁰⁰ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, op. cit., pp. 138-139, 149.

¹⁰¹ Fabrice MONNIER, « Le tournant de la Sakharya », op. cit., pp. 46-47.

¹⁰² Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, op. cit., p. 24.

calife (et non plus *sultan*)¹⁰³. La délégation turque, menée par Ismet Pacha, le bras droit de Mustafa Kemal et futur Ismet İnönü, apparaît à la conférence en tant que nation victorieuse de sa guerre d'indépendance, avec une centaine de pages d'amendements, se tenant fermement au Pacte national, alors que pour les alliés, le nouveau traité ne devait apporter que de menus ajustements à celui de Sèvres. L'un des points brûlants de la conférence demeurait la question des capitulations, ou des concessions commerciales naguère octroyées par la Porte aux puissances européennes, que la délégation turque voulait abolir¹⁰⁴. Mais la position alliée était fragile, car au sortir de la Grande Guerre, aucun de ses membres n'était prêt à entrer à nouveau en guerre sur ces questions. Finalement, un accord est trouvé et le 24 juillet 1923, le traité de Lausanne est signé, rendant celui de Sèvres caduc. Celui-ci accède à la plupart des demandes du Pacte national, garantissant à la nouvelle Turquie l'intégralité de l'Anatolie et la partie orientale de la Thrace, et anéantissant les espoirs d'une grande Arménie et d'un Kurdistan indépendant¹⁰⁵. Le sandjak d'Alexandrette, revendiqué par le Pacte national mais rentrant dans le mandat français sur la Syrie, finira par rejoindre le giron turc en 1939. Quant à la région de Mossoul, dernière revendication du Pacte et riche en pétrole, sa question est tranchée en 1926, et elle échoit finalement à l'Irak sous mandat britannique¹⁰⁶.

Reste la question des minorités. Seuls les Juifs, les Grecs et les Arméniens en obtiennent le statut¹⁰⁷. Le traité stipule uniquement que la Turquie se doit de les protéger, mais les Alliés n'obtiennent pas de droit de regard sur cette « protection », d'autant que les Turcs ne veulent pas accorder d'amnistie générale aux opposants du nouveau régime¹⁰⁸. Négocié avant la signature du traité, le gigantesque échange de population avec la Grèce, organisé par la Société des Nations, déplace près de 900 000 chrétiens orthodoxes (dont des turcophones) de l'Anatolie vers le royaume hellénique, alors que 400 000 musulmans (dont des grecophones) font le chemin inverse, dans le but de faire de la Turquie un Etat « à 99 % musulman »¹⁰⁹.

Le nationalisme et l'intégrité territoriale

2.1.4. La modernisation comme matrice de changement idéologique

Même si nous avons vu que l'obsession territoriale des nationalistes turcs est fortement mise en exergue dans le Pacte national de 1920, elle n'est pas foncièrement liée à la Turquie postrévolutionnaire. A titre d'exemple, on peut noter qu'en 1802 et 1805, l'Empire signe respectivement un traité de paix avec la France, et d'alliance défensive avec la Russie, et cherche, dans les deux cas, à insérer une clause d'« intégrité territoriale ». Le traité de Paris qui met fin à la guerre de Crimée en 1856 fait également état d'une garantie d'intégrité territoriale sans précédent pour l'Empire ottoman¹¹⁰. Mais cette question doit se comprendre depuis la perspective d'un empire qui subit une amputation de territoire continue, et donc une réduction des populations imposables, et n'a pas grand-chose à voir avec la conception de l'intégrité territoriale du Pacte national, qui est inextricablement liée au nationalisme turc unioniste qui émerge au XXe siècle, et tout particulièrement entre 1908 et 1913.

Pour en comprendre la genèse, il faut bien saisir le cheminement idéologique des Jeunes-Turcs et de leurs prédécesseurs, et revenir à la période des *Tanzimat* que nous avons brièvement abordée dans la section précédente. D'un côté, le pouvoir ottoman impose des réformes de modernisation de manière autoritaire, de l'autre, ces réformes, notamment au sein des académies militaires et des écoles formant la bureaucratie, imposent une nouvelle dynamique et produisent une nouvelle élite, rompue à la pensée européenne de l'époque, à savoir, le libéralisme et le nationalisme. Cette dynamique inversée va amener les premières

¹⁰³ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, *op. cit.*, pp. 160-161.

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 161-162.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 162.

¹⁰⁶ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, *op. cit.*, p. 27.

¹⁰⁷ Dans le recensement d'octobre 1927, premier recensement officiel de la République, 110 000 Grecs, 77 000 Arméniens et 82 000 Juifs sont recensés, soit respectivement 93 %, 94 % et 35 % de moins qu'en 1914 sur le territoire anatolien, Ahmet İÇDUYGU, Şule TOKTAS, et B. Ali SONER, « The politics of population in a nation-building process: emigration of non-Muslims from Turkey », in *Ethnic and Racial Studies*, 2008, Vol. 31, No. 2, p. 363.

¹⁰⁸ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, *op. cit.*, pp. 162-163.

¹⁰⁹ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, *op. cit.*, p. 27.

¹¹⁰ M. Şükrü HANIOĞLU, *A brief History of the Late ottoman Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2008, pp. 49, 82.

formes de contestation dans les années 1860-1870 par un groupe de romanciers, journalistes et autres intellectuels se faisant peu à peu connaître sous le nom de « Jeunes Ottomans »¹¹¹. Ils voient les *Tanzimat* comme une imitation superflue de l'Occident, ne prenant pas les valeurs islamiques de la société musulmane en considération¹¹². Leur pensée reste pourtant assez diffuse. Formés dans des académies et écoles de plus en plus occidentalisées, ils n'en demeurent pas moins fermement nationalistes (ottomans, pas encore turcs), et très attachés à l'Islam. Ils refusent de lier le déclin de l'Empire à l'ottomanisme et encore moins à l'Islam, mais formulent leur opposition au pouvoir dans un langage politique européen, à travers des concepts comme le patriotisme ou le libéralisme. Mais liant ces concepts à un retour à un Islam pur, ils les détachent de l'Occident, ne liant celui-ci qu'à la supériorité technologique pour le rendre acceptable. Ils disparaîtront dans la foulée de la fin du paradigme des *Tanzimat* entérinée par l'abrogation de la Constitution par Abdülhamid II en 1878¹¹³, mais leur émergence et leur manière de formuler leur contestation demeure importante pour la suite. En effet, ils furent les premiers véritables idéologues de l'Empire ottoman. Leurs écrits ont pris part à la genèse de ce qui allait devenir la première Constitution en 1876. Mais pour Şerif Mardin, leur plus grand apport à long terme ne sera pas tant la promulgation de la Constitution, mais l'idée selon laquelle le *sultan* a commis un crime en l'abrogeant deux ans plus tard, ce qui permettra de nourrir l'opposition pour les décennies suivantes¹¹⁴.

Malgré la confusion posée par les noms des deux organisations, les Jeunes Ottomans ne peuvent être considérés comme les mentors des Jeunes-Turcs, si ce n'est qu'ils ouvrent une tradition de société secrète qui connaîtra son essor dans les décennies suivantes. Si l'on peut éventuellement les considérer comme une version prototypique des nébuleuses d'exilés un peu partout en Europe et dans l'Empire qui commencent à fleurir dans les années 1880-1890, ils n'ont pas grand-chose à voir avec les acteurs de la révolution de 1908, laquelle est, comme nous l'avons vu, en bonne partie le fait des jeunes officiers ayant intégré l'organisation entre 1905 et 1906. La question de l'exil évoquée en section précédente est utile pour comprendre la formation de cette nébuleuse, notamment aux marges de l'Empire-même, puisqu'à travers l'exil, c'est une diffusion accrue des idées qui s'opère, alors que le nombre toujours croissant d'exilés renforce leur emprise dans les marges. L'historien François Georgeon fait ainsi remarquer qu'en Tripolitaine, terre d'accueil des exilés par excellence, ceux-ci finissent par être plus nombreux que les administrateurs de la Porte et gouvernent eux-mêmes¹¹⁵. Plusieurs villes de l'Empire deviennent ainsi des îlots d'exilés, pas obligatoirement Jeunes-Turcs, et ce jusqu'en Anatolie (à Kastamonu, Erzurum ou Konya), ce qui nourrit une forme de solidarité d'exil¹¹⁶, ainsi que l'importance grandissante des marges de l'Empire. Cette importance des marges et des frontières se retrouve dans les fondateurs originels du CUP, où l'on retrouve un Albanais (İbrahim Temo), un Azéri (Hüseynzade Ali) et deux Kurdes (Abdullah Cevdet et İshak Sukuti)¹¹⁷.

2.1.5. Du positivisme au triangle gökalpîen¹¹⁸

Au niveau de l'idéologie des Jeunes-Turcs, il existe une confusion à ne pas commettre. On a ainsi tôt fait de les rattacher à une généalogie partant de la Révolution française. Mais si l'essentiel de l'influence idéologique des Jeunes-Turcs et d'Union et Progrès vient de France, celle de la Révolution française n'en est qu'une partie. Les Jeunes-Turcs sont sous infusion continue des idées de la France prérévolutionnaire

¹¹¹ Erik Jan ZÜRCHER, *The Unionist factor: The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement 1905-1926*, op. cit. pp. 4-5.

¹¹² Bedross DER MATOSSIAN, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the late Ottoman Empire*, op. cit., pp. 8-9.

¹¹³ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., pp. 191-194.

¹¹⁴ Şerif MARDIN, *The Genesis of Young Ottoman thought: A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas*, Syracuse, Syracuse University Press, 2000, pp. 397-403.

¹¹⁵ François GEORGEON, *Abdülhamid II : Le crépuscule de l'Empire ottoman*, op. cit., pp. 517-518.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., pp. 248-249.

¹¹⁸ Du nom de Mehmet Ziya Gökalp (1876, Çermik – 1924, Istanbul), le théoricien le plus éminent du CUP. Sociologue autodidacte, il accède au Comité central en 1912 et offrira le cadre idéologique nécessaire au programme d'action du CUP. Auteur d'une œuvre considérable dont *Türkçülüğün Esasları [Principes de Turcité]* (1923), il est considéré comme l'un des pères du nationalisme turc. M. Şükrü HANIOĞLU, *A brief History of the Late ottoman Empire*, p. 159; Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 637.

(les Lumières) à la France postrévolutionnaire (le positivisme puis le darwinisme social)¹¹⁹. L'influence de la France est donc celle d'un temps long, qui se joue tout au long du siècle ottoman qui suit la Révolution française. Des termes (*ministr, politik, diplomasi*) ainsi que des concepts tels que le naturalisme, le romantisme ou le réalisme traversent la frontière, et « Istanbul vit à l'heure de Paris », à travers les traductions des œuvres de Balzac, Zola, Flaubert ou encore Stendhal. Il faudra attendre la fin du siècle pour que le faisceau référentiel s'élargisse à d'autres horizons¹²⁰, et notamment à l'Allemagne. Mais il faut encore noter l'état très divisé de la Jeune Turquie qui perdurera jusqu'en 1913 et la prise de pouvoir définitive d'Union et Progrès, et donc la difficulté de décrire une pensée générale.

Toujours est-il qu'à l'élargissement des influences succédera la quête d'une idéologie pouvant se transformer en programme d'action, dans le contexte, commençant à la fin des années 1870, de perte de territoires continue et du tournant absolutiste d'Abdülhamid II. Cette période voit aussi un accroissement subséquent des mouvements migratoires de populations musulmanes, fuyant les territoires perdus dans le Caucase, la crise balkanique, ou l'avancée russe autour de la mer Noire. Entre la fin des années 1870 et 1914, on estime à près de 1.5 million le nombre de *muhacir*, des Musulmans des Balkans à se déplacer vers l'Anatolie ou dans les provinces arabes, ce à quoi il faut ajouter des Géorgiens et des Tcherkesses (près de 500 000), puis des Tatars de Crimée et de Kazan ainsi que des Azéris fuyant tous la politique de russification du tsar Alexandre III. Encore quelques dizaines de milliers arriveront de Crète, après que celle-ci eut obtenu une forme d'autonomie en 1897¹²¹. Ces mouvements modifient en profondeur la démographie de l'Empire et surtout de l'Anatolie.

La génération Jeune-Turque qui grandit dans ce contexte et fait parler d'elle dans les années 1890 va ainsi réaliser la rupture théorique avec la vieille génération, encore attachée à l'universalisme des Lumières. Ils évoluent, pour ainsi dire, au rythme de l'évolution du positivisme¹²². Eric Hobsbawm note que c'est également à cette période que les nationalismes, notamment européens, opèrent un glissement vers une matrice de plus en plus ethnolinguistique, abandonnant le « principe du seuil », qui permettait d'éliminer les nations ne disposant pas d'un socle de population suffisamment large. Par conséquent, de multiples groupes ethnolinguistiques commencent à revendiquer un droit à l'autodétermination, avec le critère ethnolinguistique comme condition quasiment unique. C'est également à cette époque que l'on assiste à un déplacement vers la droite des thèmes nationalistes¹²³. Ce développement aura un impact important sur les Jeunes-Turcs à au moins deux égards. Premièrement, la prolifération de nationalismes ethnolinguistiques dans l'Empire, et tout particulièrement dans les Balkans, influenceront la pensée Jeune-Turque, d'autant que comme dit précédemment, beaucoup sont justement issus de ces « marges » impériales. Deuxièmement, la multiplication des nationalismes en concurrence ainsi que leur fort caractère ethnique participent largement au développement des « thèses » social-darwinistes selon lesquelles les races, ethnies, nations et autres groupes humains sont engagés dans une lutte pour leur survie. L'idée selon laquelle il faut « sauver la patrie »¹²⁴ voire la race, apparaît dès lors au sein de l'opposition, mais aussi au Palais, où la turcité devient centrale aux côtés de l'Islam, utilisé par Abdülhamid comme un moyen de garder son identité malgré la nécessité d'occidentalisation de l'Empire. Les propos de ce dernier à ce sujet sont éloquentes :

« La période, où nous collions à notre chair ceux qui étaient d'une autre religion comme on agrège des viandes hachées entre elles, est finie. Nous ne pouvons accepter dans les frontières de notre Etat que ceux qui sont de notre nation, ceux qui partagent les mêmes croyances religieuses que nous. Nous devons renforcer l'élément turcique en Roumélie et en Anatolie, et surtout assimiler les Kurdes qui sont parmi nous pour qu'ils fassent partie [intégrante] de nous »¹²⁵.

¹¹⁹ Hamit BOZARSLAN, « Révolution française et Jeunes Turcs », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, No. 52-53, p. 160.

¹²⁰ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., pp. 228-231.

¹²¹ François GEORGEON, *Abdülhamid II : Le crépuscule de l'Empire ottoman*, op. cit., pp. 426-427.

¹²² Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 237.

¹²³ Eric HOBSBAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Editions Gallimard, 1992, p. 191.

¹²⁴ Hamit BOZARSLAN, « Révolution française et Jeunes Turcs », op. cit., p. 162.

¹²⁵ Cité dans Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 236.

Les gigantesques mouvements migratoires évoqués ci-dessus vont lui fournir le cadre idéal pour développer son panislamisme. Les nouvelles populations vont lui servir d'instruments de construction d'une majorité politique turque et musulmane, et polariser de plus en plus la frontière entre l'Islam et l'altérité. Dans la Constitution de 1876 déjà, le turc est érigé en unique langue officielle de l'Empire. Abdülhamid consacre également la « nation turque-musulmane » en élément dominant¹²⁶. Le resserrement de l'identité de l'Empire autour de l'élément turc pose ainsi les bases de la redéfinition future du CUP.

Parmi les influences de la Jeune Turquie à cette période, on trouve notamment Gustave Le Bon, auteur de chevet d'Abdullah Cevdet (membre fondateur du CUP) et profil typique des penseurs social-darwinistes (à la manière d'un Herbert Spencer, Thomas Huxley ou encore Ernest Haeckel, autre grande influence des Jeunes-Turcs). Auteur fécond (plus de 60 ouvrages) tant il touche à tout, s'improvisant tantôt anthropologue, biologiste, psychologue ou encore sociologue, il considère que la race définit la constitution mentale, et que la démocratie ainsi que l'universalisme ne sont que des signes avant-coureurs de la décadence des peuples latins¹²⁷. Ces thèses, alors très en vogue en Europe, découlent du développement de nouveaux champs scientifiques, comme l'anthropologie ou la psychologie sociale, reprenant des aspects issus du darwinisme social¹²⁸. Il s'ensuit une vision figée de l'homme comme « fondamentalement mû par les forces de l'inconscient » et d'une nature humaine inamovible¹²⁹. Dans « Les lois psychologiques de l'évolution des peuples », Le Bon écrit que la vie, les institutions et la destinée d'un peuple « ne sont que le reflet de son âme [c'est-à-dire ses] caractères moraux et intellectuels qui représentent la synthèse de tout son passé, l'héritage de tous ses ancêtres, les mobiles de sa conduite »¹³⁰. Ainsi, c'est dans le cadre de ce déterminisme biologique que se développeront les nationalismes de la fin du XIXe siècle¹³¹, et par là, celui qui commence à germer dans les esprits de la Jeune Turquie, leur fournissant non seulement un cadre idéologique mais aussi un véritable programme d'action pour « sauver la nation »¹³².

Ce cadre de pensée va servir de socle idéologique au nationalisme turc, qui prend son véritable essor à partir de 1908. La révolution intervient dans une séquence où, comme nous l'avons vu, la turcité remplace la fraternité chère à la Révolution française dans l'esprit unioniste, et elle va engendrer un renforcement de cette tendance¹³³. La formulation la plus aboutie de cette synthèse ottomane qui devait aboutir à la turcité est l'œuvre d'un acteur de la plus haute importance pour la compréhension de la Turquie contemporaine : il s'agit de Mehmet Ziya Gökalp, sociologue et disciple autoproclamé d'Emile Durkheim, mais aussi de Ferdinand Tönnies, à qui il emprunte la distinction entre culture (*bars*, un ensemble de valeurs et de coutumes au sein d'une communauté) et civilisation (*medeniyet*, un système rationnel de connaissances, sciences et technologies). La Turquie aurait donc sa propre culture, marqueuse de son identité, qui aurait été submergée par une civilisation moyenâgeuse à la fois arabo-islamique et byzantine. Le salut se trouverait donc dans le remplacement de cette « tare » par une civilisation européenne, tout en gardant la culture turque, dont une forme pure de l'Islam fait partie intégrante. Il voit ainsi l'échec des *Tanzimat*, à la manière des Jeunes-Ottomans que nous avons évoqués plus haut, dans l'ajout artificiel de réformes occidentales au détriment de la culture turque (ou ottomane)¹³⁴.

On y décèle donc plusieurs choses. Premièrement, le triangle islam-turcité-occidentalisation est déjà très présent, et constituera la grammaire du régime du CUP et de la modernisation autoritaire *kémaliste* dont nous parlerons plus loin. Deuxièmement, la question de la civilisation répond d'une nécessité d'un peuple à « civiliser », ou auquel imposer la civilisation, dans la brutalité si nécessaire, qui est présent tout au long

¹²⁶ *Ibid.*, pp. 215, 263.

¹²⁷ *Ibid.*, pp. 238-239.

¹²⁸ Zeev STERNHELL, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Editions Gallimard, Quatrième édition, 2012, pp. 222-225.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 223.

¹³⁰ Cité dans *Ibid.*, p. 226.

¹³¹ *Ibid.*, p. 228.

¹³² Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 241.

¹³³ Hamit BOZARSLAN, « Révolution française et Jeunes Turcs », *op. cit.*, p. 166.

¹³⁴ Erik Jan ZÜRCHER, *Turkey: A modern history*, *op. cit.*, pp. 131-132.

du XIXe siècle¹³⁵. On voit donc encore l'influence du positivisme le plus violent sur la pensée Jeune-Turque et unioniste. Enfin, on peut lire dans cette synthèse, une manière de répondre à la dualité schizophrénique qui a tourmenté les esprits de cette Jeune Turquie tout au long des dernières décennies du XIXe siècle, à savoir, de « devenir l'autre comme condition sine qua non pour rester soi-même et renouer avec sa propre authenticité »¹³⁶.

2.1.6. Le repli anatolien et la « question arménienne »

Dès lors que la nation était définie, il était nécessaire d'en ériger un territoire, ceci dans un contexte où les guerres balkaniques déchirent l'Empire, renforçant la tendance anti-chrétienne du pouvoir. De fait, elles réduisent la turcité à la seule Anatolie, alors même qu'une partie importante des unionistes n'en vient pas. Par conséquent, les populations arméniennes d'Anatolie prennent la forme d'une menace existentielle, ravivant par ailleurs la menace d'une intervention étrangère du fait des demandes de réformes exigées dans les vilayets orientaux¹³⁷. Cette menace étrangère perçue est tangible dans les propos de *Talât Paşa*, qui, en 1914, évoque sa crainte d'une « nouvelle Bulgarie »¹³⁸, en référence à l'insurrection bulgare de 1877 qui avait en partie entraîné l'intervention russe et la débâcle qui s'en était suivi. Mais la menace posée par les Arméniens de l'Empire n'est en rien propre à la doctrine unioniste, comme nous l'avons vu à travers les propos d'Abdülhamid II, et dans sa politique panislamiste. Pour Hamit Bozarslan, le *sultan* anticipe déjà le repli anatolien, et entreprend, en parallèle de la « turcification » de l'Anatolie, la constitution d'un glacis de populations musulmanes non-turques (arabes, kurdes mais aussi albanaises) pour protéger le « noyau anatolien »¹³⁹.

L'édit de 1856, évoqué dans la section précédente, a offert une autonomie quasiment *de facto* aux minorités de l'Empire, ce qui a largement favorisé le développement de formes de renaissances culturelles, notamment chez les Arméniens, où elle prendra le nom de *Zart'ónk'*. La période va aussi favoriser l'émergence d'une classe de marchands qui aura une certaine réussite¹⁴⁰. Mais leur situation va se précariser dans le contexte des arrivées massives de populations musulmanes du Caucase et des Balkans, encouragées par le Palais à piller les terres cultivables des paysans arméniens. Des groupes révolutionnaires vont se former, comme la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), le *Dachnaksoutiun* ou le parti *Hentchak*¹⁴¹. Dans le même temps, Abdülhamid II met en place des régiments de cavalerie *hamidiyye*, composés de milices tribales kurdes, et suspend la Constitution interne au *millet* arménien. Ces régiments poursuivront les pillages, toujours encouragés par le *sultan* qui les justifie par la nécessité de lutter contre les groupes révolutionnaires, alors que c'est plutôt l'inverse qui se produit¹⁴². Les groupes mobilisent la lutte armée, qui justifieront les massacres de 1894-1896, notamment à Sassoun, pour lesquels le nombre total de victimes ou de réfugiés n'a jamais pu être évalué¹⁴³.

Alliés formels des Jeunes-Turcs lorsque ceux-ci étaient dans l'opposition, les comités révolutionnaires arméniens n'en demeuraient pas moins en conflit avec ceux-ci sur plusieurs points¹⁴⁴. Les tensions vont monter quand, à partir du milieu des années 1900, les Unionistes vont tenter de forcer les comités arméniens à se plier à la turcité, et à défendre le nationalisme turc embryonnaire¹⁴⁵. En avril 1909, les commerces arméniens sont détruits et 25 000 Arméniens massacrés en Cilicie, tout particulièrement à Adana, sans doute en réponse aux nouvelles libertés qui leur ont été accordées après la révolution de 1908.

¹³⁵ Le terme *temeddün*, de l'arabe *tamaddun* (devenir civilisé en quittant la vie nomade et en s'installant dans les villes) apparaît dès l'ère des *Tanzimat*, M. Şükrü HANIOĞLU, *A brief History of the Late ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 87.

¹³⁶ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 235.

¹³⁷ *Ibid.*, pp. 312-313.

¹³⁸ Cité dans *Ibid.*

¹³⁹ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, *op. cit.*, p. 9.

¹⁴⁰ Bedross DER MATOSSIAN, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the late Ottoman Empire*, *op. cit.*, pp. 9-10.

¹⁴¹ Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2016, pp. 52-53.

¹⁴² *Ibid.*, pp. 53-55.

¹⁴³ *Ibid.*, pp. 56-57.

¹⁴⁴ Notamment le recours à la violence et la forme devant prendre le nouvel Etat, fédérale ou centralisée, Bedross DER MATOSSIAN, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the late Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 14.

¹⁴⁵ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 316.

On note ainsi un fort ressentiment des élites religieuses ou commerçantes musulmanes locales, qu'elles soient turques ou kurdes¹⁴⁶. Si le haut-commandement du CUP n'a probablement pas organisé les massacres, ses représentants locaux y ont grandement participé. Par ailleurs, le comité s'est bien gardé de démanteler les régiments *hamidiyye*, se contentant de démettre Zeki Pacha et Ibrahim Pacha, les principaux meneurs des massacres de 1894-1896. De plus, les responsables des massacres n'ont jamais été inquiétés par la justice¹⁴⁷.

Une chose est certaine, le CUP est terrifié par les Arméniens, comme en témoignent les propos de Mehmed Reşid cités en section précédente. Dans un entretien accordé à l'ambassadeur américain Henry Morgenthau, Enver Pacha fait part de sa crainte de voir « quelques centaines d'Arméniens instruits et intelligents » renverser le pouvoir à la manière de ce qui avait été fait par le CUP en 1908¹⁴⁸. Cette peur est nourrie de plusieurs façons. Elle est d'abord économique. Nous avons déjà évoqué la classe marchande arménienne qui émerge au cours du XIXe siècle. Lors des massacres de 1894-1896, le *sultan* insiste sur la nécessité de « sévir contre les marchands pour réduire leur pouvoir économique »¹⁴⁹. En 1909, Adana était par ailleurs un centre économique arménien important¹⁵⁰, et comme nous l'avons vu, ce sont en premier lieu les boutiques et commerces qui ont été visés par les violences. La peur est aussi liée à la crainte d'une intervention étrangère. Les demandes insistantes de réformes dans les *vilayets* arméniens datent de 1878 (elles sont incluses dans le traité de Berlin), et portent, entre autres, sur un pouvoir local renforcé, des réparations pour les pillages de l'ensemble de la période, ou encore la fin de l'installation des *muhacir* dans ces zones. La pression des puissances occidentales pour l'application de ces réformes se fait de plus en plus importante à partir du XXe siècle. En 1912, la Russie propose même d'assumer un rôle moteur dans leur application¹⁵¹. La crainte d'une ingérence étrangère devient malade pour les Unionistes, autant que la menace d'un séparatisme arménien qui viendrait à couper une partie très importante de l'Anatolie, considérée comme turque dans son essence, et ravive, dans le contexte des guerres balkaniques, la crainte de l'ennemi intérieur.

Il faut garder à l'esprit que ces événements se déroulent en parallèle des guerres balkaniques, où l'armée unioniste subit revers sur revers, et qui vont arracher à l'Empire ses dernières terres européennes. Le repli territorial anatolien doit se comprendre, à la fois comme un acte de survie, mais aussi comme une furie revancharde de la part des Unionistes qui vont probablement déjà enclencher le processus qui mène aux actes génocidaires de 1914-1916. Les propos d'Abdullah Cevdet à ce sujet sont éloquentes.

« Ces tumultes tonitruants qui viennent de nos frontières européennes seront-ils en réalité suffisants pour nous réveiller ? Ne vous trompez pas en pensant que, parce que nos intérêts sont liés à la Turquie européenne, il n'y a aucun besoin d'être concernés par l'Anatolie. L'Anatolie est la source qui élève chaque fibre de notre corps : c'est notre cœur, notre esprit et l'air que nous respirons »¹⁵².

Un lien immuable est dès lors dressé entre la terre et la race, entre l'Anatolie et la turcité, afin d'aboutir à la nation, et les réformes sont considérées comme les premières pierres du séparatisme, comme en témoignent les propos de *Talât Pacha*, alors ministre de l'Intérieur.

« Les Arméniens ne comprennent-ils donc pas que la réalisation des réformes dépendra de nous ? Nous n'allons pas répondre aux propositions des inspecteurs [...]. Les Arméniens veulent créer une nouvelle Bulgarie. Il apparaît qu'ils n'ont pas assez étudié leurs leçons. Tous leurs efforts, auxquels nous nous

¹⁴⁶ Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, op. cit., pp. 66-70.

¹⁴⁷ *Ibid.*, pp. 70-74.

¹⁴⁸ Cité dans Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., p. 317.

¹⁴⁹ Cité dans Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, op. cit., p. 61.

¹⁵⁰ Vahakn, N. DADRIAN et Alexandre NIESS, « L'Etat, le parti et les parlementaires turcs face au génocide arménien (1908-1916) », in *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2008, Vol. 10, No. 2, p. 66.

¹⁵¹ Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, op. cit., pp. 78-79.

¹⁵² Cité dans Vahakn, N. DADRIAN et Alexandre NIESS, « L'Etat, le parti et les parlementaires turcs face au génocide arménien (1908-1916) », op. cit., p. 69.

opposerons, seront vains. Que les Arméniens attendent de voir. La chance va nous sourire. La Turquie est aux Turcs »¹⁵³.

Ces propos, ainsi que ce qui est entrepris par le CUP dans la période précédant l'entrée en guerre, ne laissent pas beaucoup de place au doute quant à leurs intentions. La mission donnée à l'Organisation spéciale (OS, *Teşkilâtî Mashbusa*), qui avait jusqu'alors pour objectif d'espionner et de commettre des actes de sabotage à l'encontre des puissances alliées, de « poursuivre les buts et idéaux nationaux afin de garantir au cœur de l'Etat les conditions de l'harmonie et de la solidarité »¹⁵⁴ ou la discussion sur un « plan homogénéisation » de l'Anatolie prévoyant le transfert des populations arméniennes vers la Syrie et la Mésopotamie (ainsi que la spoliation de leurs biens) dès le mois d'avril 1914¹⁵⁵ en sont les exemples les plus parlants. L'entrée en guerre va alors permettre de mettre cette « homogénéisation » en œuvre, en facilitant la destruction des éléments non-turcs, notamment arméniens, en les « soupçonnant de trahison », et en légitimant un pillage en règle sous couvert de « réquisition militaire »¹⁵⁶. C'est probablement à ce moment que naît, dans l'esprit du haut commandement du CUP, de son ministre de la guerre Enver Pacha et son homologue de l'Intérieur Talât, le projet d'extermination systématique des Arméniens (et des autres minorités chrétiennes, comme les Syriques par exemple), afin de mettre en œuvre l'homogénéisation de l'espace anatolien, et pour laquelle les ressorts psychologique d'une forme de solidarité musulmane va être mobilisée, à travers l'appel au *jihad* du *Şeyhülislam* (ou *Cheikh al-Islam*, autorité religieuse suprême ottomane) Hayri Effendi¹⁵⁷.

2.1.7. Le pacte national et la consolidation de l'Anatolie

Le tollé que soulève le traité de Sèvres au sein de l'Assemblée ottomane, et l'élaboration du pacte national qui en est la conséquence immédiate, montrent à quel point la question de l'intégrité territoriale, et la sauvegarde d'une Anatolie turque, sont des questions centrales, pas seulement au sein des têtes pensantes du CUP. Si Mustafa Kemal jouissait d'un charisme important et d'une habileté politique certaine, la facilité avec laquelle il a pu renforcer son armée d'indépendance entre 1919 et 1921, de l'est à l'ouest montre également à quel point cette idée de « sauver la nation turque » à travers la défense de l'Anatolie demeurerait chose importante, même si cette mobilisation massive répondait également à d'autres craintes¹⁵⁸.

Nous reviendrons plus en détails, dans la section suivante, sur la modernisation autoritaire menée par Mustafa Kemal, à travers sa conception de l'Etat. Pour l'heure, il est surtout nécessaire de comprendre la reprise, presque tel quel, du schéma national *gökalpçien*, par le « Père des Turcs » dans l'ingénierie sociale et politique qu'il entreprend à la fondation de la République de Turquie en 1923. Le passage de l'Empire à la République n'est, à cet égard, pas une rupture historique, mais s'inscrit véritablement dans une continuité que l'on peut faire remonter aux *Tanzimat*, d'où l'importance d'en expliquer les fondements.

Nous avons déjà évoqué, dans la section précédente, la manière par laquelle Mustafa Kemal s'est appuyé sur les forces vives du CUP dissout pour mener sa guerre d'indépendance, à la fois par la mobilisation d'anciens unionistes en révolte contre le *sultan* dans les provinces anatoliennes, mais aussi en usant du *Karakol*. Il est aussi important d'insister sur sa manière de présenter sa guerre d'indépendance comme un *jihad* pour la défense du califat. Cet appui sur l'Islam est nécessaire, les *ulémas* représentant 20 % des députés de la première Assemblée nationaliste¹⁵⁹, et les *muftis* anatoliens délivrent des *fatwas* contre l'avis du

¹⁵³ Cité dans Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, *op. cit.*, pp. 79-80.

¹⁵⁴ Cité dans Vahagn N. DADRİAN et Alexandre NİESS, « L'Etat, le parti et les parlementaires turcs face au génocide arménien (1908-1916) », *op. cit.*, p. 70.

¹⁵⁵ Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT et Raymond H. KEVORKIAN, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, *op. cit.*, p. 81.

¹⁵⁶ *Ibid.*, pp. 80-81.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 81. Nous ne reviendrons pas sur la mise en œuvre concrète, longue et complexe, du génocide arménien, qui ne concerne pas directement notre propos. Elle a largement été documentée par ailleurs. Voir, par exemple, les chapitres 3 à 5 de la première partie de *Ibid.*, pp. 95-142.

¹⁵⁸ Notamment celle de devoir rendre des comptes après le génocide arménien, ou restituer les biens pillés, Fabrice MONNIER, « Le tournant de la Sakharya », *op. cit.*, p. 42.

¹⁵⁹ Hamit BOZARSLAN, « Islam, laïcité et la question d'autorité de l'Empire ottoman à la Turquie kémaliste », *op. cit.*, p. 109.

sultan, fournissant à Mustafa Kemal une légitimation religieuse très utile¹⁶⁰. La première phase d'homogénéisation, à travers cette alliance avec les *ulémas*, est donc menée contre les Chrétiens, et sanctifiée par le gigantesque échange de population qui parachève la séquence historique de l'islamisation de l'Anatolie ayant débuté avec l'installation des *muhacir* encouragée et aidée par Abdülhamid II.

Mais elle ne s'arrête pas là. Entre 1922 et 1927, Istanbul est vidée de 74 % de sa population grecque orthodoxe et 55 % de sa population arménienne, contre seulement 2.3 % de sa population musulmane, sachant que les Grecs d'Istanbul n'ont pas été inclus dans l'échange de populations¹⁶¹. Cette fuite est le résultat, à la fois de la crainte ressentie face aux violences infligées aux populations non-musulmanes depuis les années 1910 dans toute l'Anatolie, mais aussi du climat d'insécurité régnant contre celles-ci à Istanbul, du fait de la reprise en main et la « turcification » de l'économie entreprise dès 1922 par le Comité de Défense Nationale (*Milli Müdafaa Cemiyeti* ou *Mim Mim*, ses initiales ottomanes)¹⁶². En effet, cette entité va peu à peu remplacer le *Karakol* comme outil de mobilisation des masses pour servir la cause de Kemal. Contrairement au *Karakol*, le *Mim Mim* présente l'avantage d'être directement inféodé au gouvernement d'Ankara et par là même, à Mustafa Kemal¹⁶³. La domination de la vie économique stambouliote par des entreprises et commerces non-musulmans¹⁶⁴ était insupportable pour les nationalistes, qui vont user de menaces et autres méthodes (comme l'obligation d'employer des Turcs dans les commerces) pour « purger » l'économie stambouliote¹⁶⁵. Cette volonté de sauvegarder une économie proprement turque ne peut être dissociable de l'indépendance économique explicitement souhaitée par Mustafa Kemal. Nous avons évoqué l'importance capitale accordée à la disparition des capitulations lors des négociations du traité de Lausanne. En février 1923 à Izmir se tient la réunion du congrès économique qui donnera lieu au Pacte économique, reflet du Pacte national, et qui attribue la cause de la chute de l'Empire ottoman à l'ingérence étrangère permise par le système des capitulations¹⁶⁶. Après cette « reconquête » démographique et économique, la doctrine des « Six Flèches » de l'Etat *kémaliste* enclenche son travail de « turcification » de la nation, dans le sang et la violence si nécessaire. De la langue aux patronymes, tout sera « turcifié », et les premiers à en pâtir seront les populations allogènes restées en Anatolie, comme les Grecs, les Assyriens et les Arméniens¹⁶⁷. Restent les Kurdes.

2.1.8. La question kurde

La nation turque était définie, figée dans le marbre. Dès lors, la préservation de cet espace intimement lié à l'identité turque-musulmane et moderne, fabriquée durant les 15 ans de règne sans partage d'Atatürk (jusqu'à sa mort en 1938), allait devenir la marotte de toute politique intérieure et extérieure, à commencer par la « pacification » des forces résistantes à cette homogénéisation à marche forcée, au premier rang desquelles figurent les Kurdes. Alors que le traité de Sèvres avait fait naître l'espoir d'un Kurdistan indépendant, la guerre d'indépendance et la mise en place des mandats européens sur les anciens territoires de l'Empire ottoman ont finalement fragmenté les Kurdes entre quatre Etats : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. L'assimilation forcée subie par les Kurdes de Turquie, autrefois cooptés par le Palais, provoque plusieurs révoltes dans les années 1920 et 1930, violemment réprimées notamment à Dersim en 1938¹⁶⁸,

¹⁶⁰ Faruk BILICI, « Révolution française, Révolution turque et fait religieux », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Vol. 52-53, p. 178.

¹⁶¹ Erol ÜLKER, « Turkish National Movement, Mass Mobilization, and Demographic Change in Istanbul, 1922-1923 », in Meltem ERSOY et Esra OZYUREK (dir.), *Contemporary Turkey at a Glance II*, Wiesbaden, Springer VS., 2017, pp. 190-191.

¹⁶² *Ibid.*, pp. 183-190.

¹⁶³ Erik Jan ZÜRCHER, *The Unionist factor: The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement 1905-1926*, *op. cit.*, p. 122.

¹⁶⁴ En juin 1922, une enquête dirigée par Ahmet Hamdi, un membre du Comité et fondateur de la Commission des Organisations Économiques, montre que sur les 4267 entreprises commerciales de la Ville, seules 28 % sont dirigées par des Turcs musulmans. Le pourcentage devient totalement famélique concernant l'import-export (4 %) ou le courtage (3 %), Erol ÜLKER, « Turkish National Movement, Mass Mobilization, and Demographic Change in Istanbul, 1922-1923 », *op. cit.*, p. 184.

¹⁶⁵ *Ibid.*, pp. 183-184.

¹⁶⁶ Alexandre JEVAKHOFF, « Mustafa Kemal et le kémalisme », in Semih VANER (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005, pp. 69-70.

¹⁶⁷ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, *op. cit.*, pp. 27-49.

¹⁶⁸ Samim AKGÖNÜL, « De l'usage des fractures », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 123-124.

où le nombre de victimes n'est pas connu. Disposant à la fois d'une langue qui leur est propre, ainsi que d'un Islam chaféite différent du sunnisme hanéfite, implicitement consacré religion d'Etat par la direction des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*, ou simplement *Diyanet*), d'une longue tradition de lutte armée (même si elle n'est probablement pas motivée par des motifs nationalismes avant le XXe siècle), ou encore d'une forme de société tribale et traditionnelle, les Kurdes ravivent le traumatisme de la « trahison » des Albanais en 1912-1913¹⁶⁹. Par ailleurs, l'imposition arbitraire des frontières fragmente parfois les tribus et fragilise de fait leur économie, les poussant à user de moyens illégaux tels que la contrebande pour assurer leur survie¹⁷⁰. Ils sont en ce sens l'incarnation des deux spectres liés à l'obsession territoriale qui hantent les nationalistes : le séparatisme (et la question de l'ennemi intérieur qui y est inextricablement liée) et l'ingérence étrangère.

Jusqu'à ce jour, la question kurde a posé la menace la plus sérieuse à l'intégrité territoriale turque, et continue de donner un ton sécuritaire au comportement politique (extérieur et intérieur) turc. La reviviscence de la lutte armée kurde dans les années 1970 sous couvert de marxisme-léninisme-maoïsme, dans le sillage des luttes de décolonisation partout dans le monde, avec le PKK, continuera de raidir le bloc *kémaliste* face au « danger du kurdisme »¹⁷¹. En effet, céder sur la question kurde reviendrait non seulement à revenir sur l'un des fondements sur lesquels la nation turque est construite, à savoir, la congruence de l'Islam en Anatolie, mais également à ouvrir la boîte de Pandore des autres minorités musulmanes présentes en Anatolie¹⁷², que ce soient les Lazes, les Tcherkesses, mais surtout les Alévis, dont le nombre en Turquie, difficile à établir, peut être comparable à celui des Kurdes (de 10 à 20 % de la population)¹⁷³. Leur culte intègre des éléments issus du chiïsme hétérodoxe et de mysticisme, mais ne peut être rattaché à l'une ou l'autre des grandes doctrines de l'Islam, et leur identité est, comme celle des Kurdes, niée par le discours officiel républicain. Si certaines demandes de reconnaissance ont pu exister, elles n'ont jamais pu être comparables aux révoltes kurdes¹⁷⁴.

Les deux décennies de guerre menées par la Turquie dans ses provinces du sud-est ont durablement marqué la population, et contribué à la polarisation des identités. La capture, en 1998, du chef du PKK Abdullah Öcalan a symboliquement mis fin à cette longue période de violence, mais n'a de loin pas éteint les velléités de renversement du pouvoir par le parti marxiste-léniniste, ni les demandes de reconnaissances pour le reste des populations kurdes, toujours ostracisées par le pouvoir central. Lors de la première décennie de pouvoir de l'AKP, celui-ci enclenche un processus de « désécurisation » (*desecuritization*, le fait de faire passer des sujets du cadre sécuritaire au cadre politique et institutionnel)¹⁷⁵. On y trouve notamment la volonté de donner une représentation à travers la langue kurde, qui a longtemps été interdite d'usage, à travers le droit à l'éducation dans la langue maternelle en 2002, ou le lancement d'une chaîne publique en langue kurde en 2008 (TRT-6, ou TRT Kurdî). La fin de l'état d'urgence dans les provinces du sud-est et l'abolition de la peine de mort ont également participé à cette « désécurisation »¹⁷⁶. Cela s'est accompagné d'une hausse du niveau de vie dans le sud-est, et d'une séparation progressive, dans le discours public, entre la question kurde et la question du PKK, ainsi que de concessions symboliques, comme des excuses officielles pour les événements de Dersim¹⁷⁷.

Mais ces avancées n'ont pas été en mesure de faire sortir la question kurde de l'agenda sécuritaire, que ce soit à l'interne ou à l'externe, comme le montrent les opérations menées depuis 2016 en Syrie, notamment

¹⁶⁹ Hamit BOZARSLAN, « Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1988, No. 151, pp. 121-136.

¹⁷⁰ *Ibid.*, pp. 132-133.

¹⁷¹ Samim AKGÖNÜL, « De l'usage des fractures », *op. cit.*, p. 125.

¹⁷² Ioannis N. GRIGORADIS, « Turkish Nationalism », in Youssef M. CHOUEIRI (dir.), *A Companion to the History of the Middle East*, Malden, Oxford, Victoria, Blackwell Publishing, 2005, pp. 318-319.

¹⁷³ Faruk BILICI, Elise MASSICARD, et Semih VANER, « Religion et société », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard/Pluriel, 2013, p. 133.

¹⁷⁴ *Ibid.*, pp. 133-143.

¹⁷⁵ Rabia Karakaya POLAT, « The Kurdish Issue: Can the AK Party Escape Securitization », in *Insight Turkey*, 2008, Vol. 10, No. 3, p. 79.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Jean-François PÉROUSE, « Nouvelles perspectives pour la « question kurde », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre, op. cit.*, pp. 171-173, 183.

dirigées contre le PYD de peur de voir s'établir une base extérieure continue du PKK à sa frontière. L'armée turque y a par ailleurs largement reproduit des tactiques de *kontrguerilla* développées lors de la guerre interne face au PKK¹⁷⁸. On assiste donc à une reproduction à l'extérieur des frontières du comportement belliciste interne, signe d'une projection au-delà des frontières turques des intérêts sécuritaires internes. En outre, la même période s'accompagne d'une hausse de la prédation contre les Kurdes à l'interne, consécutive à l'accession du Parti démocratique des peuples (*Halkların Demokratik Partisi*, HDP), énième avatar politique du mouvement kurde, au rang de second parti d'opposition derrière le parti *kémaliste* (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP), lors des élections législatives de 2015¹⁷⁹. A partir de 2020, les opérations *Griffes du tigre* et *Serres d'aigle* ont ouvert le pendant irakien des interventions en Syrie¹⁸⁰.

2.1.9. L'intégrité territoriale et le nationalisme dans la politique étrangère

L'insolubilité de la question kurde résulte directement du nationalisme et de ses principes fondateurs, et des polarisations qui s'en sont suivies dans la violence. Ni les tentatives d'assimilation, ni la féroce répression déployée tout au long du XXe siècle et au-delà, ni les efforts entrepris dans le sens d'une ouverture par l'AKP ne sont parvenus à faire disparaître cette question de l'agenda sécuritaire de l'Etat turc. Pire, le caractère fondamentalement transfrontalier du fait kurde amène la Turquie à déplacer cet agenda de la sécurité interne sur les pays limitrophes, comme l'ont montré les interventions militaires en Syrie et en Irak. La question kurde est l'incarnation symbolique et concrète du syndrome de Sèvres, celui-ci y faisant même référence, puisque le traité demeure le seul document international mentionnant l'existence d'un Etat kurde¹⁸¹. Mais si elle dresse un lien clair entre la période de la guerre d'indépendance et la période actuelle, la question kurde n'est pas la seule manifestation de l'obsession territoriale qui a guidé la politique étrangère turque jusqu'à maintenant. Nous allons en mentionner deux autres: les relations avec l'Europe, et celles avec l'Arménie.

Fondée au sortir de la Première guerre mondiale sur des principes fondamentalement westphaliens, la Turquie a nourri dès lors, l'idée selon laquelle elle était entourée d'ennemis. La rigide frontière avec l'URSS, fixée par le traité de Moscou (1921), est marqueuse de l'antagonisme séculaire entre les deux anciens empires, alors que le lourd ressentiment envers les voisins arabes, « traîtres » de 1916¹⁸² déterminera longtemps un mépris et une méfiance de la Turquie pour la région. Quant à l'ouest, le traité de Lausanne a symboliquement mis fin à des siècles d'opposition plus ou moins intense entre l'Europe et la Sublime Porte, mais les tensions se sont ravivées avec la Grèce depuis les années 1960¹⁸³, et avec l'Europe de manière générale depuis les années 2010. Au syndrome de l'ennemi intérieur dirigé contre les Kurdes s'ajoute ainsi le syndrome de l'encerclement, qui explique en partie l'intervention à Chypre en 1974¹⁸⁴, seule exception notable aux décennies d'isolationnisme *kémaliste*. De la même manière, même s'il est impossible de les réduire à ce paramètre¹⁸⁵, les relations entre la Turquie et l'Europe, depuis la candidature turque à la Communauté européenne en 1959, ne peuvent être dissociées de la crainte turque de voir sa marge de manœuvre interne et sa souveraineté réduites¹⁸⁶. On en voyait déjà les soubresauts lors des négociations du traité de Lausanne, lorsqu'elle refusait aux alliés un droit de regard sur la prétendue protection assurée aux minorités, qui ne s'est de loin pas vérifiée par la suite. Les fuites en avant continues auxquelles on assiste depuis quelques années de la part de R.T. Erdoğan (en plus de ce qui a déjà été

¹⁷⁸ A ce sujet, voir Vincent TOURRET, « Les interventions en Syrie depuis 2016 : Une Kontreguerilla devenue l'outil de sécurité extérieure de l'Etat », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 55-70.

¹⁷⁹ Samim AKGÖNÜL, « De l'usage des fractures », *op. cit.*, pp. 133-137.

¹⁸⁰ Jean-Pierre FILIU, *La menace en 2021 d'une offensive majeure de la Turquie en Irak*, lemonde.fr, 2020, [En ligne].

¹⁸¹ Stéphane YERASIMOS, « L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes », in Semih VANER (dir.), *La Turquie*, *op. cit.*, p. 56.

¹⁸² A titre d'exemple, les manuels scolaires turcs illustreront longtemps la persistance de ce sentiment. A ce sujet, voir Etienne COPEAUX, « L'image des arabes et de l'islam dans les manuels d'histoire turcs depuis 1932 », in *CEMOTI*, 1991, Vol. 12, pp. 195-212.

¹⁸³ Ugur KAYA, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l'Etat turc », *op. cit.*, pp. 17-18.

¹⁸⁴ Tancredi JOSSEAN, « La Turquie et la Méditerranée : Une relation houleuse », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, p. 83.

¹⁸⁵ Pour un historique élémentaire, voir Deniz AKAGÜL et Semih VANER, « Les incertitudes européennes », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, pp. 285-312.

¹⁸⁶ Ioannis N. GRIGORADIS, « Turkish Nationalism », *op. cit.*, pp. 319-320.

relevé, nous pouvons ajouter l'accusation adressée à la chancelière allemande Angela Merkel de « pratiques nazies »¹⁸⁷, le même genre d'accusations contre le gouvernement néerlandais après que le ministre des affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu fut interdit de discours en 2017¹⁸⁸ ou encore la perpétuelle menace d'envoyer des milliers de réfugiés en direction des îles grecques), participent de cette défiance de plus en plus accrue envers une Europe qui est pressentie comme souhaitant amputer de sa souveraineté à la Turquie, ce qui amène celle-ci à raviver le syndrome de l'encerclement.

C'est une logique distincte qui s'opère dans le rapport à l'Arménie et par là, dans l'interventionnisme récent dans la deuxième guerre du Haut-Karabagh. Lorsqu'à partir des années 1960, la diaspora arménienne commence à nourrir une conscience de masse par rapport au génocide (qui jusque-là, n'était pas seulement nié mais ignoré par la Turquie, comme en témoigne le fait que de nombreux intellectuels turcs n'ont appris l'existence d'une « question arménienne » qu'à la fin des années 1970¹⁸⁹), la Turquie va développer une rhétorique négationniste et xénophobe, contre une diaspora arménienne à l'influence fantasmée qui répandrait un fiel antiturc partout dans le monde, et surtout aux Etats-Unis et en Europe¹⁹⁰. Par ailleurs, cette question a ressurgi par le biais du terrorisme arménien, notamment à travers l'*Armée Secrète de Libération Arménienne* (ASALA), formée à Beyrouth sur fond de guerre civile libanaise, qui organise plusieurs opérations spectaculaires, en assassinant par exemple des diplomates turcs à Vienne et Paris les 22 et 24 octobre 1975. C'est à la même période que la violence kurde ressurgit à travers le PKK, et les deux mouvements seront appréhendés comme les deux faces d'une même pièce¹⁹¹. C'est avec cette grille de lecture que sera abordé le conflit du Haut-Karabagh qui éclate lors des dernières années puis de l'effondrement de l'URSS, et lors duquel la Turquie enverra des conseillers militaires à l'Azerbaïdjan¹⁹². Lors de la réouverture des hostilités en 2020, la Turquie soutient directement l'Azerbaïdjan, envoyant des forces supplétives, comme évoqué en introduction. Cette intervention, outre les intérêts géostratégiques qu'il y avait dans la victoire azerbaïdjanaise¹⁹³, ne peut être appréhendée sans l'antagonisme turco-arménien jamais réglé, et le génocide arménien jamais reconnu. En effet, au-delà bien sûr des compensations financières qu'il faudrait verser, la Turquie base sa légitimité territoriale sur une prétendue turcité et islamité historiques de l'intégralité de l'Anatolie, et reconnaître les massacres et les déportations qui ont permis cet état de fait reviendrait mécaniquement à renoncer au droit historique autoattribué et revendiqué par les nationalistes à occuper l'intégralité de l'Anatolie, et par là, à remettre en cause les fondements même du Pacte national de 1920.

¹⁸⁷ Thomas WIEDER, *Erdogan traite Merkel de « nazie »*, lemonde.fr, 2017, [En ligne].

¹⁸⁸ Clémence BAUDUIN, *Un ministre turc interdit aux Pays-Bas : Erdogan évoque un « vestige du nazisme »*, rtl.fr, 2017, [En ligne].

¹⁸⁹ Vicken CHETERIAN, *Open Wounds: Armenians, Turks and a Century of Genocide*, Londres, C. Hurst & Co, 2015, p. 131.

¹⁹⁰ Vicken CHETERIAN, « The Uses and Abuses of History: Genocide and the Making of the Karabakh Conflict », in *Europe Asia Studies*, 2018, Vol. 70, No. 5, pp. 885, 891.

¹⁹¹ Vicken CHETERIAN, *Open Wounds: Armenians, Turks and a Century of Genocide*, op. cit., pp. 129-131.

¹⁹² Vicken CHETERIAN, « The Uses and Abuses of History: Genocide and the Making of the Karabakh Conflict », op. cit., p. 892.

¹⁹³ Mentionnons par exemple l'aboutissement nécessaire du projet de *Trans-Anatolian Gas Pipeline* (TANAP), tronçon principal du corridor gazier sud-européen qui doit acheminer les hydrocarbures du gisement *Shah Deniz* en mer Caspienne vers l'Europe du Sud, et qui peut faire de la Turquie le pays le plus à même d'assurer le transport de matières énergétiques de l'Asie centrale vers l'Europe, Noémie REBIÈRE, « De la Caspienne à la Turquie : les enjeux du corridor gazier sud-européen », in *Hérodote*, 2014, Vol. 155, No. 4, pp. 81-88.

3. L'Etat et le prétorianisme

Evoquée en filigrane jusqu'à présent, la question militaire est capitale pour comprendre le déploiement agressif auquel on assiste depuis la fin des années 2010. Nous avons largement vu que ce déploiement est le fait, en partie, d'un nationalisme exacerbé et de la forme territoriale et exclusive qu'il a prise. Mais cette politique étrangère agressive doit aussi se comprendre à la lumière du fait militaire en Turquie, et de son institutionnalisation progressive au rang de force vive essentielle. Les coups d'Etat (1960, 1971, 1980 et 1997) qui ont rythmé la Turquie *kémaliste* et *néo-kémaliste* en sont les illustrations les plus spectaculaires, mais ils ne sont que les symptômes d'un ancrage très profond du fait militaire en Turquie, comme nous allons le voir.

Le prétorianisme : origines historiques et éléments théoriques

3.1.1. Du corps des janissaires au « *Volke in Waffen* »

Pour comprendre le fait militaire ottoman puis turc, il nous faut faire un rapide retour aux alentours de 1330, quand le second *sultan* ottoman, Orhan I^{er} (1326-1362), crée le premier corps militaire régulier de l'époque, celui des *yeni tcheri* (nouvelles milices), plus connus sous le nom qui fera trembler l'Europe pendant des siècles, les janissaires. Comme l'élite de l'administration de la Porte, ils sont d'abord recrutés selon le principe du *devşirme*, ou de la « cueillette », parmi les enfants des populations chrétiennes conquises, puis élevés dans l'Islam, dans le seul but d'en produire l'élite de ce qui était alors la meilleure armée d'Europe¹⁹⁴. Mais ce statut va évoluer, et les janissaires passeront, dans un premier temps, directement sous la coupe du *sultan*, à la manière d'une garde prétorienne. Bien qu'inféodés, ils avaient leur propre bureaucratie¹⁹⁵, et par là, une marge de manœuvre propre. Leur nombre allait croissant lors du règne de Suleyman Ier « Le Magnifique » (1520-1566), puis tout au long du siècle suivant. Alors que les effectifs étaient originellement fixés à 1000 hommes¹⁹⁶, ils sont plus de 53 000 au début du XVIIIe siècle¹⁹⁷. Au tournant du XIXe siècle, ils sont devenus plus une menace qu'autre chose pour le Palais. Du fait du tarissement des conquêtes après le règne de Suleyman Ier, le système *devşirme* ne pouvait plus être viable, et les janissaires se transmettaient leurs titres de pères en fils, créant de véritables dynasties solidement enracinées dans l'Empire, de par leurs liens avec les *ulémas*, les commerçants, et les organisations confrériques comme les puissants Bektaşî¹⁹⁸. Véritable Etat dans l'Etat, les janissaires sont aussi devenus une machine à se révolter, tout particulièrement depuis les efforts de modernisation de l'armée, entraînant en 1807 l'assassinat du *sultan* Selim III (1789-1807). En 1826, leur dernière révolte se solde par leur destruction sanglante, dans ce qui sera salué par le pouvoir comme le *vaka-i hayriyye* (événement heureux)¹⁹⁹.

Le cas des janissaires est une bonne illustration de l'institutionnalisation puis de l'autonomisation du fait militaire dans l'Empire ottoman, et de la nécessité de refonder une armée qui soit plus efficace sur le front, et plus inféodée à l'interne, les janissaires ayant été, lors des dernières décennies, plus actifs dans la mutinerie, voire le renversement de *sultan*, que dans la fonction qui leur incombait en premier lieu, à savoir, faire la guerre. L'Empire tentera d'abord d'imiter le modèle français, comme nous l'avons longuement vu dans la section précédente, même si cela ne concernait pas spécifiquement l'armée. Les premières académies militaires explicitement calquées sur les exemples européens, dans les années 1830-1840, seront pensées sur le modèle de Saint-Cyr, fondée en 1802 par Napoléon Ier, mais le modèle

¹⁹⁴ Jean-Paul ROUX, *Histoire des Turcs : Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée*, Paris, Fayard, 1984, pp. 241-242.

¹⁹⁵ Gilles VEINSTEIN, « On the Ottoman Janissaries (Fourteenth-Nineteenth Centuries) », in Erik-Jan ZÜRCHER (dir.), *Fighting for a Living: A Comparative Study of Military Labour 1500-2000*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2014, pp. 119-120.

¹⁹⁶ Jean-Paul ROUX, *Histoire des Turcs : Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée*, *op. cit.*, p. 242.

¹⁹⁷ Gilles VEINSTEIN, « On the Ottoman Janissaries (Fourteenth-Nineteenth Centuries) », *op. cit.*, p. 120.

¹⁹⁸ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, pp. 146-147.

¹⁹⁹ *Ibid.*

allemand gagnera de plus en plus en popularité, jusqu'au tournant de la guerre franco-prussienne de 1870-1871²⁰⁰.

Le second tournant sera la défaite face à l'Empire tsariste à la fin des années 1870, qui va fournir le cadre matériel et idéologique à l'accueil des réformateurs allemands. Matériel car la violence concrète et symbolique de la débâcle expose l'archaïsme de l'armée ottomane et rend le besoin de changement inévitable. L'aspect idéologique se voit à deux niveaux. Nous avons vu que le *sultan* Abdülhamid avait en bonne partie promulgué la Constitution en 1876 pour apparaître aux côtés des souverains éclairés d'Europe, et notamment des puissances traditionnelles comme la France et la Grande-Bretagne, voire l'Autriche-Hongrie. Or, celles-ci l'ont laissé sans défense face à la Russie. C'est donc à travers un sentiment de défiance que se concrétise le rapprochement définitif avec l'Allemagne²⁰¹. Le deuxième niveau, c'est que le cadre de la défaite face aux Russes va devenir le réceptacle idéal de l'imitation du modèle allemand. Le parallèle est rapidement fait entre cette défaite et celles de la Prusse à Iéna et Auerstedt en 1806, qui ont précédé à sa « renaissance » en 1813²⁰². Preuve de cet imaginaire de destins liés, le journal *İkdam*, le plus populaire de l'Empire en ce temps, indique en 1898 qu'« Ottomans et Allemands ont été créés presque comme les miroirs les uns des autres »²⁰³.

C'est ainsi qu'est entamée la germanisation de l'armée ottomane. Celle-ci va largement se faire par le biais d'un homme, le baron Colmar von der Goltz, bon représentant de la pensée stratégique de l'Allemagne, qui deviendra l'un des plus célèbres instructeurs de l'armée ottomane²⁰⁴. Son ouvrage majeur, *Das Volk in Waffen*²⁰⁵, sera dûment étudié dans les académies ottomanes dès 1886²⁰⁶. De forte influence social-darwiniste, Goltz développe une doctrine où la guerre est inévitable²⁰⁷ et qui est fermement ancrée dans le principe des nations, où l'armée et la nation doivent former un continuum pour « ne faire qu'un »²⁰⁸. Les conscrits issus des académies militaires à partir des années 1890 ne doivent plus seulement être d'excellents militaires, mais incarner une nouvelle classe destinée à guider la nation²⁰⁹. C'est en ce sens qu'il faut comprendre, dans la pensée *goltzienne* retranscrite dans l'Empire, l'importance accordée à la figure des officiers, dont l'esprit de corps est garant, selon lui, « de l'esprit de l'armée entière »²¹⁰. Comme inspiré par un romantisme très wagnérien, il considère que la vie de l'officier doit avoir quelque chose d'héroïque, ce qui lui permettrait de jouir d'un rôle social d'importance. La modernisation de la société tout entière doit ainsi passer, en premier lieu, par le corps des officiers²¹¹. Et ce sont précisément ces officiers, biberonnés à la doctrine *goltzienne*, qui seront les acteurs du soulèvement de 1908. Nous avons déjà vu que les événements s'étaient accélérés lorsque de larges segments de l'armée s'étaient greffés aux Unionistes, et que l'insurrection était avant tout une insurrection d'officiers, pour la plupart très jeunes. Comme nous l'avons également vu, la pensée *goltzienne* sera de plus en plus ancrée dans l'esprit des Unionistes, se voyant comme l'avant-garde ayant le sauvetage de la nation inscrit dans leur destin. Ils considéraient avoir le droit naturel de mener la société²¹², s'inscrivant dans une continuité historique avec les réformateurs des *Tanzimats*, qui voulaient réformer la société « par le haut »²¹³.

²⁰⁰ M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, Princeton, Princeton University Press, 2011, p. 33.

²⁰¹ Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », *op. cit.*, p. 22.

²⁰² Sevil ÖZÇALIK et Gerhard GRÜSSHABER, « “Frank, Fresh, Frish, Free” at the Bosphorous? Selim Sırrı and the German Model of Youth Mobilization in the late Ottoman State, 1908-1918 », in *Middle East Critique*, 2015, Vol. 24, No. 4, p. 376.

²⁰³ Cité dans Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 214.

²⁰⁴ Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », *op. cit.*, pp. 21-23.

²⁰⁵ Littéralement, *Volk* renvoie au *peuple*, mais dans ce cas nous dirons plutôt la *nation-armée*, comme la traduction française, ainsi que la traduction turque *Silahlanan Millet*.

²⁰⁶ M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, *op. cit.*, p. 35.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 34.

²⁰⁸ Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », *op. cit.*, pp. 28-29.

²⁰⁹ M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, *op. cit.*, p. 35.

²¹⁰ Cité dans Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », *op. cit.*, p. 31.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, *op. cit.*, p. 44.

²¹³ Ahmet INSEL, « “Cet Etat n'est pas sans propriétaire !” Forces prétorienne et autoritarisme en Turquie », in Olivier DABÈNE, Vincent GEISSER et Gilles MASSARDIER (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte, 2008, p. 135.

Cette continuité se poursuivra avec Mustafa Kemal, qui a été indubitablement marqué par son contact avec l'instructeur allemand, quand bien même il ne pouvait imaginer la réussite de la « nation armée » dans un empire aussi hétéroclite, quand le modèle *goltzien* s'appuyait sur l'exemple très westphalien de l'Allemagne fraîchement unifiée, autant qu'il s'opposait fermement à l'influence croissante d'une puissance étrangère au sein de l'armée nationale²¹⁴. Il est en revanche certain que le régime à parti unique issu de la guerre d'indépendance menée par Atatürk s'inscrit dans la continuité de la pensée *goltzienne* : dans « *Das Volk in Waffen* », *Goltz Pacha* (comme il est rapidement surnommé) explique que le mode de gouvernance idéal, en période de péril, est un régime dictatorial, dont le meneur doit être placé à la tête de l'Etat par ses pairs²¹⁵. Kemal se place également dans la continuité des Unionistes, en lecteur attentif de Gustave Le Bon et sa « *Psychologie des foules* », où les militaires tiennent une place de choix parmi les élites vouées à diriger²¹⁶, mais aussi de Thomas Hobbes²¹⁷ et son « *Léviathan* » qui inspirera sans doute sa conception de l'Etat.

3.1.2. *Le prétorianisme : quelques éléments théoriques*

La question militaire dans toute sa globalité a abondamment alimenté la littérature sur la Turquie²¹⁸, en tant qu'élément central de son histoire récente, mais aussi plus ancienne comme la section précédente a tenté de le montrer. Toutefois, la notion de prétorianisme a été moins présente. Il nous semble ainsi nécessaire de revenir sur ce concept en particulier, avant de nous intéresser plus précisément à l'articulation de l'armée avec l'Etat, et à la conception turque de ce dernier. Très sommairement, le prétorianisme peut être défini comme une « situation où l'armée se constitue comme une force politique indépendante en recourant à la force ou en menaçant de le faire »²¹⁹.

Pour aller un peu plus loin dans ce concept de prétorianisme, nous pouvons nous intéresser à la typologie proposée par Amos Perlmutter. Celui-ci opère deux distinctions dans le prétorianisme : la première entre le prétorianisme historique et moderne. Le prétorianisme historique se rapporte à la garde prétorienne romaine du temps de l'Empire, où un petit contingent de soldats d'élite pouvait se mobiliser dans les périodes de crise ou de rébellion pour défendre le Sénat, dans la capitale. Le prétorianisme se base donc sur le monopole d'une fraction d'élite de l'armée, en l'occurrence, la garde prétorienne, sur le pouvoir militaire au niveau local, et consacre la légitimité traditionnelle pour le corps militaire d'intervenir sur le pouvoir civil²²⁰. A la différence du prétorianisme historique, le prétorianisme moderne peut non seulement intervenir dans le civil, mais aussi le dominer, ou du moins, y imposer son agenda, à travers une nouvelle Constitution par exemple. En bref, le prétorianisme moderne tend à se développer comme une classe dirigeante, là où le prétorianisme romain pouvait intervenir dans des situations particulières, imposer un candidat au Sénat, puis disparaître²²¹.

La deuxième distinction effectuée par Perlmutter est une séparation entre deux types d'armées prétoriennes modernes ; l'armée prétorienne médiatrice (*arbiter-type*) et l'armée prétorienne dirigeante (*ruler-type*). Le premier type se rapproche du prétorianisme « à la romaine », puisqu'il s'impose une limite temporelle à la gouvernance. L'armée médiatrice agit comme gardienne de l'autorité civile et de la stabilité politique, mais peut, dans certains cas, devenir une armée dirigeante (si elle considère qu'il n'y a aucune alternative civile convenable par exemple), alors que cette dernière développe dès le départ une

²¹⁴ M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, *op. cit.*, pp. 37-38.

²¹⁵ Cité dans Camille DUGUIT, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », *op. cit.*, p. 36.

²¹⁶ M. Şükrü HANIOĞLU, *Atatürk: An Intellectual Biography*, *op. cit.*, p. 44.

²¹⁷ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, *op. cit.*, p. 333.

²¹⁸ Pour les auteurs traitant spécifiquement de la question militaire, citons, entre autres, William HALE, *Turkish Politics and the Military*, Londres, New York, Routledge, 1994 ; Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », in *Revue française de science politique*, 2015, Vol. 65, No. 4, pp. 609-631 ; James BROWN, « The Military and Society: The Turkish Case », in *Middle Eastern Studies*, 1989, Vol. 25, No. 3, pp. 387-404 ; Ahmet INSEL, « "Cet Etat n'est pas sans propriétaire !" Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*

²¹⁹ Ahmet INSEL, « "Cet Etat n'est pas sans propriétaire !" Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, p. 135.

²²⁰ Amos PERLMUTTER, « The Praetorian State and the Praetorian Army: Toward a Taxonomy of Civil-Military Relations in Developing Politics », *op. cit.*, p. 383.

²²¹ *Ibid.*, pp. 383-384.

organisation politique indépendante et une idéologie cohérente et élaborée²²². Toutefois, les caractéristiques de chacun des deux types établies par Perlmutter dans la suite de son étude²²³ montrent que la frontière entre les deux peut être poreuse, et qu'un cas peut rassembler des caractéristiques des deux types. Nous ne tenterons donc pas de classer le cas turc dans l'une ou l'autre de ces catégories, mais leur mention et brève description nous semblent importantes pour avoir une idée du spectre recouvert par le prétorianisme. D'autant que la donne évolue entre le coup d'Etat de 1908, et ceux qui rythment l'ère républicaine. Ainsi, selon Perlmutter, la grande différence entre les deux types peut se trouver au niveau de l'acceptation ou pas de l'ordre social existant. L'armée dirigeante est mue par la volonté de renverser le régime en place, quand l'armée médiatrice est, a priori là pour préserver le *statu quo*, en renversant un régime considéré comme mettant celui-ci en péril. L'autre grande différence, comme nous l'avons évoqué, est que l'armée médiatrice attache une certaine importance au « retour à la caserne » après être intervenue, tout en demeurant active en agissant comme groupe de pression, sans s'impliquer plus avant, de peur des retombées. Cette peur des retombées s'explique à la fois sur le plan politique (la crainte de s'aliéner des groupes civils organisés) et sur le plan « professionnel », à savoir qu'un changement de régime peut mettre en danger la carrière des officiers, si l'issue venait à être inattendue. Enfin, il nous semble important de relever que Perlmutter considère que le niveau de politisation de l'armée détermine également son positionnement sur l'axe médiatrice-dirigeante²²⁴.

Mais certaines caractéristiques de l'armée dirigeante définies par Perlmutter ne sont pas incompatibles avec l'armée médiatrice. Il en est ainsi de sa conviction d'être le seul groupe capable de gouverner, et la seule alternative au désordre politique. Mais ce gouvernement peut être direct ou indirect. L'armée peut ainsi s'organiser en groupe de pression au service d'une idéologie propre, tout en léguant le pouvoir effectif à un gouvernement civil, se gardant le droit d'intervenir si ce dernier sort du cadre qu'elle a fixé. Perlmutter mentionne par ailleurs que ce type de comportement est typique de l'héritage *kémaliste*, où l'armée sert de chien de garde pour empêcher les gouvernements civils de sortir des clous²²⁵. Enfin, si Perlmutter fait une distinction entre l'armée médiatrice et l'armée dirigeante dans son niveau de conscience nationale, faisant apparaître celui-ci comme haut pour une armée dirigeante, et bas pour une armée médiatrice²²⁶, nous ne considérons pas une conscience nationale élevée comme rédhibitoire pour une armée médiatrice. Au contraire, l'armée médiatrice agissant généralement pour préserver un *statu quo* et non pas dans des buts révolutionnaires, il n'est pas improbable qu'elle mobilise la « sauvegarde de l'unité nationale » pour justifier son intervention, comme cela a pu apparaître lors des coups d'Etat en Turquie²²⁷.

L'armée turque à l'ère républicaine

Ramenée au cas turc, avec lequel quelques parallèles ont déjà pu être faits, la question du prétorianisme doit pouvoir répondre à deux questions, dans le cadre de ce travail : (1) Comment l'influence politique du secteur militaire sur le secteur civil se manifeste-t-elle, et (2) Comment cette influence détermine, en partie, le comportement de politique étrangère de la Turquie à l'heure actuelle. Pour répondre à la première question, nous confronterons les éléments théoriques de la section précédente avec les éléments historiques de l'ère républicaine. Les éléments de réponse serviront à élaborer une réponse à la deuxième question dans la suite du travail.

3.1.3. Marginalisation de l'armée (1923-1960)

Si l'on s'en réfère aux catégories de Perlmutter, la Turquie a connu deux types d'armée prétorienne entre la période unioniste et l'avènement de la République. Comme nous l'avons vu, le CUP était un corps essentiellement militaire, surtout pourvu en officiers, mais aussi en civils (comme *Talât Pacha*), initialement organisé en société secrète, fortement idéologisé par le darwinisme social et le romantisme, persuadé d'être le seul groupe national en mesure de sauver la nation turque, et régnant par le biais d'une dictature militaire, un stade atteint après le renversement d'un *sultan* absolutiste. On retrouve ainsi presque toutes les

²²² *Ibid.*, pp. 392-394.

²²³ *Ibid.*, pp. 394-403.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ *Ibid.*, p. 400.

²²⁶ *Ibid.*, pp. 397, 403.

²²⁷ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 609.

caractéristiques de l'armée prétorienne dirigeante, si ce n'est que l'organisation n'était pas exclusivement militaire. L'armée dirigée par Mustafa Kemal durant la guerre d'indépendance se place dans cette même continuité, en s'organisant comme gouvernement parallèle cherchant à délégitimer le pouvoir du *sultan-calife*, même si comme le rappelle William Hale, le gouvernement d'Atatürk, s'appuyant notamment sur une Assemblée, ne peut pas être qualifié de régime militaire, l'armée étant plutôt au service du mouvement nationaliste²²⁸.

Le rôle de l'armée durant la période de parti unique (1923-1945) est moins important qu'il ne le sera par la suite. Elle sera un outil au service du CHP, le parti *kémaliste* républicain fondé en 1923, sans avoir d'influence dessus²²⁹, et servira essentiellement à la répression interne²³⁰. Le chef d'Etat-major Fevzi Çakmak est en effet totalement inféodé à Atatürk, et ne fera jamais montre de visées politiques personnelles²³¹. En outre, on assiste également à un déclin du prestige de la profession, qui attire de plus en plus les classes moyennes inférieures, voyant dans l'armée le moyen le plus simple d'accéder à l'éducation²³². La volonté d'Atatürk de moderniser le pays et de développer une économie nationale à travers l'émergence d'une bourgeoisie d'affaire a, en partie, mis l'armée sur la touche et réduit son influence. Toutefois, cette bourgeoisie n'a pu procéder à l'accumulation primitive par la spoliation des biens des minorités non-musulmanes que sous la protection de l'Etat²³³.

Ainsi, si cette période voit une réduction du rôle de l'armée, la Turquie n'en perd pas pour autant un caractère fondamentalement tutélaire. Cette nouvelle économie nationale, et l'industrialisation qui est allée de pair avec celle-ci n'ont émergé qu'à travers l'impulsion étatique, et la planification d'influence soviétique (même si l'objectif à long terme était d'arriver à une économie capitaliste) imposée après la crise de 1929²³⁴. Ainsi, que ce soit pour l'économie ou les réformes de modernisation menées de force, l'immense majorité de la population n'a pas eu voix au chapitre²³⁵. Même si l'armée n'y tient plus le premier rôle, le régime *kémaliste* peut donc être considéré comme une reproduction du modèle patrimonial²³⁶ de la fin de l'Empire ottoman, dans une continuité depuis les *Tanzimat*, en ce qui concerne l'imposition des réformes par le haut²³⁷, avec très peu de considération pour l'avis du peuple, l'idée de multipartisme ainsi que de la séparation des pouvoirs, comme en atteste la maxime « *halka rağmen halk için* » [Pour le peuple, malgré lui]²³⁸. Jusqu'à l'ouverture multipartiste, Ahmet Insel voit dans Atatürk puis Ismet İnönü l'incarnation du prétorianisme²³⁹.

Durant cette période, l'armée est pourtant traversée par d'importants tumultes, tant économiques que professionnels²⁴⁰. En 1950, la Turquie voit son processus démocratique aboutir à la première alternance de pouvoir de sa jeune histoire, avec les élections remportées par le *Parti Démocrate* (*Demokrat Parti*, DP)

²²⁸ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 311.

²²⁹ *Ibid.*, p. 312.

²³⁰ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 613.

²³¹ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 311.

²³² James BROWN, « The Military and Society: The Turkish Case », *op. cit.*, p. 388.

²³³ Cette spoliation a notamment touché les Eglises arménienne et grecque orthodoxe, ainsi que les Arméniens et Grecs fortunés à travers la loi de 1943, Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, acteur controversé de la modernité », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, pp. 35-37.

²³⁴ Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », in Semih VANER (dir.), *La Turquie*, *op. cit.*, pp. 135-136.

²³⁵ Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, acteur controversé de la modernité », *op. cit.*, p. 29.

²³⁶ Selon la définition de Max Weber, la domination patrimoniale correspond à « toute domination orientée principalement dans le sens de la tradition, mais exercée en vertu d'un droit personnel absolu ; sultanique ». Par ailleurs, « le sultanisme [se distingue du] patriarcalisme primaire, de par l'existence de la *direction administrative* personnelle », Max WEBER, *Economie et société 1 : Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995, pp. 308-309.

²³⁷ Ahmet INSEL, « "Cet Etat n'est pas sans propriétaire !" Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, pp. 135-136.

²³⁸ *Ibid.*, 141.

²³⁹ *Ibid.*, p. 136.

²⁴⁰ Nous pouvons citer l'augmentation de la durée d'avancement pour devenir officier supérieur, ce qui provoque un blocage général des carrières, la non-indexation de la solde sur l'inflation de la Seconde guerre mondiale, la loi 4765 de 1945 qui permet aux généraux ayant atteint l'âge de la retraite de rester en poste, ce qui provoque des tensions générationnelles, Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 613.

d'Adnan Menderes, à la tête d'une « coalition de forces sociales dominantes, dirigées par la bourgeoisie urbaine et les propriétaires terriens »²⁴¹. Si l'armée, exclue de cette coalition, n'interfère pas dans ce processus, elle reste hautement politisée, et loin d'être neutre quant à la fin de règne du CHP, même si elle demeure divisée entre les pro et anti-Menderes²⁴². Beaucoup d'officiers se sont d'ailleurs détournés du parti *kémaliste*, voyant l'occasion, dans l'avènement d'une nouvelle force politique, de réformer l'armée et de récupérer leur prestige perdu²⁴³. Des espoirs rapidement douchés puisqu'à partir de 1954, le ralentissement de la croissance économique fait baisser les salaires réels des fonctionnaires de 25 à 35 % jusqu'en 1960²⁴⁴. La dégradation de ces conditions explique en partie le coup d'Etat de 1960 mais ne sont pas suffisantes pour éclairer la situation du pays dans les années 1950, notamment dans leur deuxième moitié.

3.1.4. Le tournant de 1960

Deux raisons principales, quelque peu liées, peuvent être amenées pour expliquer la première intervention de l'armée dans le champ civil à l'ère de la Turquie républicaine. La première concerne les transformations au sein de l'armée. Dès la fin des années 1940, le rapprochement s'opère avec les Etats-Unis, qui commencent à renouveler l'équipement et les académies militaires (pratiquement inchangés depuis 1920) des forces armées turques en échange d'une participation à la guerre de Corée en 1950. Cette participation allait ouvrir la voie à l'intégration de la Turquie à l'OTAN à la fin de l'année 1951²⁴⁵. Ces importants changements au sein de l'armée n'allaient pas assez loin pour la plupart des officiers de rangs moyens, qui vont trouver un défenseur de leur cause en la personne du nouveau ministre de la Défense, Seyfi Kurtbek, qui entre en fonction en novembre 1952. Celui-ci entend initier un important programme de réformes, qui comprend une purge massive du haut-commandement²⁴⁶. Initialement favorable à ces réformes, Menderes choisira finalement de prendre le parti du haut-commandement, poussant son ministre à la démission en juillet 1953. Ce faisant, il s'aliène d'autant plus les soldats de rang inférieur²⁴⁷, dont la situation professionnelle, nous l'avons vu, se dégradera de plus en plus lors des années suivantes. Le contact avec les autres armées de l'OTAN, dont les conditions sont bien meilleures, fera également monter cette frustration généralisée. Pour autant, ces forces sont encore très divisées, entre ceux tentés par une prise de pouvoir autoritaire, voire totalitaire, ceux demeurés loyaux au CHP, et d'autres qui croyaient en Menderes et ont été déçus²⁴⁸. Dès 1955, des premières organisations clandestines, encore très hétéroclites²⁴⁹, vont commencer à se former au sein des forces armées²⁵⁰.

La deuxième grande raison du coup d'Etat tient au comportement du Parti démocrate au pouvoir. En effet, celui-ci tend de plus en plus à reproduire l'autoritarisme du CHP dans la lutte de pouvoir qu'il mène contre ce dernier. La première grande étape est la volonté d'interdire le journal du parti *kémaliste*, *Ulus* (Nation)²⁵¹. Fortement assimilée au CHP, qui est toujours dirigé par İnönü, l'armée n'engendre que méfiance au sein de l'entourage du Premier ministre Menderes, et la dégradation des conditions et du statut de l'armée au fil de la décennie doivent aussi se comprendre à travers cela²⁵². La répression contre le parti *kémaliste* va s'intensifier à partir de 1960, lorsque le DP émet de sérieuses craintes quant à la possibilité de voir le CHP provoquer une intervention de l'armée. En conséquence, le parti gouvernemental forme le 18 avril un Comité pour enquêter sur les activités du CHP. Malgré l'émeute que

²⁴¹ Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », *op. cit.*, p. 140.

²⁴² William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 313.

²⁴³ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 613.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 614.

²⁴⁵ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 96.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 97.

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 98.

²⁴⁹ On y trouve notamment le colonel Alparslan Türkeş (1917-1997), *ibid.*, p. 101, futur fondateur et chef historique du Parti d'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP), parti d'extrême-droite ultranationaliste, qui se montrera très actif dans la répression des mouvements de gauche à partir des années 1970, voir Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », in *Esprit*, 1984, Vol. 94/95, No. 10/11, pp. 81-106.

²⁵⁰ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 100

²⁵¹ *Ibid.*, p. 95.

²⁵² James BROWN, « The Military and Society: The Turkish Case », *op. cit.*, p. 388.

cette annonce provoque à l'Assemblée (on parle de rixes violentes et d'un député du DP menaçant un opposant avec une arme à feu), le DP va élargir les prérogatives de ce Comité quelques jours plus tard²⁵³. La crainte de voir le DP rendre le CHP illégal et réinstaurer un régime à parti unique se matérialise, lorsqu'İnönü lui-même est expulsé de l'Assemblée pour les 12 prochaines sessions²⁵⁴. Enfin, l'armée n'était pas seule à s'opposer à un gouvernement représentant essentiellement, comme nous l'avons vu, les intérêts de la bourgeoisie civile. D'importantes revendications sociales commençaient à se faire entendre²⁵⁵, à tel point que Menderes proclame la loi martiale à Istanbul et Ankara le 29 avril²⁵⁶. Le fruit était mûr. Le raidissement face à l'opposition et l'aliénation d'une partie de l'armée y assimilée ont créé les conditions nécessaires à l'intervention du 27 mai 1960, qui sera justifiée par le risque d'une hypothétique guerre civile²⁵⁷.

Le coup d'Etat en lui-même, accompli pratiquement sans violence si ce n'est la condamnation à mort par pendaison de Menderes et deux de ses ministres, ainsi que ses causes, ne sont pas aussi importants que ses conséquences à long terme. Les éléments examinés jusqu'alors nous laissent plutôt croire que le contexte compliqué des années 1959-1960 a été instrumentalisé pour justifier une intervention du militaire dans le civil, et pour permettre à l'armée de retrouver la place qui était la sienne, après plusieurs décennies sur la touche. Malgré la perte de prestige du secteur militaire, l'idée selon laquelle l'armée était constitutive des intérêts supérieurs de l'État, ainsi que de l'élite de la société était encore très ancrée dans « l'imaginaire collectif militaire »²⁵⁸. La position dominante récupérée par l'armée s'appuie également sur un consensus largement partagé dans la population, qui légitime un rôle dominant de l'armée dans la politique²⁵⁹. Le sentiment antimilitaire en Turquie a toujours été très limité, de par la conscription obligatoire des hommes qui ont, de fait, été fortement socialisés à travers les valeurs militaires²⁶⁰.

Si la Constitution de la IIe République, soumise au référendum en 1961, est plus libérale que la précédente, renforçant les libertés fondamentales, le multipartisme, la séparation des pouvoirs et instaurant le bicaméralisme²⁶¹, elle consacre également l'autonomisation de l'armée qui obtient un droit d'intervention politique, inscrit dans le préambule²⁶². La tutelle de l'armée est ainsi constitutionnalisée. C'est également en 1961 qu'est créé le Conseil National de Sécurité (*Milli Güvenlik Kurumu*, MGK), composé de plusieurs ministres, du chef d'état-major des armées et des commandants des forces armées, et présidé par le président de la République ou le Premier ministre²⁶³. Selon l'article 3 de la Constitution, il « informe le Conseil des ministres de ses avis afin de participer à l'élaboration des décisions en matière de sécurité nationale »²⁶⁴. Les prérogatives de ce Conseil seront continuellement élargies à travers les amendements apportés en 1973, après le coup d'Etat par memorandum de 1971, et par l'article 118 de la Constitution post-Coup d'Etat de 1980, qui lui confère une compétence en matière de prise de décision²⁶⁵. Ainsi, dans les faits, le MGK a été une plateforme permettant à l'armée de mettre ses intérêts à l'agenda politique, en court-circuitant le processus démocratique.

Plus globalement, le coup d'Etat de 1960 consacre la prise de pouvoir de ce qu'Hamit Bozarslan qualifie d'« élite néo-kémaliste », à savoir « une partie de l'*establishment* militaire, civile et judiciaire, ainsi que

²⁵³ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, p. 106.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, figure centrale de la modernité turque », *op. cit.*, p. 140.

²⁵⁶ William HALE, *Turkish Politics and the Military*, *op. cit.*, pp. 106-107.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 110.

²⁵⁸ Levent ÜNSALDI, « Du rôle politique de l'armée en Turquie », in *Revue Tiers Monde*, 2008, Vol. 194, No. 2, pp. 266-267.

²⁵⁹ Ümit CIZRE, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », in *Middle East Journal*, 2003, Vol. 57, No. 2, p. 215.

²⁶⁰ *Ibid.*, pp. 216-217.

²⁶¹ Ahmet INSEL, « "Cet Etat n'est pas sans propriétaire !" Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, p. 144.

²⁶² *Ibid.*, pp. 136-137.

²⁶³ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, pp. 617-618.

²⁶⁴ Cité dans *Ibid.*, p. 618.

²⁶⁵ Ümit CIZRE, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », *op. cit.*, pp. 221-222.

l'intelligentsia kémaliste »²⁶⁶. Le terme est d'ailleurs apparu après la prise de pouvoir de la junte pour qualifier celle-ci, Bernard Vernier qualifiant alors cette prise de pouvoir comme celle des *forces vives* (*zinde kuvvetler*), comprenant « l'intelligentsia, la jeunesse et l'armée »²⁶⁷. La nouvelle Constitution se dote également d'une Cour constitutionnelle, ayant compétence en matière de dissolution de partis (dont elle fera allégrement usage contre les partis dits « islamistes », kurdes et de gauche radicale)²⁶⁸. Cette institution apparaît alors comme le plus essentiel des garde-fous du *kémalisme*, derrière un simulacre de séparation des pouvoirs renforcée. Le concept gramscien de « bloc historique » ou « bloc de pouvoir » nous semble pertinent pour analyser cet *establishment* stato-militaro-judiciaire. Il peut être défini comme une alliance entre l'Etat et les fractions de la société dont les intérêts sont confondus avec ceux de l'Etat, et en mesure d'influencer son mode d'intervention²⁶⁹. Au-delà de l'ancrage de l'armée dans l'Etat que nous venons de décrire, il est également à noter que cette collusion se fait à travers la forte présence de fils de fonctionnaires dans l'armée, mais aussi par le biais des réseaux de sociabilité des militaires turcs, qui sont souvent limités à d'autres fonctionnaires ou militaires²⁷⁰.

C'est également durant cette période que l'armée entame son ancrage dans l'économie. En effet, en janvier 1961, dans une période de vide juridique entre les constitutions des Première et IIe République, est créée par décret-loi l'Institution d'assistance mutuelle de l'armée (*Ordu Yardımları Kurumu*, OYAK). Il s'agit d'un fonds de pension, officiellement créé pour « améliorer le statut socio-économique des officiers »²⁷¹. A cela s'ajoute la création, entre 1965 et 1974, de trois fondations permettant de soutenir les armées turques à travers des « dons patriotiques » : la fondation en faveur du renforcement des forces navales (*Türk Deniz Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı*), la fondation en faveur du renforcement des forces aériennes (*Türk Hava Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı*), et la fondation en faveur du renforcement des forces terrestres (*Türk Kara Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı*). Les dons récoltés permettent la création d'entreprises militaires comme Aselsan, qui produit des systèmes de communication et de défense électroniques, qui sera investie par les capitaux d'OYAK dès 1975²⁷². Les trois fondations seront réunies en 1987 au sein de la Fondation pour le renforcement des forces armées turques (*Türk Silahlı Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı*, TSKGV). La TSKGV sera, après l'OYAK, le deuxième grand outil d'ancrage de l'armée turque dans l'économie. Elle est actionnaire majoritaire de 18 entreprises de défense produisant, entre autres, de l'artillerie aérienne, des missiles et des systèmes de télécommunication²⁷³.

Mais si la TSKGV gravite essentiellement autour de l'industrie militaire, l'OYAK va devenir un conglomérat extrêmement puissant actif dans l'industrie d'extraction, de métallurgie, d'automobile, l'agro-alimentaire, l'énergie, ou encore dans la finance²⁷⁴. Cet ancrage a été facilité par des statuts passablement obscurs : d'après le décret-loi l'ayant instituée, elle est une « compagnie privée turque fondée sur une loi publique », ce qui lui permet d'être de droit privé, tout en bénéficiant des avantages fiscaux (entre 15 et 30 % de son bénéfice, en plus de l'exonération de nombreuses taxes) et juridiques réservés aux entreprises publiques²⁷⁵. Cette accointance avec l'Etat turc lui a notamment permis, en 2001, d'acquérir la *Sümerbank*, la banque publique historique fondée par Atatürk en 1933, qui était alors parmi les 6 premières banques de

²⁶⁶ Hamit BOZARSLAN, « Structures de pouvoir, coercition et violence », in Semih VANER (dir.), *La Turquie, op. cit.*, p. 235.

²⁶⁷ Bernard VERNIER, « L'armée turque et la république néo-kémaliste », in *Politique étrangère*, 1965, No. 3, p. 259.

²⁶⁸ Jean MARCOU, « Etat et Etat de droit en Turquie », in *Pouvoirs*, 2005, Vol. 115, No. 4, pp. 34-35.

²⁶⁹ Morten OUGAARD, « Some Remarks concerning Peripheral Capitalism and the Peripheral State », *Science & Society*, 1982-1983, Vol. 46, No. 4, p. 397.

²⁷⁰ Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie conteste : Mobilisations sociales et régime sécuritaire, op. cit.*, p. 23.

²⁷¹ Gabriela Anouck CÔRTE-RÉAL PINTO, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, Thèse de doctorat en sciences politiques. CERI/Sciences Po, 2012, p. 73.

²⁷² *Ibid.*, p. 76.

²⁷³ Firat DEMİR, « A Political Economy Analysis of the Turkish Military's Split Personality: The Patriarchal Master or Crony Capitalist? », in ÇETIN, Tamer et YILMAZ, Feridun (dir.), *Understanding the process of economic change in Turkey: An institutional approach*, New York, Nova Science Publishers, 2010, p. 174.

²⁷⁴ Pour une liste exhaustive des secteurs d'activité, voir le site web du groupe OYAK [En ligne]

²⁷⁵ Gabriela Anouck CÔRTE-RÉAL PINTO, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale, op. cit.*, p. 120.

Turquie avec des actifs à hauteur de 1.6 milliards USD, pour un prix dérisoire de 38 000 USD²⁷⁶. Cette acquisition constitue un tournant pour OYAK, qui allait se montrer de plus en plus active dans les privatisations à grande échelle menées entre 2005 et 2006²⁷⁷ (elles se sont élevées à 8 milliards USD sur chacune de ces deux années²⁷⁸). Un des exemples plus saillants est l'acquisition de 46 % des parts de l'entreprise sidérurgique *Erdemir* (la 13^{ème} mondiale) pour 2.9 milliards USD²⁷⁹. Aujourd'hui, l'Assemblée générale d'OYAK ainsi que son Conseil d'administration sont constitués de civils et de militaires, mais selon İsmet Akça, ces organes de prise de décision ont toujours été dominés par des militaires. Les membres de l'OYAK sont aujourd'hui plus de 280 000, et sont essentiellement des officiers et sous-officiers²⁸⁰. Selon son dernier rapport annuel, le chiffre d'affaires de l'OYAK en tant que holding s'élève à 48.8 milliards en livres turques, soit 5.61 milliards USD et ses actifs à 118.3 milliards en livres turques, ce qui équivaut à 13.6 milliards USD²⁸¹. Elle contribue également à 2.7 % des exportations turques en 2019²⁸².

Toutes ces raisons font de l'année 1961 un tournant dans l'histoire de la Turquie républicaine. La légitimité de l'armée à exercer sa tutelle sur les instances démocratiquement élues est constitutionnalisée, et une instance extra-institutionnelle, dont le pouvoir ne cessera de croître jusqu'à la fin du siècle, la consacre en « gardienne de l'Etat ». Si elle n'est pas directement liée à l'armée, la nouvelle Cour Constitutionnelle demeure la plus haute instance judiciaire du pays, ses décisions ne pouvant faire l'objet d'un recours, et son rôle de gardienne d'une Constitution faite pour l'armée en fait, par-là même, une institution relativement favorable au militaire. Elle apparaît en outre comme un contre-pouvoir aux « excès des gouvernants »²⁸³, et non pas à ceux de l'armée. Ces éléments, ainsi que l'ancrage progressif de l'armée dans l'économie, lui permettent ainsi d'opérer sa mutation en élément essentiel de « l'Etat profond » (*derin devlet*)²⁸⁴, face de l'Etat « tapie dans l'ombre [où] la société civile est gélatineuse et l'Etat est tout »²⁸⁵.

3.1.5. Du régime prétorien au régime sécuritaire : le coup d'Etat de 1980

La dynamique enclenchée par la II^e République, ainsi que les développements socio-économiques du pays vont créer les conditions de l'intervention beaucoup plus violente de 1980. Sur le plan gouvernemental d'abord, le choix d'opter pour un scrutin proportionnel plutôt que majoritaire, comme ce qui avait prévalu depuis l'ouverture multipartite, ouvrira la voie à des gouvernements de coalition sans grande cohérence²⁸⁶, ainsi qu'à l'apparition des premières formations islamiques, mais aussi d'extrême-droite et d'extrême-gauche²⁸⁷. Plus globalement, la décennie 1960 est celle des grands bouleversements socio-économiques, faisant suite à l'explosion démographique des années 1950²⁸⁸ : baisse de la part de

²⁷⁶ Firat DEMİR, « A Political Economy Analysis of the Turkish Military's Split Personality: The Patriarchal Master or Crony Capitalist? », *op. cit.*, p. 176.

²⁷⁷ Gabriela Anouck CÔRTE-RÉAL PINTO, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, *op. cit.*, p. 217.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 212.

²⁷⁹ Firat DEMİR, « A Political Economy Analysis of the Turkish Military's Split Personality: The Patriarchal Master or Crony Capitalist? », p. 177.

²⁸⁰ İsmet AKÇA, « The Conglomerate of the Turkish Military (OYAK) and the Dynamics of Turkish Capitalism », in Zeinab ABUL-MAGD et Elke GRAWERT (dir.), *Businessmen in arms. How the military and other armed groups profit in the MENA region*, Lanham, Boulder, New York, Londres, Rowman & Littlefield, 2016, p. 70.

²⁸¹ Le taux de change que nous utilisons dans l'ensemble de ce travail est celui qui a cours à l'heure où nous écrivons ces lignes, soit 1 livre turque = 0.12 USD.

²⁸² OYAK, *Annual Report 2019, 2020*, [En ligne].

²⁸³ Jean MARCOU, « Le mouvement constitutionnel », in Semih VANER (dir.), *La Turquie*, *op. cit.*, p. 105.

²⁸⁴ Voir Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, *op. cit.*, pp. 32-35.

²⁸⁵ Antonio GRAMSCI, cité dans Ali KAZANCIGIL, « L'Etat, acteur controversé de la modernité », *op. cit.*, pp. 38-39.

²⁸⁶ Plus de sept gouvernements se succèdent entre 1974 et 1980, Benjamin GOURISSE, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », in *Politix*, 2012, Vol. 98, No. 2, p. 174.

²⁸⁷ Jean MARCOU, « Le mouvement constitutionnel », *op. cit.*, pp. 105-106.

²⁸⁸ La population augmente de 29 % dans la première moitié de la décennie, suite à la chute drastique du taux de mortalité et la stabilité du taux de natalité, Benoît FLICHE, *Odyssées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007, p. 34.

l'agriculture au profit de l'industrie et des services dans l'économie²⁸⁹, début de l'urbanisation qui se poursuivra massivement lors des décennies suivantes (le taux d'urbanisation est de 31 % en 1960, 38 % en 1970, 44 % en 1980, 59 % en 1990 et 76 % en 2019)²⁹⁰, ce à quoi s'ajoute une dépendance plus marquée au capitalisme mondial ; en effet, à la fin des années 1960 la Turquie voit ses importations énergétiques exploser. Si elle n'en importait que 12.3 % en 1960, ce taux double 10 ans plus tard (23.2 %) et atteint 45.5 % en 1980²⁹¹. De manière générale, elle souffre d'une balance commerciale déficitaire (-1.6 % du PIB en 1960, -2.9 % en 1971 puis -6.8 % en 1975)²⁹². Le développement de l'industrie²⁹³ a accentué les inégalités territoriales : en 1982, 15 des 16 provinces possédant plus de 100 établissements industriels se trouvent à l'ouest de la ligne Zonguldak-Gaziantep (voir carte 1 annexe 5). Cette disparité est-ouest se retrouve également au niveau des effectifs moyens employés dans l'industrie ou dans la valeur ajoutée des établissements²⁹⁴. La croissance de la classe ouvrière va également aller de pair avec une importance accrue des syndicats²⁹⁵. En outre, l'émancipation de la société civile voulue par les constituants de 1961 se fait sans médiation, et sans consensus autour de l'idée démocratique²⁹⁶.

Il nous semble important de revenir rapidement sur la question de l'urbanisation en Turquie, tant elle est clé pour comprendre le développement de la violence dans les années 1970. Sa rapidité et l'absence de planification l'a rendue très désordonnée²⁹⁷. Les arrivants des zones rurales se sont organisés de manière plus ou moins autonome dans ce qui a rapidement pris le nom de *gecekondu* (littéralement « construit dans la nuit »), défini en 1953 par le politologue Fehmi Yavuz comme « des bâtiments édifiés précipitamment, la plupart du temps dépourvus des conditions de confort les plus élémentaires, et qui contreviennent aux lois sur la construction, sans tenir compte des droits du propriétaire du terrain où ils s'installent »²⁹⁸. Le terme a par la suite pris des sens divers, étant utilisé pour désigner un panel important de réalités, comme la pauvreté urbaine, le paysage urbain, l'immigration interne, des formes de mouvements sociaux etc.²⁹⁹. Il sera plus tard utilisé avec une connotation péjorative pour désigner les migrants ruraux, prétendument ignares et incapables de s'adapter à la ville. On parlera alors de « villagisation de l'urbain »³⁰⁰. Plutôt qu'une réalité scientifique, le terme de *gecekondu* traduit pourtant bien les difficultés d'insertion sociale des migrants ruraux, et le choc culturel que le contact avec le mode de vie urbain et occidental provoque³⁰¹. Şerif Mardin observe ainsi une « ruralisation de la ville » allant plus vite que « l'urbanisation des paysans », à travers le développement de l'antagonisme centre-périphérie dans les années 1950, avec l'arrivée au pouvoir du DP de Menderes. Celui-ci s'est ainsi beaucoup appuyé sur un agenda « anti-élites », et un nativisme qui accusait le CHP de pervertir la culture islamique autochtone de Turquie. Le nativisme culturel est finalement apparu comme le courant culturel le plus fort dans la Turquie des années 1950, pouvant se combiner avec le nationalisme qui demeurerait très important, tant dans son pendant islamique que séculariste³⁰².

²⁸⁹ En 1950, l'agriculture emploie 84 % de la population active. Ce chiffre passe à 70 % en 1960, puis 60 % en 1970 et 47 % en 1990, INSTITUT TURC DE STATISTIQUE (*Türkiye İstatistik Kurumu*, TÜİK), *Statistical Indicators 1923-2011*, 2011, [En ligne]. En 1960, la valeur ajoutée de l'agriculture correspond à 54.9 % du PIB. En 1970, elle n'est plus qu'à 39 % puis 26.15 % en 1980 (Données de la Banque mondiale [En ligne]).

²⁹⁰ Données de la Banque Mondiale [En ligne].

²⁹¹ Données de la Banque mondiale [En ligne].

²⁹² Données de la Banque mondiale [En ligne].

²⁹³ L'industrie fournit 7.85 % des emplois, ce qui représente 938 000 ouvriers en 1960 et 15.5 %, ce qui représente 2.14 millions d'ouvriers en 1970. Ces données prennent en compte les industries extractives, la distribution du gaz et de l'électricité et le secteur de la construction, TÜİK, *Statistical Indicators 1923-2011*, *op. cit.*

²⁹⁴ Monique OLIVIER, « Disparités régionales en Turquie : vers une politique d'aménagement du territoire », in *Anatolia Moderna – Yeni Anadolu*, 1991, Tome 1, p. 295.

²⁹⁵ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 84.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 86.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ Cité dans Benoît FLICHE, *Odysées turques. Les migrations d'un village anatolien*, *op. cit.*, p. 15.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 16.

³⁰¹ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 86.

³⁰² Şerif MARDIN, « Youth and Violence in Turkey », in *European Journal of Sociology*, 1978, Vol. 19, No. 2, pp. 245-246.

Cette opposition centre-périphérie s'est ainsi prolongée, chez les jeunes (à la fin des années 1970, la moitié de la population est alors âgée de moins de 15 ans³⁰³), dans une « dislocation culturelle », entre des valeurs (le courage, la générosité, l'entraide) et une frugalité traditionnelles, et le consumérisme et les traits associés à la bourgeoisie urbaine (la ruse, l'avarice, la fourberie)³⁰⁴. Cette dislocation culturelle va être productrice de violence dans les années 1960, et surtout 1970. Citant une étude d'alors, Semih Vaner montre que 68.4% des terroristes de droite, et 74.4 % des terroristes de gauche arrêtés à Ankara sont originaires de lieux autres qu'Ankara, Istanbul ou Izmir, les trois grandes villes de Turquie³⁰⁵.

A ces éléments d'ordre socio-culturel s'en ajoutent d'autres d'ordre socio-économique ; une inflation galopante qui dépasse l'augmentation des salaires, et un marché du travail incapable d'absorber la main d'œuvre (malgré des accords d'envoi de main d'œuvre signés avec l'Allemagne de l'Ouest, puis les Pays-Bas, l'Autriche, la Belgique, la France et la Suède dans les années 1960³⁰⁶), ce qui engendre un chômage de masse de 11 % en 1962, et de 14 % en 1979, à lier avec l'augmentation continue de la population³⁰⁷. Plus globalement, l'économiste Deniz Akagül note que le modèle économique *kémaliste*, reposant, dans un premier temps comme nous l'avons vu, sur la planification étatique, afin de faire émerger, à terme, une classe entrepreneuriale nationale, trouve ses limites à la fin des années 1970, du fait du manque d'insertion de la Turquie dans la division internationale du travail, ce qui sera aggravé par les deux chocs pétroliers (1973 et 1979)³⁰⁸.

L'armée profitera de ce climat social pour entamer la « sécurisation » du quotidien. Nous pouvons commencer à dater le développement de ce discours sécuritaire par l'intervention de 1971. Mobilisant les troubles sociaux provoqués par l'extrême gauche, le séparatisme kurde et la création d'un parti islam-conservateur (*Millî Nizam Partisi*, MNP [Parti de l'Ordre National]), alors même que la situation n'est pas définie comme particulièrement violente, l'état-major pousse le gouvernement du Parti de la Justice (*Adalet Partisi*, AP) de Süleyman Demirel à démissionner³⁰⁹. S'en suivent la dissolution du MNP ainsi que du Parti ouvrier par la Cour constitutionnelle, un serrage de vis au niveau des libertés qui étaient accordées par la Constitution de 1961 et 29 mois de loi martiale, jusqu'aux élections de 1973 remportées par le CHP et son nouveau leader Bülent Ecevit³¹⁰. Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse évoquent ainsi non seulement l'invention d'une crise contre laquelle l'armée affirme intervenir, mais aussi la systématisation de l'utilisation d'un discours sécuritaire³¹¹.

Ainsi, on passe progressivement d'une armée prétorienne, exerçant une tutelle sur le gouvernement civil, à un « régime sécuritaire »³¹² qui sera consacré après le coup d'Etat de 1980. Entre temps, le climat de violence a largement empiré. Le refus du bloc étatique, à travers la Cour constitutionnelle, de permettre une représentation politique à des pans entiers de la société, comme les mouvements ouvriers, kurdes ou l'Islam politique, car contraires aux « valeurs du kémalisme », ne laisse à ceux-ci que la violence comme champ d'expression. Le système multipartiste, devenu un « cadre rigide, subordonné à un pouvoir qui lui était extérieur [se montrait] incapable de produire des alternatives politiques »³¹³. Cela se traduit, dans le cas de l'extrême-gauche, par une multiplication d'organisations locales et très peu coordonnées³¹⁴. Il faut ajouter à cela ce que Semih Vaner qualifie de « culture politique violente », tant celle-ci est « banalisée »,

³⁰³ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 87.

³⁰⁴ Şerif MARDIN, « Youth and Violence in Turkey », *op. cit.*, pp. 251-252.

³⁰⁵ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 86.

³⁰⁶ Ural MANÇO, « Un demi-siècle d'émigration turque en Europe occidentale », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, p. 316.

³⁰⁷ Udo STEINBACH, « The Impact of Atatürk on Turkey's Political Culture since World War II », in Jacob M. LANDAU (dir.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Leyde, E.J. Brill, 1984, p. 79.

³⁰⁸ Deniz AKAGÜL, « L'économie face aux défis de la mondialisation », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, pp. 226-227.

³⁰⁹ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 621.

³¹⁰ Jean MARCOU, « Le mouvement constitutionnel », p. 106.

³¹¹ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 621.

³¹² Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie contestée : Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, *op. cit.*, pp. 21-24.

³¹³ Hamit BOZARSLAN, « Structures de pouvoir, coercition et violence », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, p. 101.

³¹⁴ Benjamin GOURISSE, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », *op. cit.*, p. 175.

produite et reproduite à travers l'exaltation de la virilité (que l'on retrouve jusque dans les noms propres : *Vural* (frappe et attaque), *Savaş* (la guerre), *Korkut* (fait peur), *Cenk* (le combat)...), l'inondation de la vie quotidienne d'images de violences (à la télévision ou dans la presse écrite), la frustration sexuelle et la violence latente (donnant l'exemple d'une bagarre au cours d'un match de football ayant causé la mort de 50 personnes dans une ville anatolienne en 1967)³¹⁵.

Ce climat social va donc prendre la forme d'un « chaos généralisé »³¹⁶ dans la deuxième partie des années 1970 ; des parties entières du territoire sont abandonnées par l'Etat et donc sous le contrôle de milices, seules en mesure d'assurer la sécurité des habitants, le quotidien *Milliyet* déplore, dès 1977 une « situation de guerre de rue », et les affrontements de 1980 causent près de 20 morts par jour durant les mois qui précèdent le Coup d'Etat³¹⁷. C'est face aux organisations de gauche radicale perçues comme une « menace communiste » que l'armée commence à développer ses techniques de *Kontrguerrilla* (le terme voit d'ailleurs le jour au lendemain du coup d'Etat de 1971), à travers la création, dès 1965, du Département de Guerre Spéciale (*Özgel Harp Dairesi*)³¹⁸. Ces développements vont paver la voie à l'émergence du MHP, fondé en 1969 par Alparslan Türkeş, qui va se proposer pour revêtir la tunique de « champion de l'anticommunisme »³¹⁹, lui donnant un cadre idéologique et une organisation partisane, assisté par le soutien financier de certains milieux patronaux³²⁰. Fort de son accès au sommet de l'Etat (il parviendra à obtenir des ministères dans les coalitions gouvernementales entre 1975 et 1978, avant de se militariser totalement à partir de fin 1979³²¹), il parviendra à en capter les ressources en occupant des postes haut placés dans plusieurs institutions au sein des ministères occupés (notamment des institutions liées à la justice et à la sécurité). Le ministère de l'Intérieur et la police vont ainsi devenir des bastions de militants de ce parti à l'idéologie fasciste assumée, qui parvient à « modifier à son avantage les règles du jeu politique [à travers] un usage stratégique de la violence et du désordre »³²².

En 1980, l'armée intervient de manière bien plus agressive que 20 ans auparavant. Ses actions qui suivent son intervention jusqu'en 1983 (arrestation de l'ensemble du personnel politique, torture des militants, loi martiale³²³) illustrent une volonté de se réappropriier le monopole de la violence, et inaugure de plain-pied le régime sécuritaire. Dans un premier temps, le rôle tutélaire auto-attribué, à travers un legs *kémaliste* quasi mythologique conférant à l'armée le rôle de « gardienne de l'Etat » et modératrice du pouvoir légitimement élu, sera renforcé par les dispositions légales et institutionnelles de la nouvelle Constitution. Dans un second temps, le régime sécuritaire est renforcé par un discours qui mythifie la « sécurité nationale » (*milli güvenlik*)³²⁴.

La nouvelle Constitution qui ouvre la IIIe République en 1982 élargit encore les prérogatives de l'armée dans le champ civil, en introduisant plusieurs institutions extra-gouvernementales habilitées à intervenir sur l'exécutif (le renforcement du MGK dont nous avons déjà parlé, mais aussi le Conseil de l'enseignement supérieur ou le Haut comité pour la radio et la télévision, où siègent des représentants de l'armée), et consolide le « bloc militaro-judiciaire », en ajoutant une longue liste d'activités interdites aux partis, sous la bonne garde de la Cour constitutionnelle³²⁵. Mais c'est réellement le MGK qui va devenir dès lors la matrice de domination de l'armée, et l'illustration la plus parlante du cloisonnement du pouvoir et de la prise de décision par rapport au pouvoir législatif et à la société civile. Il se réunit en effet une fois par

³¹⁵ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 87.

³¹⁶ Benjamin GOURISSE, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », *op. cit.*, p. 174.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 91.

³¹⁹ Benjamin GOURISSE, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », *op. cit.*, p. 180.

³²⁰ Semih VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *op. cit.*, p. 91.

³²¹ Benjamin GOURISSE, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », *op. cit.*, p. 180.

³²² *Ibid.*, pp. 180-182, 192.

³²³ Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique », *op. cit.*, p. 623.

³²⁴ Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie conteste : Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, *op. cit.*, pp. 23-24.

³²⁵ Ahmet INSEL, « «Cet Etat n'est pas sans propriétaire !» Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, pp. 145-146.

mois à huis clos, dispose de ses propres cadres et services, dont les directeurs sont des officiers, ses délibérations sont un secret d'Etat et ses recommandations sont traitées en urgence par le gouvernement³²⁶. C'est là que se décidera puis se concrétisera le renversement du gouvernement de Necmettin Erbakan, chef historique de l'Islam politique turc en 1997, et l'interdiction du Parti de la prospérité (*Refah Partisi*, RP)³²⁷. D'autres outils institutionnels vont permettre à l'armée de consolider sa position : le recours à l'état d'urgence, les tribunaux de sécurité d'Etat, mais surtout le terrible article 312 du Code Pénal, ayant permis d'enfermer de nombreux écrivains, journalistes, intellectuels, sous couvert d'une définition on ne peut plus vague d' « incitation du public à l'hostilité raciale ou ethnique » et qui, selon Ümit Cizre, cristallise le raidissement de l'armée face à la crainte de la démocratisation de la Turquie et la soumission d'un corps politique incapable de l'amender avant 2004³²⁸.

Mais ce régime sécuritaire ne se déploie pas qu'au niveau institutionnel. Nous avons déjà vu que l'armée demeurerait plutôt populaire au sein de la société turque. Elle n'aura ainsi aucun mal à légitimer sa place en mobilisant ce que Gilles Dorronsoro qualifie de « méta-idéologie », c'est-à-dire, un ensemble de règles potentiellement implicites touchant ce qui est acceptable ou pas, au-dessus des idéologies classiques de la Turquie comme le *kémalisme*, l'extrême-gauche ou le nationalisme kurde. Cette méta-idéologie restreint la politique légitime et permet l'interruption ou la manipulation des procédures institutionnelles³²⁹. L'idée de « sécurité nationale » est étroitement liée à l'idée développée dans l'axe précédent, à savoir que la Turquie est présentée comme menacée à la fois par ses voisins et par des ennemis intérieurs, comme les Arméniens et surtout les Kurdes³³⁰. Ainsi, toute la question du nationalisme et de l'intégrité territoriale, outre son implication réelle dans la politique étrangère, comme nous l'avons vu, est également instrumentalisée pour obtenir un consensus vis-à-vis de la population quant à la nécessité d'une armée autonome et tutélaire. Ce dernier point étend donc le régime prétorien à la société civile, ce qui nous permet de le qualifier de sécuritaire. Et il pourra être mis en œuvre à travers la répression de la guérilla menée par le PKK à partir de ces années.

3.1.6. *Les tumultes des années 1990*

Dans le sillage des « techniques de *kontrguerrilla* » nées dans les années 1960-1970 pour combattre les organisations d'extrême-gauche, la « guerre de basse intensité » fera rage, tout particulièrement dans les années 1990, dans les provinces du sud-est. On assiste donc à une extension de la para-militarisation entamée dans les années 1970 : pour répondre aux attentats du PKK mais aussi de l'ASALA arménienne (que nous avons brièvement évoquée dans le dernier chapitre), l'armée et l'Organisation du renseignement national (*Millî İstibbarat Teskâtlatı*, MİT) vont répondre en faisant appel à des activistes recrutés dans des milieux d'extrême-droite et les réseaux criminels³³¹. Un événement a particulièrement mis la lumière sur les collusions entre l'extrême-droite violente, certains réseaux criminels et l'Etat: le 3 novembre 1996, dans la petite ville de Susurluk située à une centaine de kilomètres au sud d'Istanbul, trois personnes sont retrouvées mortes dans un accident de voiture: Abdullah Çatlı, un militant de droite radicale coupable de nombreux homicides politiques, recherché par Interpol et impliqué dans la guerre contre le PKK, sa compagne Gonca Us, et Hüseyin Kocadağ, un haut-gradé de la police d'Istanbul. Le seul rescapé, Sedat Bucak, est un chef de tribu kurde de la région de Siverek dans la province d'Urfa, à la tête d'une armée privée de plusieurs milliers d'hommes armés par l'Etat³³².

Aussi anecdotique qu'il puisse paraître, cet accident fait en réalité la lumière sur un important réseau liant des groupes criminels, des institutions étatiques et des activistes d'extrême-droite, dans ce qui sera qualifié

³²⁶ *Ibid.*, p. 146.

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ Ümit CIZRE, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », *op. cit.*, pp. 220-221.

³²⁹ Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie conteste : Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, *op. cit.*, p. 23.

³³⁰ *Ibid.*, p. 24.

³³¹ Tançrède JOSSERAN, « 15 juillet 2016 : Le crépuscule des Pachas ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 142-143.

³³² Elise MASSICARD, « “Gangs in Uniform” in Turkey: Politics at the Articulation between Security Institutions and the Criminal World », in Jean-Louis BRIQUET et Gilles FAVAREL-GARRIGUES (dir.), *Organized Crime and States: The Hidden Face of Politics*, New York, Palgrave MacMillan, 2010, pp. 43-44.

de « bandes en uniformes » (*uniformalı çete*)³³³. Le Parti de la Juste Voie (*Doğru Yol Partisi*, DYP) de Tansu Çiller qui mène la coalition gouvernementale entre 1993 et 1996, se retrouve fortement impliqué par le biais de Mehmet Ağar, ancien chef de la police d'Istanbul et ministre de l'Intérieur au moment de l'accident de Susurluk, puisque le permis de port d'arme en possession d'Abdullah Çatlı porte sa signature³³⁴. Ces « bandes en uniformes » prennent ainsi leur origine dans les années 1970, dans ce qui a été décrit précédemment, et vont reprendre du service dans la guerre contre le PKK, à travers la création de forces spéciales rattachées aux services de sécurité qui vont devenir de véritables escadrons de la mort (*Ölüm Timi*), avec une implication certaine du MGK, où siégeaient alors la Première ministre Tansu Çiller, Mehmet Ağar ou encore le chef d'état-major des armées Doğan Güreş, connu pour ses méthodes brutales, qui a contre l'avis d'une partie de l'armée, décidé formellement de déléguer certaines activités, comme l'élimination pure et simple de certains hommes d'affaire prétendus soutiens du PKK, à des criminels et des militants d'extrême-droite³³⁵.

Outre la para-militarisation de plus en plus importante de la Turquie, que ce soit l'armée ou la police, ces événements illustrent une nouvelle fragmentation de la violence, accentuée par les institutions de sécurité traditionnelles qui font elles-mêmes appel aux seigneurs de guerre de ces « bandes en uniforme » (comme Abdullah Çatlı), qui n'en demandent pas tant pour s'accaparer les ressources étatiques (protection, fausse identité, armes, possibilité de reconversion), et les rentes militaires émanant de cette « sale guerre ». Pourtant, c'est surtout l'Etat et les personnalités politiques qui seront éclaboussés par le scandale de Susurluk, les forces prétoriennes s'en sortant relativement indemnes, excepté Doğan Güreş qui sera démis de ses fonctions de chef d'état-major. Un *establishment* politique qui sera sanctionné dans les urnes, avec la victoire du *Refah Partisi* de Necmettin Erbakan lors des élections législatives de décembre 1995. Il est à noter que les années 1990 voient également des menaces extérieures se manifester à un niveau sans précédent depuis les années 1920. Outre les incertitudes amenées par la fin de la Guerre froide que nous aborderons plus longuement dans la partie suivante, et la persistance de l'hostilité grecque sur la question chypriote, la Russie, l'Irak, l'Iran, l'Arménie et surtout la Syrie sont considérés comme potentiellement hostiles³³⁶. En effet, poursuivant l'objectif d'obtenir une meilleure répartition des eaux de l'Euphrate, le régime d'Hafez al-Assad poursuit une politique d'aide financière et logistique au PKK, et signe en 1995 un traité de coopération militaire avec la Grèce, qui offrait le même soutien à l'insurrection kurde, ce qui poussera le Centre de recherche stratégique (*Stratejik Araştırmalar Merkezi*, SAM) à développer la doctrine dite des « deux guerres et demie », prévoyant une structuration de l'armée capable de mener deux guerres de haute intensité tout en contenant l'ennemi intérieur³³⁷.

L'armée parvient donc à maintenir son rôle de garant de la sécurité auprès de la population, et va bientôt parvenir à reprendre le rôle tutélaire. Dans le contexte du conflit dans le sud-est, et en marge des révélations de Susurluk, des rassemblements spontanés de plus en plus nombreux demandent plus de transparence et une remise en cause de l'Etat profond ultra-bureaucratique³³⁸. Et une fois de plus, partiellement remise en cause, l'armée s'empresse de désigner un nouvel ennemi intérieur, jusque-là toléré par le régime sécuritaire de la IIIe République : l'Islam politique³³⁹. Voyant la figure de proue de l'Islam politique turc Necmettin Erbakan arriver au pouvoir, dans un contexte où le *Refah* avait déjà connu un certain succès aux élections municipales de 1994 qui ont notamment vu l'arrivée de R.T. Erdoğan à la mairie d'Istanbul, le MGK décide de réactiver les forces prétoriennes et de renverser le gouvernement Erbakan dans un coup d'Etat dit « post-moderne », de par le fait qu'il s'est fait par mémorandum, et n'a donc nécessité aucune action violente de la part de l'armée. Il sera justifié par la lutte contre l'*irtica* (terme communément utilisé par les tenants du laïcisme militant pour désigner l'Islam réactionnaire), Toutefois, le fait qu'une armée puisse renverser un gouvernement sans quitter la caserne montre bien l'étendue des

³³³ *Ibid.*

³³⁴ *Ibid.*, p. 47.

³³⁵ *Ibid.*, pp. 52-53.

³³⁶ Ümit CIZRE, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », *op. cit.*, p. 216.

³³⁷ Vincent TOURRET, « Les interventions en Syrie depuis 2016 : Une Kontreguerilla devenue l'outil de sécurité extérieure de l'Etat », *op. cit.*, pp. 61-62.

³³⁸ Gérard GROU, « L'essor d'une société civile face aux incertitudes démocratiques », in Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI et Deniz AKAGÜL (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, *op. cit.*, pp. 71-72.

³³⁹ Ahmet INSEL, « «Cet Etat n'est pas sans propriétaire !» Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », *op. cit.*, p. 147.

prérogatives que lui accorde la Constitution de la III^e République. Pour Ümit Cizre, ce coup d'Etat enclenche une nouvelle dynamique au sein des forces armées, qui vont désormais se montrer beaucoup plus actives au niveau micro, réorientant les investissements étatiques vers ses propres unités et départements de recherche, empiétant bien plus sur les gouvernements civils, organisant une nouvelle accession au poste de Premier ministre pour l'inoxydable Bülent Ecevit³⁴⁰, à la tête du Parti de la gauche démocratique (*Demokratik Sol Parti*, DSP) et donc détaché de l'étiquette CHP, mais alors âgé de 74 ans et inaugurant son 4^{ème} mandat en 30 ans.

L'armée turque au XXI^e siècle : un nouveau rôle ?

3.1.7. L'armée face à l'AKP : une mise au pas progressive

Le nouveau siècle s'ouvre en 2002 pour la Turquie. Terrassé en 1999 par un tremblement de terre, dont la gestion étatique a été vivement critiquée, à nouveau terrassé en 2001 par une grave crise économique, et voguant, au niveau de la gouvernance, au gré des gouvernements de coalition qui se succèdent, le peuple sanctionne à nouveau le « bloc de pouvoir » dans les urnes en accordant une large victoire avec 34 % des suffrages aux élections générales de 2002 à l'AKP, un nouveau parti né seulement un an auparavant d'une scission du Parti de la Vertu (*Fazilet Partisi*, FP) d'Erbakan, et ayant emmené avec lui une bonne partie de la droite turque traditionnelle. Le leader du parti et nouveau Premier ministre R.T. Erdoğan va dès lors s'atteler à endiguer l'influence politique de l'armée et ses alliés politiques, au niveau de l'Etat et du domaine judiciaire. Cet endiguement va se faire en plusieurs temps, l'AKP mobilisant dès lors le concept de *Kulturkampf*, dont la traduction peut être « lutte pour la civilisation », et se référant à la lutte de Bismarck pour détacher l'Eglise allemande de l'influence de la papauté pour la placer sous influence de l'Etat allemand³⁴¹. Ainsi, dès sa prise de pouvoir, l'AKP va se servir de la candidature de la Turquie à l'UE pour mettre en œuvre des « paquets d'harmonisation » afin de correspondre aux critères de Copenhague. La première cible de ces paquets d'harmonisation est le MGK, qui voit ses prérogatives se réduire petit à petit, et qui redevient un organe purement consultatif, devant également s'ouvrir aux non-militaires³⁴².

La deuxième digue tombe en 2007. Lors des élections présidentielles, le candidat de l'AKP est Abdullah Gül, ami de longue date d'Erdoğan, et dont l'épouse porte le foulard islamique. La présidence est un bastion important du bloc *néo-kémaliste* : s'il n'a pas les prérogatives du Premier ministre en matière de gouvernance et de gestion du pays au jour le jour, il dispose tout de même d'un droit de veto sur les décisions législatives, nomme les juges constitutionnels, les membres du Conseil de l'enseignement supérieur, le directeur des radios et télévisions publiques, mais aussi certains membres de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat³⁴³. L'opposition du bloc *néo-kémaliste* sera féroce, avec une menace d'intervention de l'armée, un boycott de l'élection du CHP ou encore un discours agitant la menace de l'*irtica* par le Président sortant Ahmet Sezer³⁴⁴. La Constitution turque prévoit l'élection du Président par le Parlement à la majorité des deux tiers lors des deux premiers tours, et à la majorité simple lors des deux tours suivants, et la dissolution du Parlement si aucun candidat n'est élu à la fin des quatre tours. Ainsi, le CHP va demander à la Cour constitutionnelle d'invalider l'élection, prétendant que la majorité des deux tiers exigés pour l'élection doit aussi être entendue comme quorum nécessaire pour que l'élection puisse se tenir³⁴⁵. Finalement, le Parlement est dissout et les élections législatives anticipées se traduisent par un énorme succès pour l'AKP, qui remporte 46.5 % des voix, soit 12.5 % de plus que ce que le parti détenait jusqu'alors, et Abdullah Gül est finalement élu au troisième tour³⁴⁶.

Viennent ensuite les affaires judiciaires, avec les procès *Ergenekon* puis *Balyoz*, qui vont secouer l'*establishment* militaire pendant plusieurs années. En juin 2007, des caches d'armes sont découvertes dans le quartier d'Ümraniye à Istanbul, et l'enquête révélera un large réseau constitué de hauts gradés en retraite, d'universitaires, d'hommes politiques, de dirigeants d'ONG et de journalistes, accusés de diriger une

³⁴⁰ Ümit CIZRE, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », *op. cit.*, p. 216.

³⁴¹ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, *op. cit.*, p. 189.

³⁴² Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 73.

³⁴³ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, *op. cit.*, p. 112.

³⁴⁴ *Ibid.*, pp. 113-114.

³⁴⁵ *Ibid.*, p. 114.

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 115.

organisation terroriste visant à renverser le gouvernement, ou de semer le chaos pour justifier une intervention militaire³⁴⁷. L'affaire *Balyoz*, sensiblement similaire, ne met, quant à elle, que des militaires en cause³⁴⁸. Rapidement, l'AKP va présenter ces procès comme une lutte de la démocratie face à « l'Etat profond »³⁴⁹, voyant là une occasion en or de réduire l'influence du militaire sur le civil. Et de fait, ces affaires judiciaires d'une ampleur sans précédent vont entraîner un très grand nombre de procès et de condamnations pour des militaires défenseurs du laïcisme, dans ce qui a rapidement pris la forme d'un règlement de comptes politique, avec de nombreuses irrégularités, comme des fabrications de preuves par des juges ou procureurs soupçonnés d'appartenir au mouvement de Fetullah Gülen. Nous reviendrons sur celui-ci plus avant dans ce travail, mais il nous semble important d'en dire quelques mots ici. Il s'agit là d'une confrérie (*cemaat*) importante exerçant une grande influence socio-religieuse en Turquie. Son leader, Fetullah Gülen (1941-), est l'héritier d'une pensée selon laquelle l'Islam ne doit pas se constituer en parti politique, accordant plutôt une grande importance à l'éducation et à l'ancrage de l'Islam dans la modernité, et à sa compatibilité avec la science. Il est exilé aux Etats-Unis depuis 1999³⁵⁰. Il est également dit que la confrérie détient une influence importante dans l'appareil judiciaire, l'armée et les services de renseignement, où elle a pu diffuser ses positions très atlantistes, du fait des liens de son leader avec les Etats-Unis³⁵¹. Jusqu'au début des années 2010, la *cemaat* est une alliée de l'AKP dans sa lutte contre le bloc *néo-kémaliste*³⁵², notamment dans les procès Ergenekon et Balyoz qui affaibliront fortement l'armée et son prestige, et par là même, sa capacité à agir comme un acteur autonome³⁵³.

Enfin, le dernier grand coup de force de l'AKP contre le bloc *néo-kémaliste*, venant parachever une première décennie de pouvoir globalement positive, sera le référendum constitutionnel de 2010. Plus que jamais, la question du *Kulturkampf* reviendra sur la table³⁵⁴. Le référendum arrive en effet dans un contexte où la vie parlementaire turque est plus divisée que jamais. En mars 2008, la Cour Suprême avait même demandé à la Cour constitutionnelle de prononcer l'interdiction de l'AKP³⁵⁵. Lorsque le parti gouvernemental propose son nouveau paquet d'amendements, seuls ses députés le votent, ce qui lui permet de passer l'étape du législatif, mais pas d'éviter le référendum. Deux amendements posent particulièrement problème : les élargissements de la Cour constitutionnelle et du Haut Conseil des Juges et Procureurs (*Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*, HSYK), dans le but d'y inclure des juges proches de l'AKP³⁵⁶. La campagne s'est essentiellement jouée sur ces points, l'AKP les présentant comme une volonté de démocratiser la Turquie, renforcer la nation (plutôt que l'Etat et les élites bureaucratiques) et saper les idéologies sécularistes et étrangères, tandis que le camp *néo-kémaliste* accusait l'AKP de chercher à mettre la main sur le pouvoir judiciaire en le remplissant de ses adeptes³⁵⁷. Le référendum est finalement largement remporté par l'AKP par 58 %, avec pour conséquence la levée de l'immunité judiciaire des putschistes de 1980 et un nouvel affaiblissement du bloc *kémaliste*, et notamment l'institution militaire³⁵⁸.

3.1.8. Un ancrage trop profond

Cette mise au ban temporaire des *néo-kémalistes* ne va pourtant pas effacer les *patterns* historiques de la Turquie. Aussitôt juchés sur le piédestal qu'ils ont mis une décennie à bâtir, l'AKP et son leader Erdoğan

³⁴⁷ Nur BOLAT, « L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », in *Politique étrangère*, 2010, No. 1, p. 42.

³⁴⁸ Sümül KAYA, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016 », in *Mouvements*, 2017, Vol. 90, No. 2, p. 22.

³⁴⁹ Nur BOLAT, « L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », *op. cit.*, pp. 42-43.

³⁵⁰ Bayram BALCI, « Fetullah Gülen's Missionary Schools in Central Asia and their Role in Spreading of Turkism and Islam », in *Religion, State and Society*, 2003, Vol. 31, No. 2, 151-177.

³⁵¹ Voir à ce sujet Bayram BALCI, « Entre mysticisme et politique, que veut le mouvement de Fetullah Gülen en Turquie ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 41-51.

³⁵² Sümül KAYA, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016 », *op. cit.*, p. 22.

³⁵³ William HALE, *Turkish Foreign Policy since 1774*, London, New York, Routledge, Troisième édition, 2013, p. 143.

³⁵⁴ Ersin KALAYCIOĞLU, « *Kulturkampf* in Turkey: The Constitutional Referendum of 12 September 2010 », in *South European Society and Politics*, 2012, Vol. 17, No. 1, pp. 1-22.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 3.

³⁵⁶ *Ibid.*, p. 6.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, pp. 75-76.

vont reproduire l'autoritarisme qui avait cours dans la Turquie prétorienne. On le voit déjà dans l'évolution des procès Ergenekon et Balyoz, qui se sont transformés en procès politiques. Cela a été essentiellement fait de manière défensive, d'abord durant les années 2000, contre un bloc composé d'officiers, de membres de l'intelligentsia *kémaliste* ou encore de juges, qui n'ont cessé de rappeler qu'ils étaient les « propriétaires » de l'Etat au contraire des pouvoirs élus démocratiquement, scandant même que « l'Assemblée nationale ne représente pas la nation » au lendemain des élections législatives anticipées de 2007³⁵⁹. A partir des années 2010, c'est sur la confrérie Gülen que va s'abattre l'autoritarisme défensif de l'AKP. Celle-ci étant fortement implantée dans l'appareil judiciaire, l'armée et les services de renseignements, comme nous l'avons vu, Erdoğan commencera à purger les juges et policiers soupçonnés d'y être liés quand, à partir de 2013, des affaires de corruption et de blanchiment d'argent éclaboussent son gouvernement, que quatre de ses ministres sont arrêtés³⁶⁰, et après qu'un mandat d'arrêt eut été émis contre Hakan Fidan, directeur du MİT et pion important de son système dans le cadre de négociations secrètes avec le PKK³⁶¹. La même année se produisent les événements du parc Gezi : la répression brutale d'un petit groupe de personnes qui manifestaient contre un projet menaçant l'environnement aboutit à la mobilisation de plusieurs milliers de personnes, dans 80 des 81 départements de la Turquie, contre l'attitude toujours plus autoritaire du gouvernement³⁶². On assiste donc à une reproduction presque telle quelle de l'autoritarisme républicain, ne donnant pas voix au chapitre à la société civile, et se cloisonnant derrière des institutions qui leur sont désormais acquises. La rupture définitive avec la confrérie Gülen sera consommée au lendemain de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, qui lui sera imputée. S'en suivront des purges sans précédent, par le biais d'un décret-loi passé le 30 juillet à travers l'état d'urgence, qui va permettre d'opérer une refonte de la formation et du recrutement, ainsi qu'une restructuration de la chaîne de commandement et une civilianisation de certaines institutions militaires³⁶³.

L'activisme militaire turc, avec la multiplication des fronts à laquelle on assiste à l'heure actuelle, est étroitement lié à la tentative de coup d'Etat et ses conséquences. Sur le plan institutionnel d'abord, les effectifs au plus bas après la purge des *gülenistes* et la fermeture des lycées militaires obligera Erdoğan à réintégrer des officiers *kémalistes* qui avaient été mis en cause dans les procès Ergenekon et Balyoz, pour beaucoup eurasistes (au contraire de l'atlantisme *güleniste*) et proches de la mouvance *ulusalci*³⁶⁴ (de *ulus*, nation), version extrémiste du *kémalisme* combinant notamment son ultra-laïcisme (voire un anticléricalisme) et son nationalisme ethnique à une forte rhétorique anti-occidentale³⁶⁵. Il s'agit en outre d'un courant très hétéroclite, regroupant à la fois des cercles maoïstes, socialistes, nationalistes et des islamistes³⁶⁶. Ainsi, on assiste à une convergence entre les positions nationalistes et celles des religieux réactionnaires ; des confréries concurrentes des *gülenistes*, comme les *Naksibendi* (dont Fevzi Çakmak, le chef d'état-major d'Atatürk était un membre éminent), gagnent en influence, notamment au sein de l'armée, et partagent le rejet de l'Occident des *ulusalci*. Lors des funérailles de Necmettin Erbakan en 2011, un général s'était lamenté « de n'avoir pas compris Millî Görüş [Vision nationale] », le parti d'Erbakan dans les années 1970, et noyau historique de l'Islam politique turc³⁶⁷. C'est dans ce contexte de développement d'une « synthèse islamo-kémaliste » au sein de l'armée qu'il faut aussi appréhender les réorientations à l'œuvre dans l'armée turque. Les purges ayant touché les segments de l'armée considérés proches du *gülenisme* et leurs positions atlantistes, l'eurasisme et l'anti-occidentalisme sont devenues des doctrines dominantes. Ce tournant eurasienn s'est par exemple traduit, en 2019, par l'achat du système antiaérien

³⁵⁹ Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, op. cit., pp. 453-454.

³⁶⁰ Ahmet INSEL, « L'autocrate élu et sa nouvelle république », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 31-32.

³⁶¹ Bayram BALCI, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », in *Revue Internationale et Stratégique*, 2019, Vol. 116, No. 4, p. 142.

³⁶² Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op. cit., p. 153.

³⁶³ Sümül KAYA, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016 », op. cit., p. 25.

³⁶⁴ Tancredi JOSSEAN, « 15 juillet 2016 : Le crépuscule des Pachas ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, p. 91.

³⁶⁵ A ce sujet, voir Emrullah USLU, « *Ulusalcılık* : The Neo-nationalist Resurgence in Turkey », in *Turkish Studies*, 2008, Vol. 9, No. 1, pp. 73-97.

³⁶⁶ Bayram BALCI, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », op. cit., p. 137.

³⁶⁷ Tancredi JOSSEAN, « 15 juillet 2016 : Le crépuscule des Pachas ? », op. cit., p. 91.

S-400 de fabrication russe, la Turquie étant le deuxième pays à faire le pas après la Chine, trahissant de fait les *Standardization Agreements* (Accords de standardisation) de l'OTAN³⁶⁸.

C'est en conséquence de cette évolution qu'a émergé ces dernières années la doctrine *Mavi Vatan* (Patrie bleue). A la base de celle-ci, on retrouve trois amiraux (Cem Gürdeniz, Cihat Yaycı et Soner Polat) proches des *ulusalci* et favorables à un rapprochement avec Pékin et Moscou plutôt que Washington³⁶⁹. Au centre de cette doctrine se trouve le contrôle de la Méditerranée orientale, comme énoncé par Cihat Yaycı dans les premières pages de son « *Doğu Akdeniz'in Paylaşım Mücadelesi ve Türkiye* » [La Turquie et la lutte pour le partage de la Méditerranée orientale], matrice théorique de cette doctrine : « Les puissances qui veulent influencer sur la région Asie-Pacifique et les lignes Asie-Europe-Afrique vont avoir comme objectif principal de parvenir à contrôler la Méditerranée orientale ou ressentir la nécessité de le faire »³⁷⁰. En découle, dans un premier temps, cet activisme en Méditerranée orientale, en vue de sécuriser la fameuse Zone Economique Exclusive (ZEE) que nous avons déjà abordée en introduction, dans un bassin qui contient potentiellement 11 000 milliards de m³ de gaz naturel. Dans un second temps, cette doctrine prend la forme d'un comportement plus agressif, privilégié à un recours à la diplomatie traditionnelle. Elle est en effet vue comme la seconde phase du Pacte national de la guerre d'Indépendance menée contre « l'impérialisme occidental »³⁷¹. Les provocations et le langage de plus en plus martial à l'encontre de l'UE et de ses membres, que nous avons déjà évoqués, doit aussi se comprendre à travers cette doctrine et ces nouvelles forces.

Sur le plan interne, le coup d'Etat manqué a fini de convaincre Erdoğan que l'armée, en dépit de la chute de son influence, demeure dangereuse, et que l'affaiblissement consécutif aux différentes étapes que nous avons énoncées n'avait pas affecté l'esprit fusionnel qu'une partie des officiers entretient avec l'Etat. C'est sans doute en partie à cause de cette crainte qu'Erdoğan a poussé le développement de SADAT, une société militaire privée (SMP) fondée en 2012 par le général de brigade en retraite et proche conseiller de l'actuel Président turc Adnan Tanrıverdi. Celle-ci a vu ses activités se multiplier, alors qu'elle menait à l'origine essentiellement des opérations de conseil dans les pays musulmans. On retrouve d'ailleurs la teneur anti-occidentale de la synthèse « islamo-kémaliste » dont nous parlions, les pays occidentaux étant qualifiés d'« impérialistes » et de « croisés »³⁷², et le site officiel de la société mettant bien ces éléments en évidence sur sa page d'accueil, où l'on peut voir un drapeau turc flotter en-dessous du logo qui représente un globe terrestre en deux dimensions avec les pays musulmans en vert³⁷³. Les activités de cette SMP se sont depuis multipliées, intégrant notamment la formation des groupes rebelles syriens qu'ils auraient accompagnés en tant que « conseillers » dans les différentes opérations menées sur le territoire levantin, puis le recrutement des forces supplétives syriennes, envoyées notamment combattre l'Arménie dans le Haut-Karabakh à la fin 2020³⁷⁴. De manière plus préoccupante, son panel d'activités intègre également celle de milice politique armée, avec pour objectif essentiel la répression de toute résistance au Président turc³⁷⁵. Cet élément montre encore comment les nouvelles élites reproduisent le cloisonnement par rapport à la société civile, de la même manière que l'armée l'avait à partir des années 1960.

En outre, ce recours à des forces paramilitaires démontre une défiance par rapport aux tenants traditionnels de la violence légitime, dans une logique sensiblement différente de l'époque des « bandes en uniforme », où les tenants eux-mêmes fragmentaient leur monopole de la violence légitime. Ainsi, il faut aussi voir cet activisme militaire à travers cette défiance, comme un principe de précaution relativement évident : nous avons vu au début de ce chapitre que le corps des janissaires, une fois le rythme des conquêtes ottomanes tari, était devenu une véritable menace pour le Palais, et avait plus d'une fois poussé un *sultan* sur la touche. La logique du gouvernement turc et de son Président Erdoğan tient sans doute à

³⁶⁸ Pierre VALLÉE, « L'évolution des relations entre la Turquie et l'OTAN : Perspectives et réalités », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, p. 92.

³⁶⁹ Tancrède JOSSERAN, « 15 juillet 2016 : Le crépuscule des Pachas ? », *op. cit.*, p. 78.

³⁷⁰ Cité dans *Ibid.*, p. 79.

³⁷¹ *Ibid.*, pp. 79-80.

³⁷² Alain RODIER, *Turquie : Les mercenaires du président Erdoğan*, Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), Note d'actualité 531, 2018, [En ligne].

³⁷³ Site officiel de SADAT [En ligne].

³⁷⁴ Tigrane YÉGAVIAN, « La seconde guerre du Karabakh », *Etudes*, 2021, No. 1, p. 7.

³⁷⁵ Alain RODIER, *Turquie : Les mercenaires du président Erdoğan*, *op. cit.*

l'idée que tant que l'armée est occupée sur des fronts multiples loin d'Ankara, elle n'est pas une menace interne.

Pour Anouck Corte-Réal Pinto, « l'arrivée de l'AKP au pouvoir n'a pas mis fin au pouvoir militaire ni à une vision obsidionale turque du monde [mais] marque plutôt une nouvelle combinaison entre le processus de libéralisation économique et de sécurisation de la politique »³⁷⁶. En effet, c'est parallèlement à la réduction de l'influence de l'armée dans les domaines de l'Etat et de l'appareil judiciaire que le fonds de pension OYAK est devenu une véritable *holding*. Ismet Akçar note ainsi que si l'armée a perdu en pouvoir politique, ses prérogatives demeurent importantes au sein de la structure capitaliste-militariste, OYAK demeurant l'un des plus importants conglomerats turcs, et ce d'autant que les dépenses militaires restent sous le contrôle de l'armée³⁷⁷. Celles-ci ont par ailleurs triplé en moins de 20 ans, passant de 7.2 milliards USD en 2001 à 20.4 milliards USD en 2019³⁷⁸ (même si c'est également à corréliser avec la hausse continue du PIB durant ces années). Ces chiffres ne sont pas anodins dans l'emprise que continue d'avoir l'armée sur une industrie turque de défense en constante expansion. La fondation TSKGV dirige ainsi plusieurs filiales militaires qui sont parmi les championnes de l'industrie de défense turque. Ainsi, parmi les 7 entreprises turques figurant dans le top 100 mondial de l'année 2020 établi par l'hebdomadaire américain de référence *Defense News*, 4 sont des filiales de la TSKGV : *Aselsan*, *Turkish Aerospace Industries* (TAI), *Roketsan* et *Havelsan* (voir annexe 4)³⁷⁹. En 2015, la TSKGV et ses filiales représentent 37 % des ventes de l'industrie de défense, 44 % des exportations et 58 % des investissements en Recherche et développement³⁸⁰. L'interpénétration entre l'armée et l'industrie de défense se prolonge également dans la reconversion des officiers dans des postes de direction d'entreprises de défense³⁸¹. On retrouve également ce type de reconversion dans des institutions financières³⁸². Notons qu'il ne s'agit pas ici de mettre la lumière sur un hypothétique complexe militaro-industriel qui tirerait les ficelles dans l'ombre. Il serait plutôt question de remarquer l'adaptation opérée par les forces armées, même si celles-ci sont loin d'être un bloc monolithique, comme nous l'avons vu à travers les évolutions consécutives aux purges de 2016, à de nouvelles circonstances. L'enchevêtrement entre l'armée et une industrie de défense en pleine expansion, ainsi que la puissance et l'influence accumulées par OYAK témoignent d'un ancrage toujours bien présent de l'armée en Turquie. Les interventions extérieures, ou des actions spectaculaires comme le déploiement de sa flotte en Méditerranée peuvent également être vues comme une volonté de démontrer la force de frappe de cette industrie, dont l'objectif, en plus d'une autosuffisance en armement³⁸³, est d'exporter pour 25 milliards USD d'armement à l'horizon 2023 qui marquera les 100 ans de la République³⁸⁴.

Conclusion intermédiaire

L'histoire du fait militaire en Turquie est donc essentielle pour comprendre le déploiement et l'hyperactivité militaire que l'on voit se produire dans les années 2010, et d'autant plus dans la deuxième partie de la décennie. Trois éléments cruciaux et étroitement liés en sont directement les produits : l'autoritarisme, l'autonomisation concrète et symbolique de l'armée et l'ancrage de la violence dans le quotidien.

³⁷⁶ Gabriela Anouck CÔRTE-RÉAL PINTO, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, op. cit., p. 514.

³⁷⁷ İsmet AKÇA, « The Conglomerate of the Turkish Military (OYAK) and the Dynamics of Turkish Capitalism », op. cit., p. 88.

³⁷⁸ Données de la Banque mondiale [En ligne].

³⁷⁹ DEFENSE NEWS, *Top 100*, 2020 [En ligne].

³⁸⁰ Sophie LEFEEZ, « L'industrie de défense turque : Un modèle de développement basé sur une volonté d'autonomie stratégique » in *Iris Policy Paper*, 2017, p. 3.

³⁸¹ Voir à ce sujet Gabriela Anouck CÔRTE-RÉAL PINTO, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, op. cit., p. 364.

³⁸² *Ibid.*, pp. 384-385.

³⁸³ Selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le taux d'armes importées par la Turquie par rapport à leur armement total a perdu 59 points entre la période 2011-2015 et la période 2016-2020, Alexandra KUIMOVA, Siemon T. WEZEMAN et Pieter D. WEZEMAN, *Trends in International Arms Transfers, 2020*, p. 6, sipri.org, 2021 [En ligne].

³⁸⁴ Ana POUVREAU, « Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie », in *Revue Défense Nationale*, 2018, Vol. 813, No. 8, p. 52.

Le premier est issu du mode de gouvernance patrimonial instauré par Mustafa Kemal, qui a reproduit les pratiques d'Union et Progrès et des derniers *sultans* ottomans des *Tanzimat* à la révolution de 1908. En est issu un processus décisionnel « par le haut », imposé par les élites aux masses, et par là, la rupture du processus démocratique par l'exclusion d'une partie de la société turque des espaces décisionnels. L'idéologie *kémaliste*, dont l'armée s'est faite, dès la mort d'Atatürk, la gardienne, imposait le cadre dans lequel il était possible de s'exprimer, et réprimait tout contrevenant, que ce soient les minorités ethno-confessionnelles, l'extrême-gauche ou l'Islam politique qui a pris le nom d'*irtica* dans le langage officiel. Ces espaces d'exclusion ont permis, dans les années 2000, de nourrir la rancœur d'une partie de la société, regroupée derrière la bannière de l'AKP, héritier du *Refah* d'Erbakan, qui a fini par sanctionner l'armée, que ce soit dans les urnes ou par sa mise au ban progressive du complexe stato-judiciaire. Elle a également permis de mobiliser l'image d'une Turquie divisée en deux blocs, l'enfermant dans un *Kulturkampf* entre le *kémalisme* et l'Islam conservateur, ce qui explique en partie les raz-de-marée électoraux dont le parti a bénéficié durant sa première décennie à la tête du pays. Finalement, le « bloc » vainqueur finit par reproduire l'autoritarisme du bloc *kémaliste*, que ce soit face à ses adversaires politiques ou face aux mobilisations de la société civile, face à laquelle il s'est reclus, ne lui laissant pas voix au chapitre. Les interventions militaires se sont ainsi faites sans que jamais le peuple ne soit consulté.

La reproduction de l'autoritarisme découle également du second élément énuméré, puisqu'il s'est opéré face à la résistance d'un « bloc de pouvoir », composé d'un corps d'officiers s'étant toujours considérés et comportés comme les « forces vives » et les propriétaires historiques de l'Etat, renforçant le mode de gouvernance patrimonial. Cette strate dominante de la Turquie s'est donc transformée en « bloc historique » après avoir acté son ancrage dans l'économie, y intégrant des alliés politiques inféodés à des institutions extra-gouvernementales telles que le MGK, et en restructurant le système judiciaire de manière à renforcer la tutelle du secteur militaire sur le secteur civil. En outre, elle est parvenue à produire une idéologie largement soutenue dans de larges segments de la société, selon laquelle l'armée est la seule en mesure de guider le pays et à protéger l'esprit du *kémalisme*. Ainsi, et malgré la nette réduction de sa marge de manœuvre durant le règne de l'AKP, l'armée reste profondément ancrée dans le système turc, notamment dans l'économie et tout particulièrement dans une industrie de défense à laquelle une grande importance est accordée. Au sein de l'armée en tant que telle, les tumultes qui la secouent, comme la purge des *gülenistes* remplacés par des *néo-kémalistes ulusalcı*, se répercutent sur la politique étrangère qui en découle.

Enfin, ces nombreux éléments ont perpétué le règne de la violence, que l'armée et le « bloc de pouvoir » ont, sciemment ou pas, renforcé en fragmentant la violence légitime par la cooptation de groupes criminels d'extrême-droite, justifiant par là-même l'imposition d'une « méta-idéologie » sécuritaire, tout en agitant la menace du séparatisme ainsi que les syndromes de l'encerclement et de l'ennemi intérieur que nous avons étudiés dans le chapitre précédent, pour continuer de justifier la prégnance des forces prétoriennes sur le pays. Nous voyons donc que la question de l'intégrité territoriale, au-delà de son ancrage réel que nous avons longuement examiné, recèle également d'un formidable potentiel d'instrumentalisation par les forces prétoriennes. Cette violence continue d'être perpétuellement produite au sein même de l'armée et du service militaire, qui continue de voir passer une proportion importante de la population turque masculine, et où la sociologue Sümül Kaya a examiné la façon dont les conscrits sont socialisés à la violence de manière tant verticale qu'horizontale³⁸⁵.

³⁸⁵ Sümül KAYA, « “De l'illégalité à la légitimation” : la socialisation à la violence des conscrits de l'armée turque », in *Déviance et société*, 2013, Vol. 37, No. 4, pp. 509-531.

4. Les grands développements dans un monde post-Guerre froide

Longtemps cantonnée dans l'isolationnisme de la maxime « paix chez soi, paix chez les voisins », la Turquie ne montrait pas de velléité d'influence régionale, restant prudemment à l'écart des conflits qui secouaient ses voisins, que ce soit le conflit israélo-arabe, la guerre Iran-Irak ou encore la guerre du Liban. Mais la fin de la Guerre froide apportait son lot de bouleversements : la fin de la menace soviétique reconfigurait l'importance géostratégique de la Turquie dans l'OTAN, des guerres sanglantes aux accents ethno-confessionnels éclataient dans les anciennes terres de l'Empire ottoman aux frontières de la Turquie, dans le Caucase et dans les Balkans et les indépendances nouvelles des républiques turciques d'Asie centrale offraient de nouvelles opportunités en termes d'influence et de marchés extérieurs. Si jusqu'ici le travail s'est essentiellement concentré sur la question militaire, cette partie abordera les autres aspects de la politique étrangère évoquées en introduction, comme les questions énergétique, économique et de *soft power*, ainsi que le rôle joué par la personnalisation du pouvoir en Turquie.

La fin de l'isolationnisme

4.1.1. Les années Özal : prémisses d'une ouverture

Après les années de plomb ayant pratiquement débouché sur une guerre civile à la fin des années 1970, comme nous l'avons longuement exposé dans le chapitre précédent, le réveil est dur pour la Turquie, qui se retrouve sous le régime militaire le plus violent depuis la naissance de la République, et avec une société et une économie durement marquées. Nous avons vu que la crise économique éclatant à la fin des années 1970 était notamment due au manque d'insertion de la Turquie dans la division internationale du travail, qui avait été fortement secouée par les chocs pétroliers successifs. La Turquie va désormais s'appliquer à mettre en place les « Précautions de stabilité du 24 janvier 1980 », élaborées sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, afin d'en faire une économie de marché et d'intégrer le pays à la mondialisation³⁸⁶. Parvenu au pouvoir après la dictature militaire, durant laquelle il a servi en tant que Conseiller du chef d'Etat et leader du putsch Kenan Evren, Turgut Özal, à la tête de son Parti de la mère patrie (*Anavatan Partisi*, ANAP), devient la nouvelle incarnation de la droite turque après l'interdiction de la plupart des partis consécutivement au coup d'Etat. Son profil diffère des dirigeants classiques de la Turquie, et notamment des *kémalistes* : issu d'une famille pieuse anatolienne³⁸⁷, il se rapproche plus d'un Adnan Menderes et préfigure déjà la future perte de crédit des élites stambouliotes et ankariotes. Il entre ainsi dans les fonctions de Premier ministre en 1983, qu'il ne quittera que pour devenir président de la République en 1991, n'allant pas au bout de son mandat puisqu'il décède en 1993. Dans le sillage du tournant néolibéral global initié par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, c'est sous sa coupe que vont s'opérer la libéralisation de l'économie et l'entrée brutale dans la mondialisation : notons par exemple une libéralisation des importations, des mesures d'encouragement des exportations, des mesures restrictives pour la demande intérieure, ou encore des réformes fiscales telles que l'institution de la TVA, ce qui s'accompagne de mesures d'austérité instaurées par la junte militaire, comme la suppression du droit de grève³⁸⁸. Deniz Akagül note que cette ouverture aux marchés extérieurs constitue la seconde rupture économique de l'histoire de la République, après l'orientation du « repli sur soi » opéré par Atatürk dans les années 1930³⁸⁹. Même s'il faudra attendre les années 2000 pour voir le volume des exportations exploser, on peut toutefois noter qu'il est multiplié par 6 entre 1980 et 1990, passant de 2.9 milliards USD à 13 milliards USD, puis 27.8 milliards USD en 2000 et 169.5 milliards USD en 2020³⁹⁰.

³⁸⁶ Ahmet SAHINOZ, « D'une crise à l'autre en Turquie », in *Revue du tiers-monde*, 1991, Vol. 125, p. 188.

³⁸⁷ Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, Lonrai, Editions de la Martinière, 2004, p. 242.

³⁸⁸ Ahmet SAHINOZ, « D'une crise à l'autre en Turquie », *op. cit.*, p. 188.

³⁸⁹ Deniz AKAGÜL, « L'économie face aux défis de la mondialisation », *op. cit.*, pp. 225-227.

³⁹⁰ Données de la Banque mondiale [En ligne].

Cette libéralisation de l'économie verra ainsi se former d'importantes *holdings*, souvent sur des bases familiales, contrôlant des pans entiers de l'économie, notamment à l'exportation³⁹¹. Ces groupes oligopolistiques sont réunis dans l'Association des industriels et des hommes d'affaires turcs (*Türk Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği*, TÜSIAD), la plus importante organisation patronale du pays fondée en 1971, dont les objectifs sont d'aider au développement d'une structure sociale « fidèle aux objectifs et principes de civilisation moderne d'Atatürk [en] respectant les libertés d'initiative, de croyance et de pensée, fondée sur les principes universels de la démocratie et des droits de l'homme »³⁹². En sont exclues les entreprises liées au « capital vert », c'est-à-dire celles dont les dirigeants sont connus pour leur proximité avec l'Islam politique. Ceux-ci vont par conséquent s'organiser au sein de l'Association des entrepreneurs et industriels indépendants (*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, MÜSIAD)³⁹³, sur laquelle nous reviendrons. En outre, la TÜSIAD se dote également de cellules de recherche et affiche la volonté d'apparaître comme un acteur clé du débat public, et ses leaders ont leurs entrées dans de nombreux gouvernements³⁹⁴. Le milieu des années 1980 coïncide également avec l'arrivée d'une nouvelle génération d'entrepreneurs (qui ne sont autres que les fils des grands entrepreneurs de la génération précédente). Cette nouvelle génération, forte d'une éducation occidentale (à titre d'exemple, Bülent Eczacıbaşı, à la tête du groupe *Eczacıbaşı*³⁹⁵, est diplômé de l'université de Londres et du *Massachusetts Institute of Technology*³⁹⁶). Ceux-ci vont donc plaider pour une accélération de l'intégration européenne pour accéder à ce marché, en opérant un rapprochement multiforme, tantôt en multipliant les rencontres avec les milieux d'affaires et autorités politiques européens, tantôt en adhérant à l'UNICE (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe)³⁹⁷. Si cet activisme se heurtera, en 1989, aux réalités étatiques, avec un nouveau refus de la Communauté économique européenne (CEE), qui souhaite limiter la coopération à une union douanière³⁹⁸, il contribue à l'ouverture aux marchés européens pour la Turquie : les exportations vers l'UE passent de 769.7 millions USD en moyenne annuelle dans les années 1970 à 3.2 milliards USD dans les années 1980, puis 11.2 milliards USD dans les années 1990, malgré un solde toujours largement déficitaire³⁹⁹.

Enfin, la campagne de privatisations menée par le Premier ministre pavera également la voie à une explosion de la vie associative et une prolifération des ONG⁴⁰⁰. Celle-ci se fait également en réponse aux années de dictature militaire (1980-1983) qui avait, plus que jamais, cloisonné l'État par rapport à la société civile⁴⁰¹. Après la forte violence de la fin des années 1970, l'État a également toléré, voire encouragé les activités religieuses, pour faire face à la « menace communiste ». C'est dans ce contexte que la *cemaat* dirigée par Fetullah Gülen va connaître un certain essor que va largement approvisionner le Président Özal à partir de l'implosion de l'URSS : dans les nouvelles républiques d'Asie centrale, le mouvement *Fetullahçı* va entamer un important travail, non seulement de missionnariat mais aussi de *soft power*, à travers l'ouverture de nombreuses écoles qui vont rapidement être perçues comme des ambassades de la Turquie dans ces États fraîchement indépendants⁴⁰². A la fin des années 1990, plus de 74 écoles fréquentées par plus de 15 000 élèves sont implantées en Ouzbékistan, au Kazakhstan, au Kirghizistan et

³⁹¹ Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, p. 261.

³⁹² *Ibid.*, p. 262.

³⁹³ *Ibid.*

³⁹⁴ *Ibid.*, pp. 261-262.

³⁹⁵ Groupe actif dans les matériaux de construction, les biens de consommation, la santé ou encore les ressources naturelles. Selon le dernier rapport annuel, son chiffre d'affaires en 2020 s'élevait à 11.08 milliards en livres turques, soit 1.27 milliard USD, et ses actifs à 12.67 milliards en livres turques soit 1.46 milliard USD, ECZACIBAŞI GROUP, *Annual Report 2020, 2020* [En ligne].

³⁹⁶ Ozan SERDAROĞLU, « Les transformations des registres d'action de TÜSIAD dans les années 1990 : le rôle de l'enjeu européen », in *European Journal of Turkish Studies*, 2009, Vol. 9, pp. 4-5.

³⁹⁷ *Ibid.*, pp. 6-7.

³⁹⁸ Deniz AKAGÜL et Semih VANER, « Les incertitudes européennes », *op. cit.* pp. 294-295.

³⁹⁹ Deniz AKAGÜL, « L'économie turque depuis l'avènement de la République : performances ou contreperformances ? », in Semih VANER, *La Turquie*, *op. cit.*, pp. 462-463.

⁴⁰⁰ Nilüfer GÖLE, « Secularism and Islamism in Turkey : The Making of Elites and Counter-Elites », *op. cit.*, p. 47.

⁴⁰¹ Gérard GROG, « L'essor d'une société civile face aux incertitudes démocratiques », *op. cit.*, p. 71.

⁴⁰² A ce sujet, voir Bayram BALCI, « Fetullah Gülen's Missionary Schools in Central Asia and their Role in Spreading of Turkism and Islam », *op. cit.*

au Turkménistan⁴⁰³. Soutenue par l'Etat malgré la tendance de ce dernier à la voir comme une menace à l'interne, la *cemaat* est une bonne illustration de cette timide ouverture et réorientation de la doctrine de politique étrangère à laquelle on assiste lors des années au pouvoir de Turgut Özal, le premier dirigeant à être qualifié de « néo-ottomaniste »⁴⁰⁴.

4.1.2. La nécessité d'une réorientation géostratégique dans l'OTAN

Durant de nombreuses décennies, la Turquie, « porte-avion insubmersible » du *containment* de l'URSS, s'est contentée de cette importance géostratégique dans l'OTAN, qui lui assurait une rente militaire et économique importante (2.3 milliards USD d'aide militaire entre 1948 et 1964, et 1.4 milliards USD d'aide économique entre 1950 et 1962)⁴⁰⁵. En 1980, la Turquie et les Etats-Unis signent l'accord *Defense and Economics Cooperation Agreement* (DECA) qui prévoit une aide à hauteur de 450 millions de dollars permettant d'acheter du matériel militaire américain⁴⁰⁶. La fin de la Guerre froide, qui apporte déjà son lot de bouleversements géopolitiques au niveau macro, met donc fin au rôle historique de la Turquie dans le système de défense de l'Alliance nord-atlantique.

La première décision importante de la Turquie a ainsi été de se joindre à la coalition contre l'Irak, lors de la guerre du Golfe (1990-1991) : toujours dépendante de l'aide militaire américaine, la Turquie a ainsi vu l'occasion rêvée de s'affirmer comme un partenaire incontournable de la désormais seule superpuissance mondiale, dans la politique de celle-ci au Moyen-Orient⁴⁰⁷. Elle dispose en effet d'un levier de poids : l'oléoduc reliant Kirkuk à Yumurtalik, dans le golfe d'Alexandrette, transporte près de la moitié du pétrole irakien destiné à l'exportation. La Turquie annonce ainsi sa fermeture après la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant la mise sous embargo de l'Irak⁴⁰⁸. Excepté cette mise en conformité par rapport à l'embargo, le soutien turc à la coalition se limitera à l'autorisation donnée pour l'utilisation de la base aérienne d'İncirlik⁴⁰⁹ qui avait été construite dans les années 1950 dans le cadre de l'intégration de la Turquie à l'OTAN. La guerre du Golfe inaugure donc une politique moyen-orientale plus active pour la Turquie, également liée à l'intensification de la guerre interne contre le PKK, soutenu, comme nous l'avons vu, par la Syrie et la Grèce, et qui peut désormais exploiter le vide de pouvoir au Kurdistan irakien pour s'en servir comme base afin de mener des opérations⁴¹⁰. C'est dans ce contexte que la Turquie opère un rapprochement avec Israël : signature d'un accord sur la coopération militaire et technique, puis un accord de libre-échange (les accords sont maintenus secrets dans un premier temps), ainsi qu'une coopération entre le *Mossad* et le *MİT* qui sera une aide bienvenue pour localiser les bases du PKK en Syrie⁴¹¹.

Dans les Balkans, les enjeux étaient différents. La politique balkanique de la Turquie, notamment dans le contexte des guerres ayant éclaté dans les années 1990, doit se comprendre à la lumière d'enjeux sécuritaires⁴¹², mais aussi de lutte d'influence régionale avec la Grèce, ce qui l'a poussée à s'engager, dans le cadre du conflit qui allait déchirer la Yougoslavie durant une décennie, dans une intense activité diplomatique et de maintien de la paix⁴¹³, tout en alarmant régulièrement ses alliés sur les crimes de guerre

⁴⁰³ *Ibid.*, p. 157.

⁴⁰⁴ Kaya UGUR, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l'Etat turc », *op. cit.*, p.22.

⁴⁰⁵ William HALE, *Turkish Foreign Policy since 1774*, *op. cit.*, pp. 87-89.

⁴⁰⁶ Ana POUVREAU, « Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie », *op. cit.*, p. 53.

⁴⁰⁷ William HALE, *Turkish Foreign Policy since 1774*, *op. cit.*, pp. 158-159.

⁴⁰⁸ *Ibid.*

⁴⁰⁹ *Ibid.*

⁴¹⁰ Sabri SAYARI, « Turkish Foreign Policy in the Post-Cold War Era: The Challenges of Multi-Regionalism », in *Journal of International Affairs*, 2000, Vol. 54, No. 1, p. 171.

⁴¹¹ Murat Metin HAKKI et Adrian DELLECKER, « Dix ans d'alliance turco-israélienne », in *Politique étrangère*, 2006, No. 2, pp. 423-425.

⁴¹² Notamment une crainte de débordement du conflit en Turquie qui a été une terre d'accueil d'émigrés yougoslaves depuis la fin de la Seconde guerre mondiale (un peu moins de 190 000 individus). Une émigration qui a repris en intensité après le début des hostilités en Bosnie-Herzégovine à partir de 1992 (environ 20 000 réfugiés bosniaques). Voir à ce sujet Kemal KIRIŞCI, « Post Second World War Immigration from Balkan Countries to Turkey », in *New Perspectives on Turkey*, Vol. 12, pp. 61-77.

⁴¹³ Sabri SAYARI, « Turkish Foreign Policy in the Post-Cold War Era: The Challenges of Multi-Regionalism », *op. cit.*, pp. 176-177.

commis à l'encontre des bosniaques, faute de pouvoir intervenir militairement⁴¹⁴. Elle rejoindra finalement la Force de protection des Nations unies en y adjoignant 1500 hommes chargés d'imposer un cessez-le-feu entre Croates et Bosniaques dans la ville de Zeneca, ce qui a nettement renforcé son image d'allié providentiel, à la fois auprès des populations locales, et auprès de ses alliés occidentaux⁴¹⁵. La Turquie a par la suite fortement appuyé les bombardements de l'OTAN au Kosovo, fournissant un détachement d'avions de combat F-16, puis a accueilli près de 8000 réfugiés kosovars après les hostilités⁴¹⁶. Au-delà du conflit yougoslave, et hors du cadre de l'OTAN, la Turquie a également cherché à développer des relations bilatérales, notamment avec l'Albanie et la Bulgarie, qui sortaient toutes deux de décennies de régime communiste⁴¹⁷. Si la coopération avec l'Albanie s'est essentiellement limitée à une aide militaire, la fin de la répression de la minorité turcophone de Bulgarie après la chute du régime de Todor Jivkov a permis de renforcer les liens entre les deux pays : un traité d'amitié a été signé et la Turquie a fermement appuyé la candidature bulgare à l'OTAN⁴¹⁸ (celle-ci y adhérant en 2004). Les échanges commerciaux ont par ailleurs été décuplés, passant de 42 millions USD en 1990 à 718 millions en 2000, puis 4.1 milliards USD en 2011⁴¹⁹.

La nécessité d'une réorientation s'est donc bien fait sentir chez les décideurs de la politique étrangère turque, tout particulièrement chez Turgut Özal, qui a dû fermement batailler contre une partie de sa majorité parlementaire, et notamment son ministre des Affaires étrangères Mesut Yilmaz, opposé, comme une bonne partie de l'opinion publique, à une implication dans la guerre du Golfe⁴²⁰. Le choix de se contenter d'autoriser la coalition de se servir de la base aérienne d'Incirlik plutôt que de dépêcher des troupes, comme le voulait Özal, apparaît dès lors comme un compromis. La participation à l'embargo est un signe beaucoup plus fort, l'Irak ayant été un partenaire économique important jusqu'alors, et le coût de la suspension du commerce était estimé à 2 milliards USD annuels pour la Turquie⁴²¹. Pour autant, cette loyauté a permis à Ankara de renforcer les relations bilatérales avec Washington, avec une coopération dans les domaines de la sécurité, de la politique, de l'économie, et des sciences et technologies, notamment dans une optique d'endiguement de la République islamique d'Iran⁴²². Le rôle joué durant la guerre de Yougoslavie a quant à lui permis à la Turquie, dans une tactique d'équilibriste, de se positionner comme un acteur indépendant, à travers son activisme en faveur des populations bosniaques, tout en démontrant qu'elle était un allié sur lequel les occidentaux, et tout particulièrement les Etats-Unis, pouvaient compter. Ce repositionnement stratégique pavera la voie à l'émancipation beaucoup plus marquée à laquelle on assistera au XXI^e siècle.

4.1.3. *Le Caucase et l'Asie centrale : une prédominance de l'enjeu énergétique centrée sur l'Azerbaïdjan*

Avec les Républiques socialistes soviétiques (RSS), les liens étaient inexistantes durant la Guerre froide. Après l'implosion de l'URSS, la Turquie a voulu saisir l'opportunité d'apparaître comme un intermédiaire entre les Républiques turciques d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kirghizistan sont turcophones et majoritairement musulmans, le Tadjikistan est également majoritairement musulman mais persanophone) et le système international, d'autant que la zone de la mer Caspienne émerge alors comme un potentiel grand réservoir d'hydrocarbures⁴²³. Nous avons déjà évoqué la pénétration culturelle opérée à travers les écoles de la *cemaat* Fetullahçı en Asie centrale.

⁴¹⁴ William HALE, *Turkish Foreign Policy since 1774*, *op. cit.*, p. 202.

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 203.

⁴¹⁶ *Ibid.*, pp. 204-205.

⁴¹⁷ Sabri SAYARI, « Turkish Foreign Policy in the Post-Cold War Era: The Challenges of Multi-Regionalism », *op. cit.*, p. 178.

⁴¹⁸ *Ibid.*, pp. 178-179.

⁴¹⁹ TÜİK, *Statistical Indicators 1923-2011*, *op. cit.*

⁴²⁰ William HALE, *Turkish Foreign Policy since 1774*, *op. cit.*, p.160.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 162.

⁴²² Semih VANER (dir.), *La Turquie*, *op. cit.*, pp. 503-504.

⁴²³ Sabri SAYARI, « Turkish Foreign Policy in the Post-Cold War Era: The Challenges of Multi-Regionalism », *op. cit.*, pp. 172-173.

Plus globalement, la Turquie va établir de l'aide au développement (à travers son agence étatique TİKA), et envahir le marché de la construction, tout en cherchant des marchés d'exportation⁴²⁴.

Mais c'est surtout avec l'Azerbaïdjan, dont elle est le premier pays à reconnaître l'indépendance en janvier 1992, que les liens vont se développer. Durant la courte présidence d'Aboufzaz Elçibey (juin 1992-septembre 1993), les relations diplomatiques vont connaître un développement important, celui-ci étant proche d'idéologues panturquistes favorables à une influence accrue de la Turquie dans leur nouvelle république⁴²⁵. L'Azerbaïdjan offrait à la Turquie un pont territorial vers les républiques turques d'Asie centrale, alors que la Turquie pouvait faire profiter son nouvel allié de ses liens privilégiés avec les puissances occidentales, et notamment les Etats-Unis⁴²⁶. L'orientation entièrement pro-turque de l'Azerbaïdjan va s'effriter après qu'Elçibey fut renversé par Heydar Aliyev, ancien membre du *Politburo* qui va prôner un retour de l'Azerbaïdjan dans le giron russe, rejoignant la Confédération des Etats indépendants (CEI), qui réunit la plupart des anciennes RSS, dès l'été 1993⁴²⁷, et favorisant l'entrée du géant russe du pétrole *Lukoil* dans le capital de la *State Oil Company of Azerbaijan Republic* (SOCAR) à hauteur de 10 %⁴²⁸.

Pour autant, la Turquie demeure le partenaire privilégié de l'Azerbaïdjan même sous le régime Aliyev (père et fils) : à partir de 1994 et jusqu'à la fin des années 1990, une dizaine d'accords, protocoles ou traités militaires, politiques et économiques sont signés entre les deux pays⁴²⁹. On notera notamment un traité d'amitié et de collaboration globale, et un protocole de coopération et d'assistance mutuelle, tous deux signés en février 1994. La coopération a également été facilitée par des structures économiques complémentaires : l'économie azerbaïdjanaise reposait essentiellement sur sa richesse en hydrocarbures, et la Turquie était en recherche de marchés pour des biens manufacturés⁴³⁰. C'est également dans les années 1990 que la Turquie voit sa demande énergétique bondir : la consommation d'électricité par habitant passe de 930 KWh en 1990 à 1653 en 2000, puis 2847 en 2014 (dernières données disponibles⁴³¹). Mais l'enjeu énergétique pour la Turquie est double : si la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques lui est vitale, les liens avec l'Azerbaïdjan lui permettent également, à terme, de se positionner en *hub* énergétique à même d'assurer l'approvisionnement de l'Europe⁴³². Si elle n'est elle-même pas productrice d'hydrocarbures (du moins pas destinés à l'exportation), elle est frontalière de plusieurs géants dans ce domaine : l'Iran (9 % des réserves mondiale de pétrole et 16.1 % des réserves mondiales de gaz naturel), l'Irak (8.4 % et 1.8 %), la Russie à travers la mer Noire (6.2 % et 19.1 %) et l'Azerbaïdjan (0.4 % et 1.4%)⁴³³. La mise en route imminente du corridor gazier sud-européen, visant à acheminer le gaz d'Azerbaïdjan vers l'Europe, et dont le plus long tronçon, le TANAP (*Trans-Anatolian Pipeline*), traverse la Turquie de la Géorgie à la Grèce et a été inauguré en juin 2018⁴³⁴, peut faire de la Turquie le pays le plus à même de réduire la dépendance énergétique de l'Europe à la Russie. Une récente analyse du Parlement européen souligne en effet avec insistance la dépendance de l'Union aux hydrocarbures russes (27 % des importations de pétrole et 39 % des importations de gaz au premier trimestre 2019⁴³⁵), et fait part d'inquiétudes liées à la sécurité de cet approvisionnement, notamment à travers le conflit rampant avec

⁴²⁴ Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », in *Journal of Caspian Affairs*, 2015, Vol. 1, No. 1, p. 26.

⁴²⁵ Mehmet DIKKAYA et Jason E. STRAKES, « A paradigm shift in Turkish-Azerbaijani Relations ? Result for Turkish Armenia Reconciliation process between 2008 and 2010 », in *Review of Socio-Economic Perspectives*, 2011, Vol. 2, No. 1, p. 85.

⁴²⁶ Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », *op. cit.*, p. 25.

⁴²⁷ Mehmet DIKKAYA et Jason E. STRAKES, « A paradigm shift in Turkish-Azerbaijani Relations ? Result for Turkish Armenia Reconciliation process between 2008 and 2010 », *op. cit.*, p. 93.

⁴²⁸ *Ibid.*, pp. 93-94.

⁴²⁹ Pour une liste de ces traités, voir tableau 1 dans *Ibid.*, p. 91.

⁴³⁰ Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », *op. cit.*, p. 27.

⁴³¹ Données de la Banque mondiale [En ligne].

⁴³² Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », *op. cit.*, p. 25.

⁴³³ BP, *Statistical Review of World Energy 2020*, 2020, [En ligne].

⁴³⁴ Georgi GOTEV, *Three presidents inaugurate TANAP pipeline in Turkey*, euroactiv.com, 2018, [En ligne].

⁴³⁵ Martin RUSSEL, *La sécurité énergétique dans la politique extérieure de l'Union européenne*, Service de recherche du Parlement européen, 2020, [En ligne]. p. 6.

l'Ukraine, par laquelle le gaz russe transite⁴³⁶. Mentionnons également le développement en cours du *Turkish Stream*, remplaçant du projet avorté du *South Stream*, devant permettre à la Russie d'exporter son gaz vers l'Europe en contournant le territoire ukrainien par la Thrace orientale, et permettant par ailleurs à la Turquie de bénéficier de tarifs préférentiels sur le gaz russe⁴³⁷.

La relation avec l'Azerbaïdjan a donc été fortement fructifiée. D'autant qu'elle ne s'arrête pas là. Près de 800 entreprises turques y sont présentes⁴³⁸, notamment dans les secteurs de la construction, des transports ou encore de la télécommunication⁴³⁹. Il faudra toutefois attendre les années 2000 pour voir le commerce bilatéral prendre un essor notable. Les exportations de la Turquie vers l'Azerbaïdjan passent de 231 millions USD à 2.6 milliards USD entre 2002 et 2012⁴⁴⁰, un niveau auquel elles se sont stabilisées depuis, puisque les données pour 2020 étaient de 2.1 milliards USD⁴⁴¹. Cette donnée est toutefois à pondérer, puisqu'elle est à corréliser avec l'augmentation générale des exportations turques, comme nous l'avons vu. Ainsi, les exportations vers l'Azerbaïdjan ne représentent que 1.3 % du total des exportations de la Turquie. Si ce chiffre est en augmentation par rapport au début des années 2000, où il oscillait entre 0.5 et 0.7 %⁴⁴², l'Azerbaïdjan n'est en 2020 que la 21^{ème} destination des exportations turques, loin derrière l'Allemagne (9.4 %), le Royaume-Uni (6.6 %) ou les Etats-Unis (6 %) ⁴⁴³. Au niveau des importations, l'Azerbaïdjan n'en représente que 0.2 % en 2019⁴⁴⁴. En revanche, la part de la Turquie dans l'économie azerbaïdjanaise est beaucoup plus importante que l'inverse : elle représente en effet 14.5 % des importations azerbaïdjanaise et 9% de ses exportations⁴⁴⁵. Ainsi, au-delà de la proximité ethnolinguistique régulièrement clamée par les deux parties pour justifier, notamment leur coopération dans la deuxième guerre du Haut-Karabagh⁴⁴⁶, la relation turco-azerbaïdjanaise doit également se comprendre à travers ces données énergétiques et économiques. La récente « Déclaration de Shushi/Shusha », établie pour couronner la reconquête du Haut-Karabakh, et qui prévoit un approfondissement de la coopération militaire, économique et commerciale, a été signée en grandes pompes en juin dernier⁴⁴⁷, apparaît ainsi comme une nouvelle étape dans la fructueuse relation turco-azerbaïdjanaise.

L'Islam comme vecteur d'expansion

L'ouverture des marchés consécutive aux réformes menées par Turgut Özal, le repositionnement stratégique au sein de l'OTAN dans le cadre de la guerre du Golfe puis de la guerre en Yougoslavie, et le développement de relations bilatérales, notamment avec l'Azerbaïdjan, ont constitué le début d'une politique étrangère plus proactive pour la Turquie. Pour autant, c'est dans les années 2000, après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, qu'elle se décuplera, comme nous l'avons survolé en introduction. Le parti, à la fois lié à l'Islam politique, étant issu d'une scission du *Fazilet Partisi*, mais aussi à la droite conservatrice et libérale turque, a été le moteur de l'émergence nette de la Turquie sur la scène internationale. Derrière la formule très politique de « néo-ottomanisme », nous allons ainsi voir quel rôle a joué l'Islam dans l'émergence de la Turquie comme acteur régional d'importance.

⁴³⁶ *Ibid.*, pp. 16-17.

⁴³⁷ Noémie REBIÈRE, « Les relations russo-turques au prisme des enjeux énergétiques » in *Confluences Méditerranée*, 2018, Vol. 104, No. 1, p. 118.

⁴³⁸ Çağla Gül YESEVI et Burcu Yavuz TIFTIKCIGIL, « Turkey-Azerbaijan Energy Relations : A Political and Economic Analysis », in *International Journal of Energy Economics and Policy*, 2015, Vol. 5, No. 1, p. 39.

⁴³⁹ Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », *op. cit.*, p. 27.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 37.

⁴⁴¹ Données de l'Institut turc de statistiques [En ligne].

⁴⁴² Saban KARDAS & Fatih MACIT, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », *op. cit.*, p. 38.

⁴⁴³ Données de l'Institut turc de statistiques [En ligne].

⁴⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁴⁵ Données du Comité de statistiques de la République d'Azerbaïdjan [En ligne].

⁴⁴⁶ En octobre 2020, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Çavuşoğlu, par le biais de son compte *Twitter*, assurait « ses frères » azerbaïdjanaï du soutien de la Turquie dans l'offensive menée dans le Haut-Karabagh, BELGA, *Haut Karabakh: la Turquie assure son soutien à l'Azerbaïdjan*, rtbf.be, 2020, [En ligne].

⁴⁴⁷ EURONEWS, *Bientôt un consulat turc à Choucha/Chouchi dans le Haut-Karabakh*, 2021, [En ligne].

4.1.4. Le « *boca* » Ahmet Davutoğlu

C'est bien avant la fin de la Guerre froide que naît, dans les cercles islamiques turcs, l'idée selon laquelle la Turquie devrait être proactive et occuper un rôle d'envergure importante sur la scène internationale. Dans les années 1970, autour du premier parti fondé par Necmettin Erbakan, le Parti de l'ordre national (*Millî Nizam Partisi*, MNP) les premières critiques envers l'orientation totalement occidentale de la Turquie vont se formuler, réclamant déjà la formation d'un « Marché commun islamique »⁴⁴⁸. On retrouve dans cette idée de marché commun un élément classique de la rhétorique de l'Islam politique, à savoir que les frontières entre les pays musulmans ont été fixées arbitrairement par les occidentaux dans le but de diviser la « *umma* islamique ». On retrouve cette idée sous la plume du poète et intellectuel influent Sezai Karakoç (1933-), qui plaide alors pour une Grande Fédération Islamique⁴⁴⁹. Cette réorientation ne pourra pas être mise en place par Erbakan une fois arrivé au poste de Premier ministre en 1996⁴⁵⁰ puisqu'il sera rapidement évincé par les forces prétoriennes (malgré la volonté affichée de développer des relations bilatérales approfondies avec d'autres puissances moyennes asiatiques ou africaines, comme l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, l'Égypte ou le Nigeria⁴⁵¹).

C'est dans cette influence qu'a baigné et grandi Ahmet Davutoğlu. Issu d'une famille pieuse de la province de Konya, en Anatolie centrale, où il naît en 1959, il est diplômé de l'université publique du Bosphore, où il obtient un doctorat en sciences politiques et relations internationales. Maîtrisant l'arabe, qu'il a appris lors d'un séjour au Caire puis en Arabie Saoudite, il est à partir de 1990 maître de conférences à l'université internationale islamique de Malaisie. Il continuera d'enseigner, avant sa carrière politique, aux universités de Marmara et Beykent, mais aussi à l'Académie militaire d'Ankara⁴⁵². De ces années d'enseignement lui viendra son surnom de *boca* (maître). Après la publication, en 2001, de son *best-seller* *Stratejik Derinlik* [La profondeur stratégique], il rejoint l'équipe du nouveau Premier ministre R.T. Erdoğan en tant que conseiller diplomatique, du fait de sa réputation d'intellectuel prestigieux et proche des milieux islamistes⁴⁵³. Il continuera son ascension en accédant au poste de ministre des Affaires étrangères en 2009, puis Premier ministre en 2014 jusqu'à son éviction en 2016. Son *best-seller* sera la matrice idéologique de la politique étrangère menée par l'AKP dans sa première décennie au pouvoir.

Il est d'abord nécessaire de revenir sur le titre : *La Profondeur stratégique* est double, géographique et historique. La pensée géographique de Davutoğlu est intimement liée à celle des penseurs britanniques et américains de la fin du XIXe et du début du XXe tels que Halford MacKinder (1861-1947) ou Nicholas Spykman (1893-1943), considérés comme les pères de la géostratégie. L'ambition de MacKinder était de justifier et de maintenir la politique impérialiste britannique. Il va en développer sa « théorie du heartland », le *heartland* correspondant à l'espace eurasiatique. Il structure ainsi le monde en plusieurs espaces, dont le *heartland*, « pivot géographique de l'histoire » car centre de l'Île Monde, faite des continents européen, asiatique et africain, et considérée comme l'ensemble le plus large et le plus riche. Durant l'époque pré-colombienne, le contrôle du *heartland* aurait, selon MacKinder, offert la suprématie mondiale, donnant l'exemple des hordes de cavaliers venues des steppes et faisant régner la terreur à intervalles réguliers⁴⁵⁴. La suprématie européenne daterait de l'époque colombienne, avec la prédominance du pouvoir maritime⁴⁵⁵. Cette configuration change à la fin du XIXe siècle avec l'apparition du chemin de fer, qui redonne une prédominance au *heartland* eurasiatique⁴⁵⁶. Cette « théorie du heartland » sera contestée par l'américain Nicholas Spykman, qui développe la « théorie du rimland ». Le *rimland* correspond à la région intermédiaire qui sépare le *heartland* des mers marginales, et qui constitue une zone de conflit entre les

⁴⁴⁸ Behlül ÖZKAN, « Turkey, Davutoğlu and the Idea of Pan-Islamism », in *Global Politics and Strategy* 2014, Vol. 56, No. 4, pp. 119-120.

⁴⁴⁹ *Ibid.*

⁴⁵⁰ *Ibid.*

⁴⁵¹ Alexander MURINSON, « The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy », in *Middle Eastern Studies*, 2006, Vol. 42, No. 6, p. 962.

⁴⁵² Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., pp. 35-36.

⁴⁵³ *Ibid.*

⁴⁵⁴ H. J. MACKINDER, « The Geographical Pivot of History », in *The Geographical Journal*, 1904, Vol. 23, No. 4, p. 430.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 433.

⁴⁵⁶ *Ibid.*, p. 434.

pouvoirs terrestres et les pouvoirs maritimes. Il est constitué du littoral européen, des « terres désertiques du Moyen-Orient arabe », et des terres de mousson asiatiques, à savoir, le sous-continent indien et la côte orientale de la Chine⁴⁵⁷. Il rejette l'opposition décrite par MacKinder entre pouvoirs terrestres et pouvoirs maritimes, et considère que c'est le contrôle du *rimland*, région plus pourvue en ressources naturelles, au contraire d'une Russie peu dotée en terres arables, qui détermine le sens de l'histoire, d'où la célèbre formule « Who controls the rimland rules Eurasia : who rules Eurasia controls the destinies of the world »⁴⁵⁸.

Ainsi, pour Davutoğlu, la Turquie se trouve à cheval entre le *heartland* et le *rimland*, ce qui lui confère un avantage comparatif unique.

« L'identité régionale composite de la Turquie lui octroie une marge de manœuvre dans plusieurs régions de façon simultanée ; en ce sens [elle] commande une sphère d'influence dans ses environnements immédiats »⁴⁵⁹.

Pour le *boca*, la fin de la Guerre froide constitue l'occasion unique pour la Turquie de remettre la main sur cette « sphère d'influence », composée des Balkans, du Caucase, et surtout du Moyen-Orient⁴⁶⁰. De la même manière que les penseurs impérialistes qui le précèdent d'un siècle, il fait preuve d'un certain déterminisme géographique, utilisant des concepts tels que le *Lebensraum* (espace vital) allemand, faisant usage du terme *hayat alani* qui en est la traduction littérale⁴⁶¹. L'influence allemande ne s'arrête pas là : comme les stratèges de l'Allemagne de Guillaume II ont théorisé leur Etat comme étant un Etat *Mittellage* (de position centrale) sans frontières naturelles ni à l'est ni à l'ouest, et devant, de fait, étendre sa sphère d'influence pour se défendre, Davutoğlu considère que la Turquie est un Etat-pivot, qui s'écroulera s'il n'étend pas sa sphère d'influence⁴⁶².

« La défense de la Thrace orientale et d'Istanbul commence dans la mer Adriatique et à Sarajevo, et la défense de l'Anatolie orientale et d'Erzurum commence dans le Nord-Caucase et à Grozny »⁴⁶³.

Pour établir cette sphère d'influence, elle dispose d'une « profondeur historique », à savoir, quatre siècles de domination sur ces zones. Il considère la Turquie comme « le centre de la civilisation ottomane ayant établi un ordre politique original et de longue durée »⁴⁶⁴. Et c'est au Moyen-Orient, « colonne vertébrale » et « hinterland indispensable » de cette politique expansionniste, que la sphère d'influence doit être entamée⁴⁶⁵. Mais cette expansion ne doit pas se faire militairement : Davutoğlu prône certes une domination économique, mais aussi un consentement mutuel, au sens d'une hégémonie culturelle gramscienne⁴⁶⁶. Cette hégémonie culturelle devrait pouvoir être atteinte à travers leur passé commun au sein de l'Empire ottoman, et coulerait de source du fait de leur appartenance commune à la « civilisation islamique », terme par lequel il remplace *umma*.

« Les prétendus affrontements culturels et civilisationnels sont des raisons extrêmement mineures pour cette atmosphère chaotique car cette région est partie intégrante de la même civilisation, à savoir, la civilisation islamique »⁴⁶⁷.

C'est donc bien l'héritage islamique de l'Empire ottoman qui doit être conservé et mobilisé⁴⁶⁸, afin d'établir un *leadership* turc sur le monde musulman. Mais sa pensée stratégique ne s'arrête pas à ces

⁴⁵⁷ Nicholas John SPYKMAN, *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, 1944, pp. 38-43.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 43.

⁴⁵⁹ Ahmet DAVUTOĞLU, « Turkey's New Foreign Policy », cité dans Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 42.

⁴⁶⁰ Behlül OZKAN, « Turkey, Davutoğlu and the Idea of Pan-Islamism », *op. cit.*, p. 123.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 119.

⁴⁶² *Ibid.*, p. 124.

⁴⁶³ Ahmet DAVUTOĞLU, *Statejik Derinlik*, cité dans *Ibid.*, p. 123.

⁴⁶⁴ Ahmet DAVUTOĞLU, *Statejik Derinlik*, cité dans *Ibid.*, p. 123.

⁴⁶⁵ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 44.

⁴⁶⁶ Behlül OZKAN, « Turkey, Davutoğlu and the Idea of Pan-Islamism », *op. cit.*, p. 124.

⁴⁶⁷ Ahmet DAVUTOĞLU, « The Clash of Interests: An Explanation of the World (Dis)Order », cité dans Alexander MURINSON, « The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy », *op. cit.*, p. 949.

considéranants essentialistes. Le leadership sur le monde musulman doit permettre à la Turquie de devenir une puissance mondiale, ce qu'il illustre avec une métaphore du tir à l'arc : « Plus nous tirons fort au Moyen-Orient, et plus loin nous atterrissons sur la scène internationale »⁴⁶⁹. Pour y parvenir, le *hoca* prône le renouvellement de la diplomatie par l'utilisation du *soft power*, articulé autour de plusieurs principes : rajeunissement des diplomates, priorité donnée à la négociation et au consensus, langage plus sincère et importance de l'anticipation⁴⁷⁰. La diplomatie doit aussi être multidimensionnelle tout en restant cohérente, et « rythmique », c'est-à-dire que la Turquie doit assurer une présence active dans les instances supranationales⁴⁷¹ (nous avons vu en introduction que la Turquie avait postulé, en tout cas à un rôle d'observateur, dans la majorité des organisations diplomatiques et commerciales internationales et régionales). La maxime « Zéro problème avec les voisins » découlera de ce cadre opérationnel.

4.1.5. L'hinterland moyen-oriental ou le déploiement opérationnel d'un cadre idéologique

Les travaux du « Kissinger turc » vont servir de cadre au déploiement diplomatique orchestré par l'AKP une fois parvenu au pouvoir. Il en faudra au moins autant pour redorer l'image de la Turquie auprès des populations arabes. L'image de la Turquie comme un allié indéfectible des États-Unis n'aide pas, tout comme le fait qu'elle fut le premier État à majorité musulmane à reconnaître l'État israélien en 1949. Si la Turquie s'en était quelque peu détachée (refusant par exemple de prêter ses bases pour approvisionner Israël en carburant lors des deux guerres israélo-arabes de 1967 et 1973), le rapprochement stratégique opéré dans les années 1990 que nous avons survolé précédemment, visant notamment à encercler la Syrie baathiste alliée du PKK, n'a pas aidé à redorer l'image de la Turquie dans les pays voisins⁴⁷². Le premier tournant de la réorientation stratégique turque ne va pas tarder. En 2003, les États-Unis de George W. Bush préparent leur opération « Free Iraq ». Lâché par une partie de sa majorité parlementaire, le Premier ministre Erdoğan se voit contraint de refuser un passage par la Turquie aux forces de la coalition, qui avaient pourtant entamé leur débarquement⁴⁷³. Si ce sursaut peut en partie être expliqué par une défiance accrue de la population turque envers l'allié américain depuis l'arrivée au pouvoir des néo-conservateurs (52 % d'opinion favorable dans les années 1990, 15 % en 2003⁴⁷⁴), il marque fermement la volonté d'un rapprochement turco-arabe, en montrant que la Turquie n'est plus la vassale des puissances occidentales⁴⁷⁵. Malgré le soutien qu'il apportait à cet engagement (il y avait tout de même à la clé une aide américaine de 30 milliards USD dont 6 sous forme de dons⁴⁷⁶), ce refus a été un coup politique aussi bienvenu qu'involontaire pour le Premier ministre, surtout au vu des développements postérieurs à l'invasion américaine.

Le rapprochement avec la Syrie sera le premier et le plus spectaculaire : historiquement, les relations turco-syriennes n'ont jamais été bonnes. Ayant accédé à l'indépendance en 1946, la Syrie n'a jamais cessé de reprocher à la Turquie son irrédentisme à propos du Sandjak d'Alexandrette, accordé en 1939 par la France mandataire à la Turquie, ne reconnaissant pas la frontière commune avant 2004⁴⁷⁷. L'antagonisme ne s'est pas tari durant la Guerre froide, Damas s'étant rapidement rangé dans le camp de l'URSS. Dans les années 1980 puis 1990, c'est la question du partage des eaux de l'Euphrate qui exacerbe les tensions, comme nous l'avons vu, puisque la Syrie, pour mettre la pression sur Ankara, avait largement soutenu le PKK, l'autorisant à construire des bases le long des 911 kilomètres de frontière partagée⁴⁷⁸. A la mort

⁴⁶⁸ Behlül OZKAN, « Turkey, Davutoğlu and the Idea of Pan-Islamism », *op. cit.*, p. 129.

⁴⁶⁹ Ahmet DAVUTOĞLU, « Les principes-phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation », cité dans Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁷⁰ Gérard GROG, « La doctrine Davutoğlu : Une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », in *Confluences Méditerranée*, 2012, Vol. 83, No. 4, p. 80.

⁴⁷¹ *Ibid.*

⁴⁷² Michel NAOUFAL, « La diplomatie turque vue par les Arabes », in Dorothee SCHMID (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011, pp. 69-91.

⁴⁷³ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, *op. cit.*, p. 89.

⁴⁷⁴ Hasan KÖSEBALABAN, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, New York, Palgrave MacMillan, 2011, p. 166.

⁴⁷⁵ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 133.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 132.

⁴⁷⁷ Hasan KÖSEBALABAN, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, *op. cit.*, p. 184.

⁴⁷⁸ Jean MARCOU, « Les relations turco-syriennes : De l'idylle à la descente aux enfers », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2012, Vol. 107, No. 3, pp. 93-94.

d'Hafez al-Assad en 2000 après 30 ans de règne, c'est son fils Bashar qui lui succède. Même si le gouvernement précédent avait déjà amorcé sinon un rapprochement, du moins un apaisement, notamment à travers la participation du président Ahmet Sezer aux funérailles d'Hafez al-Assad, c'est la visite diplomatique d'Erdoğan à Damas en 2004 qui établira la base de « l'idylle » turco-syrienne : c'est lors de celle-ci que Bashar al-Assad finira par reconnaître la légitimité de la frontière⁴⁷⁹. Les visites bilatérales vont se poursuivre de part et d'autre, et aboutiront à la signature d'un accord de libre-échange en décembre 2004⁴⁸⁰. La « lune de miel » se poursuivra par la mise en place d'un Conseil de coopération stratégique dirigé par les Premiers ministres des deux pays, puis par la levée des visas en 2009 qui entérine la reconnaissance de la frontière, et permet de doubler le nombre de touristes syriens en Turquie (environ 407 000 en 2008 et un peu moins de 900 000 en 2010)⁴⁸¹. Si le commerce bilatéral ne va pas exploser⁴⁸², ce sont les investissements qui vont prendre une tournure nouvelle : en 2011, la Turquie est au premier rang des Etats investissant en Syrie, avec un stock d'IDE s'élevant à 500 millions USD⁴⁸³. Pour l'AKP et Davutoğlu, le développement positif durant ces premières années avec Damas doit servir de modèle à l'intégration régionale qu'il veut mettre en place sous sa coupe. Damas est ainsi considérée comme la porte vers *Phinterland* moyen-oriental. En 2010, R.T. Erdoğan va jusqu'à proposer la création d'une zone de libre-échange regroupant la Turquie, la Syrie, le Liban et la Jordanie, qu'il baptiserait « espace Şamgen »⁴⁸⁴, *Şam* étant la version turcifiée du terme arabe *al-shams*, le Levant, terme désignant grossièrement l'espace syro-libanais. Il apparaît donc clairement que derrière l'aspect civilisationnel se cache bel et bien des enjeux économiques d'importance. Nous reviendrons sur ces enjeux plus en détails dans la section suivante.

En Irak, la Turquie s'engage dans la reconstruction économique après l'invasion américaine pour des raisons avant tout sécuritaires dans un premier temps. La priorité d'Ankara est de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak, et d'éviter l'autonomisation du nord du pays, peuplé majoritairement de Kurdes, de peur qu'il serve de base arrière au PKK. Le gouvernement refuse d'abord de traiter avec un interlocuteur autre que Bagdad⁴⁸⁵. Pourtant, la réalité du terrain va rapidement contraindre Ankara à s'engager dans des relations bilatérales avec Erbil, la capitale du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), quasiment autonome *de facto*, y ouvrant même un consulat en 2010⁴⁸⁶.

Le développement de relations avec le GRK constitue pour la Turquie une aubaine à plusieurs égards. Sur le plan économique, elles lui permettent d'approfondir une présence déjà fortement marquée en Irak, où près de la moitié des entreprises étrangères sont turques, en particulier dans le bâtiment et l'industrie de l'acier. L'Irak est par ailleurs la première cible des exportations turques hors-UE avec un volume de 6 milliards USD en 2010, constitué notamment de produits agro-alimentaires⁴⁸⁷. En consolidant les relations bilatérales avec le GRK, région frontalière et de loin la plus stable d'Irak, où 745 entreprises turques sont présentes en 2011⁴⁸⁸, la Turquie s'assure une pérennité de la pénétration du marché irakien. D'aucuns vont même jusqu'à qualifier le Kurdistan irakien de « colonie turque »⁴⁸⁹. Mais la région a un attrait autrement plus important pour la Turquie : un quart du pétrole irakien transite par l'oléoduc reliant Kirkuk, dans le nord de l'Irak, à Yumurtalik. Une partie de ce pétrole est ensuite acheminée vers le port méditerranéen de

⁴⁷⁹ Hasan KÖSEBALABAN, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, *op. cit.*, p. 185.

⁴⁸⁰ Jean MARCOU, « Les relations turco-syriennes : De l'idylle à la descente aux enfers », *op. cit.*, p. 95.

⁴⁸¹ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, pp. 126-127.

⁴⁸² Les exportations sont multipliées par 10 entre 2000 et 2010, mais c'est en lien avec l'explosion générale du commerce extérieur turc. Elles passent de 0.7 % des exportations totales à 1.6 %, alors que les importations diminuent en part du total des importations (1 % en 2000, 0.4 % en 2010), malgré une légère augmentation. Données de l'Institut turc de statistiques [En ligne].

⁴⁸³ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 127.

⁴⁸⁴ *Ibid.*

⁴⁸⁵ Jean-Paul BURDY et Jean MARCOU, « Le cheminement complexe des nouvelles relations turco-arabes », in *Hérodote*, Vol. 148, No. 1, p. 11.

⁴⁸⁶ Julien CÉCILLON, « L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque », in Dorothee SCHMID (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* *op. cit.*, pp. 185-204.

⁴⁸⁷ Rémi BOURGEOT, « Une réorientation de l'économie turque vers le Moyen-Orient ? », in Dorothee SCHMID (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* *op. cit.*, pp. 93-112.

⁴⁸⁸ *Ibid.*

⁴⁸⁹ Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, p. 188.

Ceyhan, pour l'exportation vers les marchés européens⁴⁹⁰. Nous voyons donc, comme pour ce que nous avons examiné dans le cas de l'Azerbaïdjan, que l'enjeu énergétique est encore très présent. L'Irak fait partie des géants des hydrocarbures à un degré bien supérieur à l'État sud-caucasien, et rentre pleinement dans la stratégie turque de se positionner en *hub* énergétique en mesure de sécuriser l'approvisionnement des hydrocarbures d'Asie centrale et du Moyen-Orient vers l'Europe. Enfin, des raisons tactiques expliquent également le développement des relations entre Ankara et Erbil : maintenir des bonnes relations avec les Kurdes irakiens permet de décrédibiliser le PKK, puisque le GRK a soutenu le semblant d'ouverture kurde (que nous avons évoqué dans la première partie) effectué par l'AKP envers sa population kurde⁴⁹¹. En outre, l'ouverture frontalière a permis de développer les échanges entre Kurdes turcs et irakiens : les foires organisées à Diyarbakır sont passées de 4 en 2008 à 12 en 2011, avec un rayonnement international, et des relations commerciales transfrontalières autres que la contrebande se sont développées⁴⁹² ce qui a permis d'endiguer temporairement le sous-développement de la région et d'affaiblir de fait la rébellion kurde⁴⁹³.

Si c'est avec Erbil que la relation est la plus poussée, Ankara n'en oublie pour autant pas Bagdad. En 2009, les deux pays signent ainsi 48 accords de coopération portant sur le partage des eaux, la sécurité, le transport et l'énergie, et à l'instar de la Syrie, un Conseil de coopération stratégique est créé⁴⁹⁴. Les relations développées par le gouvernement de l'AKP avec ses voisins syrien et irakien sont les cas les plus marquants et, dans un premier temps, réussis du développement de la politique moyen-orientale de la Turquie. D'autres ouvertures ont également été faites, notamment dans le Maghreb, dans la poursuite d'un objectif essentiellement économique. Un accord de libre-échange est signé avec l'Égypte en 2005, faisant passer le commerce bilatéral de 600 millions USD en 2002 à 4.2 milliards USD en 2011⁴⁹⁵. Des accords de libre-échange sont également signés avec le Maroc et la Tunisie en 2004, ce qui va doubler le commerce bilatéral avec chacun des deux pays (de 411 millions USD en 2005 à 1 milliard USD en 2011 pour la Tunisie et de 514 millions USD à 1.34 milliard USD avec le Maroc pour la même période)⁴⁹⁶. Les ouvertures seront plus poussées avec l'Algérie et la Libye, R.T. Erdoğan développant des relations personnelles tant avec Mouammar Kadhafi (qui lui remet le Prix Kadhafi des Droits de l'homme en 2010) qu'avec Abdelaziz Bouteflika : les échanges avec la Libye passent de 883 millions USD à 2.36 milliards USD entre 2000 et 2010, alors que les entrepreneurs turcs investissent le secteur de la construction en Algérie, remportant près de 195 contrats de marché public pour une valeur totale de 7 milliards USD⁴⁹⁷.

Concernant les autres puissances régionales, la Turquie développe des relations sans précédent avec les monarchies de la péninsule arabique, à un niveau tant politique qu'économique : les échanges commerciaux passent de 1.49 milliard USD à 19.6 milliards USD entre 2002 et 2012, et l'Arabie saoudite, le Bahreïn ainsi que les Emirats Arabes Unis figurent parmi les 10 premiers clients de l'industrie de défense turque⁴⁹⁸. Avec l'Iran, l'AKP se doit d'être plus prudent s'il ne veut pas s'aliéner l'indispensable allié américain. Le rapprochement initial entamé après l'opération « Free Iraq » avait été justifiée par la crainte d'une autonomisation du Kurdistan irakien, l'Iran faisant également face, dans une moindre mesure que la Turquie, à des rébellions kurdes. Lors d'une visite à Téhéran en juillet 2004, Erdoğan signe plusieurs accords de coopération sécuritaire, mais aussi économiques, notamment sur la question du transit du gaz iranien vers l'Europe⁴⁹⁹. Des actions coordonnées ont ainsi été entreprises, contre le PKK mais aussi contre le Parti pour une vie libre au Kurdistan (*Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*, PJAK), organisation

⁴⁹⁰ Rémi BOURGEOT, « Une réorientation de l'économie turque vers le Moyen-Orient ? », *op. cit.*

⁴⁹¹ Julien CÉCILLON, « L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque », *op. cit.*

⁴⁹² Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, *op. cit.*, p. 193.

⁴⁹³ Julien CÉCILLON, « L'Irak, nouvel espace de déploiement de la puissance turque », *op. cit.*

⁴⁹⁴ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 134.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 136.

⁴⁹⁶ *Ibid.*, p. 137.

⁴⁹⁷ *Ibid.*, pp. 137-138.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, pp. 139-141.

⁴⁹⁹ Alexander MURINSON, « The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy », *op. cit.*, p. 957.

politique et armée en rébellion contre le régime iranien⁵⁰⁰. La question énergétique est également au centre de la relation, l'Iran étant le deuxième fournisseur de gaz de la Turquie après la Russie⁵⁰¹.

C'est également en termes de *soft power* que la Turquie entend mettre en place sa stratégie. Certains de ces aspects ont déjà été abordés dans le présent travail (le travail de l'agence de développement TİKA, la fondation *Yunus Emre* ou encore les écoles *gülenistes* qui se développent au Moyen-Orient dans les années 2000⁵⁰²). Il est encore nécessaire de parler de l'usage par le gouvernement des séries télévisées, qui connaissent un certain succès d'audience dans le monde arabe. L'épisode final de la série romantique « *Gülmüş* » (Argent) a ainsi fixé près de 85 millions de téléspectateurs à leur poste de télévision, et « *Mubteşem Yüzyıl* » (Le siècle magnifique), qui romantise le règne de Süleyman Ier au XVI^e siècle aurait attiré près de 150 millions de téléspectateurs dans le monde⁵⁰³. Ces séries multiplient les références à une culture musulmane partagée, tout en mettant sur un piédestal un prétendu « modèle turc » libéral-conservateur, « où coexistent harmonieusement l'économie de marché et la tradition musulmane dans un cadre démocratique »⁵⁰⁴. Ces séries sont certes d'initiative privée, mais l'œil d'Ankara n'est jamais bien loin, surtout dans les cas où elles sont susceptibles de provoquer des crises diplomatiques. Par exemple, la série « *Kurtlar Vadisi* » (La vallée des loups), qui met en scène Polat Alemdar, un « Rambo turc » défendant les populations palestiniennes face aux colons israéliens, montre le *Mossad* kidnappant des enfants et attaquant l'ambassade turque à Tel-Aviv. Cela provoquera un véritable incident diplomatique avec l'Etat hébreu⁵⁰⁵. Il reste toutefois difficile d'évaluer leur succès réel en termes de *soft power*, le succès d'audience ne signifiant pas une adhésion au modèle économique, politique ou social. La Turquie a également lancé un canal arabe de sa chaîne nationale, appelée *TRT At-Turkiya*, mais celle-ci n'a jamais atteint les résultats escomptés (il faut dire que les populations arabes ont déjà le choix entre plus de 700 chaînes arabophones)⁵⁰⁶.

4.1.6. L'émergence d'une bourgeoisie islamique

Depuis le début des années 2000 et après la crise économique qui a frappé le pays en 2001, l'AKP au pouvoir s'est appliqué à poursuivre les politiques économiques élaborées par le FMI, poursuivant et accentuant le tournant néolibéral opéré lors des années Özal. Si l'AKP a obtenu un certain crédit politique pour avoir su gérer la crise économique, il n'a fait que poursuivre ce qui avait été mis en place par le gouvernement précédent qui avait à nouveau fait appel au FMI. Cette politique économique consistait en la maîtrise de l'inflation, la rigueur budgétaire, la « rationalisation » des dépenses publiques, le frein à l'emploi dans le secteur public⁵⁰⁷, ou encore l'accélération du programme de privatisations comme nous l'avons vu. Ce programme de stabilisation sera poursuivi à la lettre par l'AKP jusqu'à la crise des *subprimes* de 2008⁵⁰⁸. C'est ainsi sur la base d'une économie intérieure rebâtie qu'a pu s'effectuer la pénétration des pays voisins. Mais le tournant néolibéral a également permis, dans les années 1990, l'émergence d'une classe d'affaire périphérique à l'élite *kémaliste* et oligopolistique de la TÜSIAD dont nous avons déjà parlé. La sociologue Nilüfer Göle fait également remonter cette émergence de « contre-élites » islamiques aux années 1980 et aux années de pouvoir de l'ANAP de Turgut Özal : alors que dans les années 1970, la vie intellectuelle était plutôt aux mains de la gauche, elle subit peu à peu l'influence des islamistes dans les années 1980, à travers une prolifération de publications, comme les traductions d'islamistes radicaux tels que Sayyid Qutb ou Ali Charî'ati, puis des ouvrages d'intellectuels liés à la *cemaat* Fethullahcı comme Ali

⁵⁰⁰ Hasan KÖSEBALABAN, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, op. cit., p. 183.

⁵⁰¹ *Ibid.*, pp. 183-184.

⁵⁰² En 2012, elles accueillent près de 1500 élèves en Irak. Des écoles ont également été ouvertes en Egypte et au Maroc, pour lesquelles Erdoğan a négocié en personne l'ouverture avec les gouvernements respectifs, Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., pp. 107-108.

⁵⁰³ Julien PARIS, « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question », in *Hérodote*, 2013, Vol. 148, No. 1, p. 156.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, p. 161.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, pp. 165-166 ; Laure MARCHAND, *Le « Rambo turc » consacre le divorce entre Turquie et Israël*, lefigaro.fr, 2011, [En ligne].

⁵⁰⁶ Yves GONZALEZ-QUIJANO, « L'attraction de la modernité « à la turque » dans le monde arabe à travers les productions audiovisuelles » in Dorothée SCHMID (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?* op. cit., pp. 115-126.

⁵⁰⁷ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op. cit., p. 49.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, p. 50.

Bulaç⁵⁰⁹, qui fonde également le quotidien *güleniste Zaman* (Le Temps) en 1986. Le débat public intégrait largement les questions d'islam et de modernité, et contrairement à leurs prédécesseurs, les nouveaux intellectuels islamistes se référaient à des penseurs occidentaux, utilisaient un langage moderne et débattaient avec des intellectuels laïques⁵¹⁰.

C'est dans ce contexte que la classe d'affaire réunie dans l'organisation MÜSIAD, rassemblant les exclus de la TÜSIAD *kémaliste* et séculariste, va émerger dans les années 1990. Leur apparition est en partie liée à la prolifération des communautés religieuses, telles que la *cemaat* de Fetullah Gülen, qui encourage ses membres à la croissance économique⁵¹¹. Sociologiquement, il s'agit d'une classe de petite et moyenne bourgeoisie anatolienne constituée de propriétaires terriens et de petits commerçants très conservateurs, ayant crû dans les années 1950-1960, et ayant été, de fait, mise à l'écart des centres de pouvoir⁵¹², notamment par le coup d'Etat contre le DP d'Adnan Menderes en 1960. Cette classe sera parmi celles sur lesquelles Necmettin Erbakan bâtira son succès à partir des années 1970. Celui-ci mis au ban de la vie politique turque, après la purge consécutive au coup d'Etat de 1980, c'est sur Turgut Özal que cette classe va s'appuyer pour obtenir une place au soleil⁵¹³. Et celui-ci le leur rendra bien : en décembre 1983, il élabore un décret-loi permettant de recourir à un système financier prenant en compte le principe musulman de prohibition du *riba*, terme arabe pour l'usure. Cela équivaut donc à une autorisation des banques islamiques, les premières voyant le jour en 1985⁵¹⁴. C'est dans le sillage de ce capitalisme effréné qu'est fondée la MÜSIAD en 1990, avec l'ambition, comme la TÜSIAD, de s'organiser politiquement. Les aides accordées par Turgut Özal aux PME dans le but de rendre leurs produits compétitifs sur les marchés extérieurs permettront une croissance rapide de plusieurs centres anatoliens, comme Konya ou Gaziantep, ce qui vaudra à leurs dirigeants et actionnaires le surnom de « Tigres anatoliens », en référence aux « Dragons asiatiques » ayant conjugué libéralisme économique et valeurs religieuses et familiales traditionnelles⁵¹⁵. Une image que les leaders de la MÜSIAD ne manquent pas de mettre en avant, faisant eux-mêmes, à demi-mot, le pont avec la sociologie des religions wébérienne, dont le célèbre essai *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* décrivait comment l'ascétisme, la frugalité et la « vocation du travail » liés à la morale protestante avait permis l'émergence d'une économie capitaliste dans l'Europe des XVIe et XVIIe siècles⁵¹⁶. Ainsi, pour Celal Hasnalçaci, propriétaire d'une usine de textile et président de la succursale de la MÜSIAD de Kayseri, « l'ascension des capitalistes anatoliens est due à leur éthique protestante du travail : aucun gaspillage, aucune spéculation, que des réinvestissements des profits »⁵¹⁷.

Le coup d'Etat de 1997 et la nouvelle mise au ban de la vie politique d'Erbakan et son *Refah Partisi* va permettre à cette classe d'accéder au pouvoir dans les années 2000. Si l'islamisme historique du fondateur de *Milli Görüş* est parvenu au pouvoir au milieu des années 1990, c'était plus une manière de sanctionner l'*establishment* politique traditionnel qu'une adhésion massive à son programme⁵¹⁸, laquelle est évaluée à environ 10 % de l'électorat turc⁵¹⁹. Le renversement du gouvernement d'Erbakan et l'interdiction du *Refah* va entraîner une refonte de la mouvance islamique, qui va se reconstruire autour des valeurs de la MÜSIAD : les futurs scissionnaires qui fonderont l'AKP réfléchissent ainsi à un repositionnement

⁵⁰⁹ Nilüfer GÖLE, « Secularism and Islamism in Turkey : The Making of Elites and Counter-Elites », *op. cit.*, p. 56.

⁵¹⁰ *Ibid.*

⁵¹¹ Marie-Elisabeth MAIGRE, « L'émergence d'une "éthique musulmane" dans le monde des affaires turc : réflexions autour de l'évolution du MÜSIAD et des communautés religieuses », in *Religioscope. Etudes et analyses*, 2005, Vol. 7, p.2.

⁵¹² *Ibid.*, pp. 3-4.

⁵¹³ *Ibid.*

⁵¹⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁵¹⁵ *Ibid.*, p. 7.

⁵¹⁶ Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Suivi d'un essai*. Paris, Librairie Plon, 1964.

⁵¹⁷ Cité dans EUROPEAN STABILITY INITIATIVE, *Les Calvinistes Islamiques : Changements et conservatisme en Anatolie centrale*, 2005, p. 25 [En ligne].

⁵¹⁸ Une recherche menée sur un échantillon de 2289 personnes âgées de plus que 19 ans dans 22 provinces en 1995 montre que 59 % des personnes interrogées considèrent que la situation est pire que l'année dernière, et 56 % estiment qu'elle sera pire l'année suivante. 43 % des personnes interrogées ont quant à elles exprimé leur déception à l'égard du gouvernement et des partis d'opposition, Ferhat KENTEL, « L'Islam, carrefour des identités sociales et culturelles en Turquie : le cas de la prospérité », in *CEMOTI*, 1995, Vol. 19, p. 219.

⁵¹⁹ Levent ÜNSALDI, « Entre le néolibéralisme et la morale, la conception musulmane du développement en Turquie », in *Revue internationale de politique de développement*, 2013, Vol. 4, pp. 173-187.

idéologique libéral sur le plan économique et conservateur sur le plan social, afin d'attirer l'électorat de cette bourgeoisie florissante⁵²⁰. Le modèle d'islam modéré porté par l'AKP après son arrivée au pouvoir se situe ainsi « dans un univers bourgeois où les préceptes religieux font bon ménage avec le profit »⁵²¹. Il se construit autour d'une religiosité individualiste et peu militante cherchant avant tout le bien-être personnel et la réalisation de soi, de l'absorption par le religieux de valeurs entrepreneuriales (l'image du *winner*, pieux et efficace économiquement), du marché devenant canal d'expression de la religiosité, et de la défense d'un Etat peu interventionniste associée à une vision mythifiée du local et de la société civile⁵²². La décharge de l'Etat d'une forme quelconque de sécurité sociale s'intègre ainsi parfaitement dans ce cadre idéologique : la charité émanant de la *zakat* (aumône annuel obligatoire, correspondant à 2.5 % du revenu annuel) rend inutile tout système universel de redistribution ou de lutte contre la pauvreté, effacés au profit d'œuvres caritatives⁵²³. Il n'en demeure pas moins que ce modèle s'est imposé dans la Turquie de l'AKP : en 2017, la MÜSIAD comptait 2200 membres liés à 15 000 entreprises actives en particulier dans les secteurs de la construction, du textile, de l'agroalimentaire et de l'électronique. Ces entreprises produisent une valeur ajoutée de 80 milliards USD, des exportations à hauteur de 17 milliards USD et représentent 15 % du PNB national⁵²⁴.

Le lien organique entre l'AKP et la MÜSIAD est ouvertement affiché : en 2004, le Premier ministre d'alors, R.T. Erdoğan posait au centre sur la photographie de couverture du *MÜSLAD Bülteni*⁵²⁵. En novembre 2020, alors président de la République, il était invité d'honneur de la *MÜSLAD Expo*⁵²⁶. Plus globalement, les dirigeants de la MÜSIAD et les membres de l'AKP ont connu le même parcours sociopolitique, ayant été socialisés ensemble dans les milieux islamistes des années 1970⁵²⁷. Des transferts se sont également opérés : Ali Bayramoğlu, un des fondateurs et deuxième président de la MÜSIAD et Mehmet Erdoğan, président de la branche de Gaziantep entre 1998 et 2005, ont été élus députés en 2002⁵²⁸. Ceux-ci sont les plus illustres, mais lorsque l'AKP parvient à la majorité parlementaire, 23 de ses députés sont membres de la MÜSIAD⁵²⁹. C'est finalement un véritable clientélisme qui s'est développé, la MÜSIAD obtenant peu à peu une influence politique et des privilèges économiques du fait de ses liens avec le parti au pouvoir⁵³⁰. Parmi ces avantages, il y a notamment la possibilité d'accéder directement aux marchés extérieurs que l'AKP bâtit durant cette première décennie au pouvoir. Entre 2007 et 2011, le président Abdullah Gül a effectué 70 voyages officiels au cours desquels il s'est fait accompagner par près de 3000 hommes d'affaires, essentiellement issus de la MÜSIAD, ayant pu signer des contrats d'une valeur de 20 milliards USD, dont la moitié au Moyen-Orient et au Maghreb⁵³¹. A l'inverse, la MÜSIAD contribue à l'ouverture turque vers ces pays en établissant des réseaux avec les bourgeoisies islamiques locales. Au Caire, elle a par exemple organisé de multiples ateliers avec la bourgeoisie proche des Frères Musulmans⁵³², participant aux excellentes relations qu'entreprendra l'AKP avec l'éphémère gouvernement de Mohamed Morsi (2012-2013). Ce déplacement des entreprises de la MÜSIAD vers le capitalisme turc central s'est évidemment traduit dans l'évolution des exportations et des mouvements de capitaux : les biens agroalimentaires fabriqués tout particulièrement par les PME de la MÜSIAD⁵³³, sont ceux qui ont connu la progression la plus importante sur la période, passant de 15 à 26 % des exportations turques vers

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Ibid.* Il se base notamment sur Patrick HAENNI, *L'islam de marché*.

⁵²³ *Ibid.*

⁵²⁴ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 89.

⁵²⁵ Marie-Elisabeth MAIGRE, « L'émergence d'une "éthique musulmane" dans le monde des affaires turc : réflexions autour de l'évolution du MÜSIAD et des communautés religieuses », *op. cit.*, p. 20.

⁵²⁶ MÜSIAD, *President Erdoğan visited MÜSLAD expo 2020*, 2020, [En ligne].

⁵²⁷ Dilek YANKAYA-PÉAN, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 126.

⁵²⁸ *Ibid.*

⁵²⁹ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 91.

⁵³⁰ Dilek YANKAYA-PÉAN, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, *op. cit.*, p. 127.

⁵³¹ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, *op. cit.*, p. 92.

⁵³² *Ibid.*

⁵³³ *Ibid.*, pp. 93-94.

les pays arabes entre 2003 et 2009⁵³⁴. Nous pouvons également citer les investissements dans le secteur de la construction, essentiellement issus des entreprises de la MÜSIAD, qui ont atteint 35.5 milliards USD sur la même période⁵³⁵.

4.1.7. Un bilan mitigé

Couronnée de succès dans un premier temps, la politique moyen-orientale de la Turquie va rapidement tourner au cauchemar après les printemps arabes de 2011. Après l'éclatement des premiers heurts en Tunisie et en Egypte, l'idée selon laquelle les bourgeoisies islamiques avec lesquelles les liens ont été tissés les années précédentes puissent parvenir au pouvoir et instaurer un régime basé sur le « modèle turc » d'islam modéré libéral-conservateur germe au sein de l'état-major du parti au pouvoir⁵³⁶. Les victoires du parti *Ennahda* en Tunisie puis des Frères Musulmans en Egypte confirment, dans un premier temps, cette hypothèse⁵³⁷. Mais ces prémisses positives vont tourner court : le renversement de Mouammar Kadhafi par les rebelles aidés par la France et la Grande-Bretagne plonge la Libye dans le chaos, l'armée égyptienne chasse les Frères Musulmans du pouvoir en 2013, l'inflexibilité du régime al-Assad entraîne l'enlisement du conflit en Syrie tout en mettant les régions turques frontalières en danger, et la violence persiste en Irak, où commence à poindre une nouvelle menace, l'Etat islamique⁵³⁸. Ce désagrègement rapide de la stabilité régionale aura raison de l'activisme diplomatique dont la Turquie aura fait preuve durant les premières années de pouvoir de l'AKP (nous avons mentionné en introduction les nombreuses médiations qu'elle avait prises à sa charge, comme entre Israël et la Syrie, le *Hamas* et le *Fatah*, ou encore les factions sunnites et chiïtes irakiennes). Devant la résilience de Bashar al-Assad face à l'opposition, la Turquie finit par lui déclarer la guerre, accueillant et aidant, dans un premier temps, l'Armée syrienne libre (ASL) fondée en juillet 2011 par le colonel déserteur de l'armée syrienne Riad Al Asaad⁵³⁹. En parallèle, elle appuie les autres groupes rebelles, parmi lesquels *Jabhat al Nosra*, groupe armé affilié à *Al-Qaeda*. Plus grave, la présence de forces turques aux côtés de l'Etat islamique est signalée à plusieurs endroits du nord de la Syrie⁵⁴⁰. En cause, l'autonomisation progressive du Kurdistan syrien (ou Rojava, constitué des cantons d'Afrin, Kobané et Djézireh), sous la coupe du PYD, affilié au PKK, le long de la frontière turque qui serait insoutenable pour Ankara⁵⁴¹.

En 2015, l'intervention coordonnée entre l'armée russe, dans les airs, et les *Pasdaran* iraniens accompagnés de leurs alliés du *Hezbollah* libanais au sol va inverser les rapports de force sur un terrain syrien où l'on ne donnait plus cher du régime de Bashar al-Assad. Malmenée dans son objectif de mettre fin au règne du *Baath* syrien, la Turquie se verra néanmoins intégrée au processus d'Astana signé en mai 2017 avec l'Iran et la Russie, visant à la désescalade et à l'instauration d'un cessez-le-feu dans quatre zones (les régions d'Idleb et de Homs, la banlieue-est de Damas et une zone au sud-ouest entre le Golan et la frontière syro-jordanienne)⁵⁴². Si cela permet à la Turquie de s'imposer comme un interlocuteur dans le conflit, et de peser sur sa résolution, Ankara demeure bien éloigné de ses objectifs du début de la décennie. Par ailleurs, les collusions turques avec l'Etat islamique et ses interventions répétées en Irak et en Syrie, qui font également de nombreuses victimes civiles, ainsi que la tournure de plus en plus autoritaire du régime à l'interne ont fortement désagrégé l'image que la Turquie s'était construite dans les pays arabes⁵⁴³ avec sa

⁵³⁴ Nader HABIBI, et Joshua J. WALKER, « What Is Driving Turkey's Reengagement with the Arab World? », in *Brandeis University Middle East Brief*, 2011, No. 49, p. 4.

⁵³⁵ Mustafa KUTLAY, « Economy as the "Practical Hand" of "New Turkish Foreign Policy": A Political Economy Explanation », in *Insight Turkey*, 2011, Vol. 13, No. 1, p. 78.

⁵³⁶ Dorothee SCHMID, « L'AKP et les défis de la puissance », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, p. 69.

⁵³⁷ *Ibid.*, p. 70.

⁵³⁸ *Ibid.*, pp. 70-71.

⁵³⁹ Tigrane YÉGAVIAN, « La Turquie embourbée dans la crise syrienne », *op. cit.*, p. 90.

⁵⁴⁰ *Ibid.*, p. 91.

⁵⁴¹ *Ibid.*, p. 93.

⁵⁴² Muriel ASSEBURG et Khalid Yacoub OWEIS, « Syria's Reconstruction Scramble », in *SWP Comment 2017/C 51*, 2017, p. 2.

⁵⁴³ En 2013, dans le sillage des répressions consécutives aux rassemblements du parc Gezi, déjà évoquées dans ce travail, une tournée d'Erdoğan dans le Maghreb se solde par un échec retentissant, le roi marocain Mohammed VI refusant même de le rencontrer, Jean MARCOU, *La tournée de Recep Tayyip Erdoğan dans le Maghreb a fait un flop*, ovipot.hypotheses.org, 2013, [En ligne].

politique de *soft power*. La démission forcée d'Ahmet Davutoğlu de son poste de Premier ministre en 2016 a entériné l'échec de la politique de voisinage qu'il avait échafaudée.

Enfin, si le déploiement de la politique moyen-orientale a largement profité à la bourgeoisie islamique, la Turquie n'est pas parvenue à réduire sa dépendance commerciale à l'UE, qui représente toujours, malgré une légère baisse, 37 % de ses importations et 42 % de ses exportations en 2013, lorsque la politique moyen-orientale de la Turquie était au faite de sa réussite (contre 45 % et 51 % en 2002⁵⁴⁴). En 2020, la part de l'UE dans les exportations est d'ailleurs remontée à 48 % (en y incluant le Royaume-Uni), avec 9 membres de l'Union parmi les 15 débouchés les plus importantes. Parmi les pays avec lesquels la Turquie a développé des liens importants, seule l'Irak demeure un partenaire de premier plan, représentant toujours 5.4 % des exportations turques, juste derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis⁵⁴⁵. La tendance à la baisse de l'UE s'est quant à elle maintenue pour les importations (34.2 % en 2019). Mais plutôt qu'une réussite de la politique moyen-orientale, cette baisse vient surtout illustrer la montée en puissance de la Chine dans les importations, passant de 2.2 % en 2002 à 9.1 % en 2019⁵⁴⁶. Et au-delà de la Chine, c'est avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) que les échanges commerciaux ont progressé dans la dernière décennie, dépassant en 2020 les échanges commerciaux avec l'UE⁵⁴⁷. Si cette réorientation commerciale peut être vue comme une volonté de défiance par rapport à l'Occident, il semble plus probable que ce soit une manière de jouer sur plusieurs tableaux. La politique énergétique menée depuis la fin de la Guerre froide illustre bien l'ambition de se placer comme un élément indispensable dans la sécurité énergétique de l'Europe. Par ailleurs, la crise migratoire consécutive à la guerre en Syrie a bien illustré la position de force d'Ankara par rapport à l'Europe sur des dossiers tels que celui-ci, s'apparentant parfois à un véritable chantage⁵⁴⁸.

Si la rhétorique du néo-ottomanisme offrait le cadre historique à un « retour » de la Turquie au Moyen-Orient, voire à un néo-impérialisme turc, comme on a pu le lire dans la presse occidentale⁵⁴⁹, elle relève avant tout du discours politique, et ne révèle rien sur la réalité de la situation. La politique étrangère turque au Moyen-Orient était, plus qu'une finalité, un moyen pour pouvoir mener une politique étrangère active et relativement indépendante sur plusieurs tableaux. La prégnance de la question énergétique sur l'ensemble de la période montre bien qu'elle n'était pas une roue de secours dans le cas où une politique impérialiste fantasmée au Moyen-Orient venait à échouer. Rappelons que même si la *Profondeur stratégique* de Davutoğlu pouvait avoir une lecture très impérialiste, son objectif à long terme était de faire en sorte qu'une position centrale au Moyen-Orient puisse permettre à la Turquie de s'inviter à la table des grandes puissances au niveau international. Par ailleurs, si le *boca* a été évincé, l'un des principes centraux de sa *Profondeur stratégique*, à savoir, la position géographique turque au carrefour de trois continents, demeure au centre de la stratégie d'Ankara, comme l'a rappelé le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu lors de son discours d'ouverture de la conférence des Ambassadeurs en août 2019 : « Du fait de la localisation géopolitique de la Turquie, la capacité à anticiper et gérer les vulnérabilités, fragilités et crises environnantes est d'une importance vitale »⁵⁵⁰. La politique visant à faire de la Turquie une puissance centrale régionale, dont Davutoğlu était l'architecte, n'est pas abandonnée, loin de là, mais les instabilités régionales l'ont rendue plus complexe à appréhender.

⁵⁴⁴ Données de l'Institut turc de statistiques [En ligne]; Deniz AKAGÜL, « L'économie turque depuis l'avènement de la République, performances ou contre-performances ? », in Semih VANER, *La Turquie, op. cit.*, pp. 461-462.

⁵⁴⁵ Données de l'Institut turc de statistiques [En ligne].

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ Mustafa KUTLAY et Ziya ÖNIŞ, « Turkish foreign policy in a post-western order: strategic autonomy or new forms of dependence? », in *International Affairs*, 2021, Vol. 97, No. 4, p. 1098.

⁵⁴⁸ Pierre VALLÉE, « L'évolution des relations entre la Turquie et l'OTAN : Perspectives et réalités », *op. cit.*, p. 100.

⁵⁴⁹ Le magazine français d'extrême-droite *Valeurs Actuelles* parle ainsi de « pan-islamisme turc néo-ottoman irrédentiste et conquérant », Alexandre DEL VALLE, *Menace néo-ottomane en Méditerranée : les appétits de puissance du néo-Sultan Erdogan*, *valeursactuelles.com*, 2020, [En ligne]. Plus à gauche de l'échiquier politique, le quotidien allemand *Taz* parle de « revendications sur les anciennes régions de l'Empire ottoman », Joseph CROITORU, *Ankara auf Expansionskurs*, *taz.de*, 2021, [En ligne].

⁵⁵⁰ Mevlüt ÇAVUSOĞLU, *Opening speech of the 11th Ambassadors' Conference, Ankara*, 2019, [En ligne], p. 6. Nous traduisons.

La personnalisation du pouvoir

Avant d'en terminer, il nous reste à traiter de la dimension individuelle de la politique étrangère turque. Nous avons évoqué celui qui en a conçu la dimension idéologique, il nous reste à voir ce qu'il en est de celui qui la mène. Car malgré tout ce qui a été développé jusqu'à ce stade du travail, à savoir, la trajectoire historique et la dimension conjoncturelle de la politique étrangère turque, celle-ci, surtout après les développements les plus récents, comme le passage à un régime ultra-présidentiel en 2018, nous semble indissociable de l'autocrate qui dirige le pays depuis bientôt 20 ans. Comment expliquer cette montée en puissance d'un homme aux antipodes de l'*homo kemalus*, laïque, occidentalisé et moderne⁵⁵¹, à la tête d'un parti de centre-droit islamique ? Et quel rôle joue cette montée en puissance dans le déploiement turc auquel on assiste ?

4.1.8. La personnalisation du pouvoir en Turquie

L'aspect hautement patrimonial du passage de l'Empire à la république dans les années 1910 et 1920 a déjà été évoqué. La Turquie républicaine est ainsi née dans la continuité d'un Etat où le *sultan-calife* incarnait le pouvoir terrestre absolu, temporel et divin. La république s'est ensuite construite pendant 15 ans sous le pouvoir total d'un homme. Rien d'étonnant alors que la dimension importante de la personnalisation du pouvoir en Turquie persiste, d'autant plus dans le modèle tutélaire qui a été consacré par l'armée par la suite. Cette dimension personnelle s'est consolidée avec la « masculinisation » viriliste du débat politique : accrochages verbaux, insultes et rixes ne sont pas rares⁵⁵². Elle est également favorisée par la persistance de la classe politique ayant émergé dans les années 1960-1970 : au début des années 2000, Kenan Evren (né en 1915, chef d'Etat lors de la dictature militaire de 1980 à 1983), Süleyman Demirel (né en 1924, titulaire de plusieurs mandats de Premier ministre et de président de la République étalés entre 1965 et 2000), Necmettin Erbakan (né en 1926) ou encore Bülent Ecevit (né en 1925) sont encore dans le circuit et régulièrement sollicités par les médias⁵⁵³. Dans un pays où le Conseil constitutionnel s'est fait une spécialité de la fermeture de partis et d'organisations politiques, seuls restent les hommes pour incarner les idées. Le maintien de personnalités ayant accompagné et parfois formé le rapport à la politique nationale de la majorité de la population, certains étant présents depuis plus de 40 ans, contribue à associer la politique aux hommes qui la mènent.

Ce rattachement aux hommes plutôt qu'aux partis est renforcé par la porosité extrême qu'il existe entre les partis : il n'est ainsi pas rare, notamment durant la période de grande instabilité politique des années 1990, de voir un homme politique passer d'un parti à un autre à l'approche d'une élection⁵⁵⁴. La succession de coalitions gouvernementales, tout particulièrement entre octobre 1995 et janvier 1999, période durant laquelle 6 gouvernements se succèdent, et parmi lesquels seuls 3 durent plus que 4 mois, va accentuer la défiance par rapport aux partis : Ümit Cizre note ainsi que la perte des fonctions idéologiques des partis renforce la personnalisation de la politique⁵⁵⁵. Par ailleurs, les partis fonctionnent toujours de manière très verticale et centralisée, avec une grande importance pour la « figure du chef », son effigie trônant aux côtés de celle de Mustafa Kemal dans les meetings⁵⁵⁶.

4.1.9. Recep Tayyip Erdoğan : leader charismatique et bonapartiste

Né en 1954 à Kasımpaşa, quartier populaire de la rive européenne stambouliote, Recep Tayyip Erdoğan fait ses études dans ce qui est appelé un « lycée d'imams » (*imam-hatip*), où il est socialisé aux traditions et aux modes de vie des couches populaires et pieuses, exclues des hautes-sphères *kemalistes*. Il effectue

⁵⁵¹ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., p. 16.

⁵⁵² Nous avons évoqué dans le présent travail le cas d'une quasi-émeute lors de l'Assemblée précédant le coup d'Etat de 1960. Pour des exemples plus récents, nous pouvons citer l'agression en pleine hémicycle par des députés du MHP d'un de leurs homologues du DYP ayant coûté la vie à ce dernier en 2001, Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, op. cit., p. 214.

⁵⁵³ *Ibid.*, p. 216.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, p. 221.

⁵⁵⁵ Ümit CIZRE (dir.), *Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party*, Abindgon, Routledge, 2008, p. 5.

⁵⁵⁶ Jean-François PÉROUSE, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, op. cit., p. 216.

ensuite des études d'économie à l'université de Marmara⁵⁵⁷. Passionné de football (ses camarades le surnommaient « Imam Beckenbauer »⁵⁵⁸), il jouera jusqu'à un niveau semi-professionnel. C'est à partir des années 1970 qu'il s'initiera à une nouvelle passion : la politique. Comme la plupart de ceux qui fonderont l'AKP 30 ans plus tard, Erdoğan démarre aux côtés de Necmettin Erbakan au sein de *Milli Görüş*, colonne vertébrale d'un Islam politique turc très populiste, antisémite, antioccidental et antichrétien qui parvient petit à petit à rassembler les classes périphériques, pieuses et conservatrices⁵⁵⁹. On retrouve dans l'Islam politique turc un fort sentiment d'être injustement exclu, du fait que ses membres sont fermement persuadés de représenter la majorité sociologique du pays⁵⁶⁰. Ce ressentiment sera fortement mobilisé par Erdoğan dès son arrivée au pouvoir, comme on l'a vu avec la question du *Kulturkampf*. Son premier coup d'éclat sera sa conquête de la mairie d'Istanbul en 1994. Il y déploie une image de politicien proche du peuple, et déjà une figure de chef charismatique, étant donné sa stature imposante (il mesure 1m85), sa voix puissante dont il n'hésite pas à se servir, son tempérament incisif, voire bagarreur, en d'autres termes, une image « d'homme de la rue » qu'il prend soin de cultiver pour se poser en représentant et défenseur des classes populaires dont il est issu⁵⁶¹. Cette image sera d'autant plus renforcée lorsque dans le sillage du renversement du gouvernement de Necmettin Erbakan en 1997, Erdoğan sera condamné à une peine de prison pour violation des principes de laïcité, après avoir récité publiquement des vers de Ziya Gökalp (un comble !) : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats »⁵⁶².

Son arrivée au poste de Premier ministre en 2002 va lui permettre de devenir l'incarnation de ce que Max Weber décrivait dans la tension qu'il voyait poindre entre la domination « légale-rationnelle » (la domination par les moyens conférés par la légalité des règlements et du droit, qui présuppose la signature d'un contrat et le caractère impersonnel de la domination⁵⁶³), et la domination « charismatique » (la soumission au caractère sacré, héroïque et exemplaire de la personne, qui présuppose ainsi un caractère très personnalisé du pouvoir⁵⁶⁴). La validité et la légitimité de la domination charismatique repose sur la *reconnaissance* des dominés. Mais, écrit Weber, « dans une rationalisation croissante des relations de groupement, il est aisé de concevoir que cette reconnaissance est considérée comme le fondement de la légitimité au lieu d'en être la conséquence »⁵⁶⁵. Par le système électif, le détenteur du pouvoir en vertu de son charisme le devient par la grâce des gouvernés⁵⁶⁶. C'est ce qu'il qualifie de « domination plébiscitaire », ou « démocratie plébiscitaire », qui « est, sous son aspect authentique, une espèce de domination charismatique qui se cache sous la forme d'une légitimité issue de la volonté de ceux qui sont dominés et qui n'existe que par elle. Le chef (démagogue) domine grâce à l'attachement et à la confiance de ses partisans politiques envers sa *personne* en tant que telle »⁵⁶⁷. Le plébiscite n'est donc pas un vote, mais la reconnaissance du caractère exceptionnel par l'élection d'un souverain charismatique personnellement qualifié⁵⁶⁸. Cette forme de domination plébiscitaire prendra également le nom de « bonapartisme », au sens de Louis Napoléon Bonaparte, qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat en 1852 avant de faire voter la Constitution le consacrant Empereur au suffrage universel, donc par plébiscite. Il s'agit d'une forme de démocratie antiparlementaire s'adressant à la « masse » ou à la « nation » en passant par-dessus les organisations, et en abolissant les clivages traditionnels⁵⁶⁹.

⁵⁵⁷ Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., p. 52.

⁵⁵⁸ *Ibid.*, p. 53.

⁵⁵⁹ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op. cit., p. 65.

⁵⁶⁰ *Ibid.*, p. 68.

⁵⁶¹ Il prend par exemple soin de visiter les orphelins ou les personnes atteintes de handicap, ou encore de rompre le jeûne du ramadan en compagnie des pauvres, Jana J. JABBOUR, *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, op. cit., pp. 57-58.

⁵⁶² *Ibid.*, pp. 55-56.

⁵⁶³ Max WEBER, *Economie et société 1 : Les catégories de la sociologie*, op. cit., pp. 289-291.

⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 289.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 350.

⁵⁶⁶ *Ibid.*

⁵⁶⁷ *Ibid.*, p. 351.

⁵⁶⁸ Max WEBER, *La domination*, Paris, Editions La Découverte, 2015, p. 293.

⁵⁶⁹ Alain ROUQUIÉ, « L'hypothèse "bonapartiste" et l'émergence des systèmes politiques semi-compétitifs », in *Revue française de sciences politiques*, 1975, Vol. 25, No. 6, p. 1096.

Les raz-de-marée électoraux de la première décennie de pouvoir de l'AKP (élections législatives de 2002, 2007 et 2011, référendum constitutionnel de 2010) ne concernent pas la personne du Premier ministre, et ne peuvent être qualifiés de plébiscites. Néanmoins, il utilisera cette période pour renforcer sa figure de chef. Plusieurs canaux sont utilisés. L'un des principaux est évidemment la voie du parti : les meetings organisés dans des ambiances festives, dans des stades ou des salles de sport, voient souvent Erdoğan apparaître plus d'une heure et demie après le début, l'annonce de son arrivée provoquant des tonnerres d'applaudissements. Les affiches du parti mettent généralement son leader en avant⁵⁷⁰. Un deuxième canal est celui des récits, à savoir, une multitude d'anecdotes circulent au sujet du chef de l'AKP, faisant l'éloge de sa personnalité, et finissant par constituer un « texte », ou « une série de significations coordonnées ciblant une audience générique ou spécifique dans laquelle les interlocuteurs créent des productions symboliques et discursives »⁵⁷¹. Le récit généré est, selon Gary Allan Fine, « crucial dans la construction de la signification et de la cohésion du groupe »⁵⁷². Concernant Erdoğan, il acquiert, au travers de ce *récit*, dans les milieux populaires ou chez les militants de son parti, la figure d'un *babaygit*, terme mélioratif désignant les personnes protectrices dans les quartiers populaires, ce qui permet de normaliser ses réactions parfois qualifiées d'impulsives, ou de banaliser les aspects négatifs qu'il peut montrer⁵⁷³.

Un autre canal est celui de la presse. Dès 2007, Erdoğan instaure un système dit de la « piscine », ou des récoltes de dons auprès d'hommes d'affaires pour permettre le rachat de groupes de médias, auxquels il dicte parfois en personne la ligne éditoriale⁵⁷⁴. Enfin, un dernier canal aura été ses coups de force sur la scène internationale. Le meilleur exemple a été son invective contre le président israélien Shimon Peres lors du Forum économique de Davos en 2009, se déroulant quelques semaines après l'opération « Plomb durci », qui avait consisté en une opération aérienne et terrestre de l'armée israélienne contre la bande de Gaza après que le Hamas eut refusé de renouveler le cessez-le-feu, et qui débouchera comme souvent sur des bombardements de zones civiles par Tsahal. Lors du sommet économique dans les Grisons, durant une discussion entre les deux hommes, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et le Secrétaire général de la Ligue Arabe Amr Moussa, Erdoğan s'adresse à Peres et l'accuse de « savoir bien tuer des enfants » (*knowing how to kill children well*), avant de quitter la scène en signe de protestation⁵⁷⁵. Ce geste fera l'effet d'une bombe dans tout le Moyen-Orient, faisant du Premier ministre turc le nouveau héros de la cause palestinienne : des milliers de manifestants arboreront des pancartes à son effigie⁵⁷⁶. Ce type de comportement lui confère également une aura importante en Turquie, donnant l'image d'un homme capable de parler d'égal à égal avec les grands du monde⁵⁷⁷.

Sa figure de leader charismatique construite, Erdoğan peut entamer la mise en œuvre de son projet bonapartiste dans les années 2010. La première étape en sera l'élection présidentielle de 2014. Dans une situation difficile à l'approche de l'élection (les événements du parc Gezi, les accusations de corruption, le durcissement de la situation en Syrie, le processus de paix avec le PKK qui piétine), il transforme la campagne pour les élections municipales précédant la présidentielle en une campagne présidentielle avant l'heure, la focalisant entièrement sur sa personne comme jamais auparavant, clamant qu'il ne reconnaît qu'une sanction, celle des électeurs⁵⁷⁸. L'AKP remportant 43.5 % des suffrages et conservant Ankara et Istanbul, il clame encore que les électeurs l'ont blanchi⁵⁷⁹. Le bonapartisme du chef d'Etat turc sera consacré lors de l'élection présidentielle de 2014, qui pour la première fois, se fera par suffrage universel direct, selon un amendement constitutionnel voté en octobre 2007. Sans surprise, le chef de l'AKP est élu dès le premier tour, récoltant plus de 51 % des voix face à ses deux concurrents, Ekmeleddin İhsanoğlu,

⁵⁷⁰ Ayşegül BOZAN, « Tayyip Erdoğan et les jeunes militants de l'AKP : Identification et coproduction d'une figure de leader », in *Confluences Méditerranée*, 2018, Vol. 107, No. 4, pp. 37-38.

⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 37.

⁵⁷² Gary Allan FINE, *Public Narration and Group Culture: Discerning Discourse in Social Movements*, cité dans *Ibid.*

⁵⁷³ *Ibid.*, pp. 38-39.

⁵⁷⁴ Sur le développement du système Erdoğan dans la presse, voir Emre DEMİR et Sami KILIC, « La fabrique de l'information: comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 111-120.

⁵⁷⁵ Hasan KÖSEBALABAN, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, *op. cit.*, p. 179.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, préface.

⁵⁷⁷ Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, *op. cit.*, p. 163.

⁵⁷⁸ *Ibid.*, p. 160.

⁵⁷⁹ *Ibid.*

un professeur de sciences à la tête d'une importante coalition anti-Erdoğan réunissant notamment le CHP, le MHP et plusieurs partis allant du centre-droite au centre-gauche, et Selahattin Demirtaş, candidat du Parti de la paix et de la démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP), nouvel avatar du parti kurde qui sera interdit après l'élection. A la fin de l'année, il inaugure son mandat présidentiel dans un nouveau palais présidentiel de style « néo-seldjoukide » qui aurait coûté près de 350 millions USD⁵⁸⁰. Dès lors, il s'attellera à son grand projet : la réforme constitutionnelle qui lui offrira un rôle de président à la hauteur de son *hubris*, qu'il prévoit évidemment, d'obtenir à nouveau par plébiscite, dans l'idée d'atteindre 2023, année du centenaire de la République, dans une fonction de président aux pleins pouvoirs. Il annonce la couleur dès son élection de 2014, déclarant qu'il s'agit du « jour où la Turquie renaît de ses cendres »⁵⁸¹.

Le système présidentiel qu'il soumet au référendum le 16 avril 2017 consiste en un parangon de bonapartisme plébiscitaire : le contrôle du chef d'Etat ne doit se faire que tous les 5 ans, et par la seule voie « juste » : celle du peuple, ou de la « nation »⁵⁸². Les amendements constitutionnels consistent ainsi en une hyper-présidentialisation du régime républicain : la fonction de Premier ministre est supprimée, faisant du Président le seul décideur sans contradiction, le Parlement, que le Président peut par ailleurs dissoudre, est renvoyé à une fonction de chambre d'enregistrement, et les élections législatives doivent se tenir le jour de l'élection présidentielle⁵⁸³. Si le référendum passe de justesse la case du suffrage universel (51.41 %), démontrant la mobilisation d'une opposition importante, l'élection présidentielle anticipée de 2018 consacre le nouvel autocrate dès le premier tour, avec 52.59 % des voix. Un élément important relatif à cette élection présidentielle, et surtout à l'élection législative qui a eu lieu en parallèle, est l'alliance consentie par l'AKP avec le MHP, parti d'extrême-droite que nous avons longuement évoqué dans ce travail⁵⁸⁴.

4.1.10. La politique étrangère suit son décideur

Jusqu'ici, nous avons tenté de démontrer que la politique étrangère turque ne pouvait être séparée de son pendant interne. Nous pensons également qu'elle ne peut être séparée de son décideur, qui concentre désormais tous les pouvoirs de décision de haut niveau. Et ce à au moins deux égards : le comportement de politique étrangère en tant que tel, avec les objectifs classiques d'une politique extérieure, et les prises de décision, actions symboliques ou orientations choisies dans un objectif de manipulation interne.

L'ambition de puissance personnelle de Recep Tayyip Erdoğan ne doit ainsi pas être sous-estimée dans sa volonté affichée de mener la Turquie, à terme, à la table des grandes puissances. Dans un pays toujours hanté par l'ombre de Mustafa Kemal, il a dû batailler ferme face aux « forces vives » pour se hisser puis rester au sommet de l'Etat. Son mandat présidentiel en 2018 inaugurerait ainsi sa 16^{ème} année consécutive au pouvoir, dépassant le règne d'Atatürk (1923-1938) avec l'assurance d'y rester jusqu'en 2023, année du centenaire de la République. Toute la politique étrangère exposée jusqu'ici dans ce travail, et tout particulièrement dans la dernière section, doit ainsi être en partie rattachée à la personne d'Erdoğan, en ce qu'elle doit consacrer l'autocrate bonapartiste et son ambition d'être le plus grand dirigeant de l'histoire de son pays. La construction de son palais présidentiel et le régime hautement centralisé qu'il a porté sont les principaux exemples de la dimension tout à fait personnalisée qu'il entretient avec le pouvoir, la volonté de puissance, et tout ce qui en découle, y compris la politique étrangère. Kutlay et Öniş soutiennent ainsi que la poursuite d'une politique étrangère autonome, ou du moins, qui paraît l'être, comme nous l'avons examinée dans la section précédente, s'est avéré payante pour Erdoğan à l'interne, notamment dans la poursuite de l'instauration de son régime ultra-présidentiel⁵⁸⁵.

En dernière analyse, sous le prisme de la personnalisation du pouvoir en Turquie qui a pris un nouvel essor depuis 2018, la politique étrangère menée par son décideur ne peut en aucun cas être séparée de sa

⁵⁸⁰ Nare HAKIKAT, *Le nouveau palais présidentiel d'Erdoğan « le grand »*, lefigaro.fr, 2014, [En ligne].

⁵⁸¹ ASSOCIATED PRESS in Ankara, *Erdoğan declares his election is 'day Turkey is born from its ashes'*, theguardian.com, 2014, [En ligne].

⁵⁸² Ahmet INSEL, « L'autocrate élu et sa nouvelle république », *op. cit.*, p. 39.

⁵⁸³ Mohamed Badine EL YATTIOUI, « La mutation du régime turc depuis 2014 : origines et conséquences », in *Analecta Politica*, 2018, Vol. 8, No. 15, p. 344.

⁵⁸⁴ HÜRRIYET, *AKP, MHP to press button for "People's Alliance"*, 2018, [En ligne].

⁵⁸⁵ Mustafa KUTLAY et Ziya ÖNIŞ, « Turkish foreign policy in a post-western order: strategic autonomy or new forms of dependence? », *op. cit.*, p. 1099.

dimension interne. Nous avons montré comment le président turc est parvenu à se façonner une image auprès d'une population turque qui continue, pour un peu plus de la moitié d'entre elle (si l'on s'en fie aux résultats des scrutins du référendum et à la présidentielle), à le soutenir coûte que coûte. Fin connaisseur de l'histoire politique turque, il en manipule les symboles à la perfection, et ce de différentes manières. Géographiquement, les deux scrutins importants de 2017 et 2018 démontrent le soutien indéfectible de l'Anatolie centrale et de la côte de la mer Noire (excepté les provinces de l'extrême nord-est, Artvin et Ardahan) à R. T. Erdoğan. Seules la côte égéenne et la Thrace, historiquement électrices du CHP, une grande partie des provinces du sud-est, et les grandes villes (Ankara et Istanbul) ont refusé le référendum⁵⁸⁶. On retrouve une distribution similaire pour l'élection présidentielle, à la différence qu'Erdoğan emporte cette fois les grandes villes⁵⁸⁷. Ce noyau centre-anatolien est majoritairement peuplé des populations musulmanes sunnites pieuses, ayant connu l'exclusion politique du *kémalisme*, et constituant le cœur de cible d'Erdoğan.

Pour maintenir cette prégnance, il mobilise à la fois la rancœur contre le *kémalisme* (la question du *Kulturkampf*), la nostalgie impériale et son propre ancrage dans la lignée des dirigeants turcs ayant historiquement représenté ces populations. Après sa victoire lors du référendum de 2017, il est ainsi allé se recueillir sur les tombes de Turgut Özal, de Necmettin Erbakan et du « martyr » Adnan Menderes⁵⁸⁸. Hautement symbolique, ce recueillement permet à Erdoğan de se placer en « continuateur victorieux » de l'œuvre de ces dirigeants ancrés dans l'histoire politique centrale anatolienne. Il mobilise ainsi le *Kulturkampf* entre cette majorité sociologique musulmane sunnite et le laïcisme militant *kémaliste*, en s'érigeant comme le rempart qui préservera les acquis de l'ère AKP. Il le fait également en gardant vive la rancœur de son électorat face à ceux « qui les ont méprisés et humiliés pendant des décennies »⁵⁸⁹. La nostalgie ottomane et seldjoukide est également un axe de mobilisation important, que l'on peut voir dans une infinité d'exemples, comme le palais présidentiel de style « néo-seldjoukide » inauguré en 2014, le troisième pont d'Istanbul baptisé *Yavuz Selim* (Selim 1^{er} « Le Terrible », 1512-1520), en hommage au *sultan* ottoman ayant entrepris et achevé durant son court règne la conquête de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte, la retransformation de Sainte-Sophie en mosquée, ou dans les années auxquelles ont été attribuées une « vision » et des objectifs long-terme, à savoir, 2053 pour le six-centième anniversaire de la prise de Constantinople, et 2071 pour le millénaire de la bataille de Manzikert qui avait ouvert les portes de l'Anatolie aux cavaliers seldjoukides descendus d'Asie centrale⁵⁹⁰.

La politique étrangère n'échappe évidemment pas à ces objectifs de manipulation interne, et le déploiement d'une certaine agressivité sur la scène extérieure n'est pas sans lien avec l'alliance consentie avec le MHP ultranationaliste. Ainsi, le discours sur l'objectif d'autonomie de la politique étrangère s'explique également par le fait de vouloir jouer sur la fibre nationaliste, qui demeure largement répandue que ce soit chez les populations pieuses ou les modernistes laïques⁵⁹¹. En découle également un durcissement sur la question kurde, tant dans les interventions extérieures en Syrie et en Irak, qu'à l'interne : en février 2021, le président turc se félicitait de la réalisation de 718 arrestations dans des milieux pro-kurdes, notamment parmi des cadres du parti kurde HDP, accusés de soutenir le PKK⁵⁹². Toutefois, il ne faut pas donner plus de poids à l'alliance AKP-MHP qu'il n'en est réellement. Les dernières pages ont montré qu'Erdoğan était un véritable caméléon de la politique, capable de réorienter son langage et sa stratégie selon les circonstances. La diplomatie agressive de la seconde partie des années 2010 apparaissait également dans un contexte mondial où les autocrates fascisants étaient nombreux sur la scène internationale (Donald Trump aux États-Unis, Benjamin Netanyahu en Israël, Narendra Modi en Inde, Vladimir Poutine en Russie, Viktor Orbán en Hongrie, ou encore Jair Bolsonaro au Brésil). Depuis l'arrivée de Joseph Biden à la Maison blanche, le président turc s'est montré moins agressif, tout

⁵⁸⁶ Données du Conseil national supérieur, YSK, *Yüksek Seçim Kurulu*, [En ligne].

⁵⁸⁷ Berk ESEN et Şebnem YADRIMCI-GEYİKÇİ, « The Turkish presidential elections of 24 June 2018 », in *Mediterranean Politics*, 2020, Vol. 25, No. 5, p. 686.

⁵⁸⁸ ANADOLU AGENCY, *Erdoğan visits grave of former leaders in Istanbul*, dailysabah.com, 2017, [En ligne].

⁵⁸⁹ Ahmet INSEL, « L'autocrate élu et sa nouvelle république », *op. cit.*, p. 35.

⁵⁹⁰ PRESIDENCY OF THE REPUBLIC OF TURKEY, « We work to achieve our goals for 2023 and our visions for 2053 and 2071 », 2019, tccb.gov.tr, [En ligne].

⁵⁹¹ Mustafa KUTLAY et Ziya ÖNIŞ, « Turkish foreign policy in a post-western order: strategic autonomy or new forms of dependence? », *op. cit.*, pp. 1100-1101.

⁵⁹² RFI, *Turquie : 718 arrestations dans les milieux pro-kurdes à travers le pays*, 2021, [En ligne].

particulièrement après que le président américain eut été le premier à reconnaître le génocide arménien. Il a même commencé l'année en mettant l'accent sur la nécessité d'une « diplomatie forte », et sur sa volonté d'apaiser les tensions générées ces dernières années⁵⁹³. Des conclusions définitives sur cette question ne sont donc pas possibles, la situation pouvant évoluer au gré des circonstances. D'un autre côté, l'interventionnisme militaire tous azimuts peut également être vu comme une volonté de regrouper le peuple derrière un autocrate dont la contestation se fait entendre, malgré les derniers plébiscites. Lors des élections municipales de 2019, l'AKP s'est maintenu en tête récoltant plus de la moitié des suffrages (51.6%), mais a perdu Istanbul, Ankara et Antalya⁵⁹⁴, en plus d'Izmir, fief historique du CHP. La part des municipalités dirigées par l'AKP dans l'économie a ainsi dégringolé, passant de 74.5 % à 30 %⁵⁹⁵. On parlerait ainsi de « guerres de diversion », terme désignant les politiques étrangères aventureuses pour détourner l'attention des pressions internes⁵⁹⁶.

⁵⁹³ Öznur Küçük SIRENE, « Une diplomatie forte au service d'une Turquie forte » en 2021, Trt.net.fr, 2021, [En ligne].

⁵⁹⁴ AFP, *Elections municipales en Turquie : Erdogan essuie un revers électoral à Ankara et Istanbul*, Franceinfo.fr, 2019, [En ligne].

⁵⁹⁵ Mustafa KUTLAY et Ziya ÖNIŞ, « Turkish foreign policy in a post-western order: strategic autonomy or new forms of dependence? », *op. cit.*, p. 110.

⁵⁹⁶ Voir à ce sujet Alastair SMITH, « Diversionary Foreign Policy in Democratic Systems », in *International Studies Quarterly*, 1996, Vol. 40, No. 1, pp. 133-153.

Conclusion

L'ambition de ce travail était de démontrer l'étendue des causes qui peuvent expliquer un comportement de politique étrangère. Cet ensemble comprend à la fois des facteurs nécessitant la prise en compte du contexte international, mais aussi des dynamiques internes propres à la trajectoire sociale et historique d'un pays. Ainsi, nous nous sommes efforcés tout au long des pages précédentes à décloisonner l'interne de l'externe, à contextualiser les étapes importantes de l'histoire de la Turquie contemporaine, et à rejeter les explications mono-causales. Les questions de recherche introductives servaient ainsi de cadre et de fil rouge à notre étude : nous souhaitions expliquer le déploiement turc puis le passage à un comportement plus agressif à partir de la seconde moitié des années 2010, mais aussi son lien avec l'émergence de la « contre-élite » islamique incarnée par Recep Tayyip Erdoğan. De ces questions de départ et de cette volonté d'expliquer un comportement de politique étrangère en mêlant dynamiques internes et contexte international sont ressortis trois axes.

Le premier axe a montré que le nationalisme et l'intégrité territoriale continuent d'agir de manière notable sur la politique étrangère turque. Jalouse de sa souveraineté obtenue après des décennies d'inféodation réfractaire à un Occident qu'elle a dû sans cesse imiter pour ne pas disparaître, la Turquie continue de se raidir dès lors que l'on empiète sur ce qu'elle considère comme étant son droit exclusif. Le Pacte national a servi d'élément fondateur à la République, et le Traité de Lausanne a institué la « turcité » de l'Anatolie à la manière du fait accompli, après l'échange de populations négocié et ficelé avec la Grèce avant la signature, et le génocide arménien jamais exhumé, ces événements faisant déjà suite à des décennies d'installation de *muhacir* fuyant la décomposition des périphéries de l'Empire. Dès lors, la Turquie *kémaliste* puis multipartiste n'a eu de cesse de consolider ce territoire auto-attribué, en en protégeant la turcité tant à l'interne qu'à l'externe, justifiant par-là plusieurs interventions militaires, que ce soit à Chypre, en Syrie ou plus récemment en Irak. La fuite en avant perpétuelle sur la question arménienne, qui demeure la potentielle source principale de délégitimation de ce droit historique revendiqué, a institué une xénophobie et un négationnisme d'Etat qui ont longtemps handicapé les velléités turques de rejoindre l'UE, et plus globalement son image sur la scène internationale, jusqu'aux récents événements qui ont rendu les relations entre les deux entités probablement irréversibles tant que demeurent les forces vives actuelles en Turquie.

Le second axe s'est penché sur le fait militaire, et nous avons d'abord vu que cette autonomisation de l'armée, ou de certains corps d'armée, prenait ses sources, d'abord dans l'institutionnalisation des janissaires comme un corps d'armée autonome disposant de ses propres institutions, puis dans la conception prussienne de la « nation armée » qui sacralise le rôle des officiers. Cette autonomisation de l'armée a connu une rupture importante, Atatürk se gardant d'avoir recours aux forces armées pour diriger et « inventer » la Turquie républicaine. Elle est revenue en force après le coup d'Etat de 1960, tournant prétorien de la Turquie, puisque la période entre les deux Constitutions inaugure l'ancrage économique de l'armée, avec la fondation de l'ÖYAK, et que la nouvelle Constitution donne naissance au MGK, institution extra-gouvernementale qui échappe au contrôle du pouvoir civil, et mettra bientôt celui-ci sous tutelle. Naissent aussi des institutions judiciaires, comme la Cour constitutionnelle qui servira comme garde-fou de cette nouvelle élite « néo-kémaliste », constituée des forces armées et de divers alliés dans différents domaines de la société : politiques, intellectuels, juges etc. L'armée s'érige alors en « propriétaire de l'Etat », et perpétue le patrimonialisme tutélaire qui avait cours sous le règne des *sultan-califes* ottomans, puis de celui sans partage de Kemal Atatürk, imposant un cadre et réprimant tout contrevenant. Pour justifier cette prégnance, elle désignera ainsi tour à tour, l'extrême-gauche « communiste », les Kurdes puis l'*irtica* religieuse comme ennemis intérieurs dans le régime sécuritaire inauguré par le coup d'Etat de 1980. Ces espaces d'exclusion seront ceux mobilisés par l'AKP arrivé au pouvoir dans les années 2000. Erdoğan mobilisera et alimentera ainsi à souhait la rancœur, le sentiment d'exclusion, et la peur du retour des forces prétoriennes pour consolider et fidéliser son électorat. Face à la perte de prérogatives auxquelles l'armée fera face dans les années 2000, avec l'affaiblissement du MGK puis les procès Ergenekon et Balyoz, elle se repliera sur l'économie, non seulement en s'imbriquant dans l'industrie de défense turque qui ne fait que croître depuis le début des années 2000, mais aussi en devenant un acteur économique de premier plan avec l'ÖYAK, devenue l'une des plus importantes holdings du pays. L'interventionnisme hyperactif de la Turquie, dans son voisinage proche et au-delà, n'est pas sans lien avec le développement de cette industrie

de défense de plus en plus autonome, sur laquelle Erdoğan mise gros. Plus globalement, la période actuelle démontre un ancrage de l'armée, plus impliquée dans la politique étrangère, notamment à travers la formulation d'une doctrine comme *Mavi Vatan*, directement issue d'amiraux. Mais du règne de l'armée découle également le règne de la violence, que l'armée a alimenté, soit en ne laissant que celle-ci comme moyen d'expression pour tout ce qui sort du cadre *kémaliste*, soit en la fragmentant, faisant appel à des groupes criminels d'extrême-droite pour mener la guerre contre le PKK dans les années 1990. Ces pratiques, comme l'autoritarisme *kémaliste*, sont aujourd'hui reproduites par l'AKP, chez qui l'on observe le même cloisonnement face à la société civile, mobilisant des forces paramilitaires pour réprimer la contestation du président.

Le dernier axe était moins spécifique, mais tout aussi important. Il proposait de voir comment la politique étrangère turque s'inscrivait dans une perspective historique plus courte : celle ouverte par la fin de la Guerre froide. Nous avons ainsi vu que si l'AKP et Erdoğan ont connu un succès important sur le plan économique dans leur première décennie de pouvoir, ils ont essentiellement tiré les marrons du feu, poursuivant ce qui avait été entrepris dès les années 1980 sous la direction de Turgut Özal. Le déploiement d'une nouvelle politique étrangère s'inscrit en revanche dans un cadre nouveau : celui de la *Stratejik Derinlik* développée par le « Kissinger turc » Ahmet Davutoğlu. Cette politique de voisinage s'appuie sur la position géographique de la Turquie au carrefour des peuples chrétiens et musulmans, qui permettrait à la Turquie, si celle-ci adoptait une politique étrangère ambitieuse, de s'appuyer sur un leadership régional afin d'atterrir dans le cercle fermé des grandes puissances. Ce leadership régional doit être atteint dans une forme d'hégémonie gramscienne, à travers le consentement des populations voisines. Ainsi, cette politique implique le déploiement de toute une série d'outils diplomatiques, culturels et non gouvernementaux, comme l'agence de développement TİKA, les écoles *gülenistes* ou les centres culturels de la fondation *Yunus Emre*. Sur le plan économique, cette politique connaîtra un succès important dans un premier temps, dopée par l'émergence d'une bourgeoisie islamique aux liens organiques avec l'AKP, et part essentielle du modèle libéral-conservateur que le parti au pouvoir cherche à promouvoir au sein des populations arabes. D'abord couronnée de succès, la multiplication des accords de libre-échange permettant de faire exploser les échanges commerciaux, cette politique se heurtera rapidement aux réalités régionales après les Printemps arabes, tout particulièrement en Syrie. Seules les relations entretenues avec le Kurdistan irakien ont suivi un cours positif, maintenant l'Irak en bonne place parmi les débouchés des exportations turques, qui demeurent fortement dépendantes des marchés européens. C'est sur la question énergétique que la politique de l'AKP s'est montrée la plus en réussite. Exploitant les liens ethnolinguistiques et culturels avec l'Azerbaïdjan après l'implosion de l'URSS, la Turquie a tout fait pour se positionner en *hub* énergétique, en mesure d'assurer la sécurité énergétique à une Europe qui cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures russes. C'est également en ce sens que les liens avec le Kurdistan irakien ont été fructueux. Le corridor gazier sud-européen devrait permettre d'acheminer les hydrocarbures de la mer Caspienne à l'Europe en passant par la Géorgie et la Turquie, et le *Turkish Stream* passera par la Thrace pour approvisionner l'Europe en gaz russe. Cette prééminence de la question énergétique permet de relativiser l'idée d'un échec de la politique moyen-orientale de la Turquie. Si l'on reprend la formule de Frédéric Charillon selon laquelle « la politique étrangère ressemble de plus en plus à la gestion d'une série de contraintes », l'interventionnisme en Syrie, en Libye, et dans le Haut-Karabagh a été une gestion des contraintes d'instabilité régionale. Ce faisant, elle s'est imposée comme interlocuteur dans des contextes délaissés par les puissances occidentales. A une échelle plus large, la Turquie s'est délestée de ses alliés occidentaux pour mener une politique étrangère relativement indépendante, en la réorientant lorsque cela a été nécessaire.

Enfin, nous avons également vu que la dimension personnelle d'un autocrate et son projet bonapartiste jouait également un rôle dans le déploiement turc. Que ce soit dans le rattachement de la politique étrangère à sa personne, dans la dimension de « guerres de diversion » que l'on peut donner aux interventions extérieures, ou dans les manipulations électorales effectuées pour toucher la fibre nationaliste, tout particulièrement depuis que l'AKP a été contraint à une alliance avec le parti d'extrême-droite MHP. Nous avons vu que Recep Tayyip Erdoğan demeurait un politicien hors pair, capable de sentir le vent tourner et de changer son discours en conséquence. A la rhétorique agressive établie dans un contexte où la présence de Donald Trump à la Maison Blanche, mais aussi d'autres autocrates en pleine bourre dans plusieurs pays s'est rapidement substitué une volonté de « retour à la diplomatie » depuis l'élection de Joseph Biden. Des évolutions futures sur ce point ne sont ainsi pas à exclure.

Difficile donc, de donner des réponses fixes et définitives aux questions qui ont servi de fil conducteur à notre recherche. Le contexte d'émergence de l'Etat-nation turc a enclenché une logique d'obsession sécuritaire dont l'armée a profité pour mettre le secteur civil sous tutelle pendant de nombreuses décennies. Couplée à un étatisme patrimonial, des *sultans* des *Tanzimats* à Atatürk et İnönü, que l'armée a repris à son compte après la première expérience multipartiste, cette mise sous tutelle a bâti des espaces d'exclusion et de rancœur, sur lesquels l'AKP et Erdoğan se sont appuyés avec un certain revanchisme pour consolider l'ouverture qu'ont constitué les crises économiques, gouvernementales et sécuritaires entre 1990 et 2001. La nature même de cette politique étrangère, bâtie sur une nostalgie d'Empire et un libéral-conservatisme musulman est intimement liée à la nature de la « contre-élite » qui la mène. Pour autant, le déploiement d'une politique étrangère ambitieuse a également été facilité par le contexte international (fin de la Guerre froide, naissance de nouveaux Etats en Europe de l'Est, dans le sud-Caucase et en Asie centrale). Enfin, la pratique autoritaire et agressive tient à la fois aux luttes entre le bloc *néo-kémaliste* et Erdoğan, celui-ci reproduisant l'autoritarisme qui avait cours en Turquie, et à la tournure de plus en plus autocratique qu'a pris son règne, notamment après la tentative de coup d'Etat de 2016, et l'inauguration du régime hyper-présidentiel en 2018.

Evidemment, ce travail comporte des lacunes, et des choix ont dû être faits par souci de cohérence, de compréhension ou de synthétisme. Le premier d'entre eux a été de se concentrer essentiellement sur la politique étrangère déployée au Moyen-Orient (en y incluant l'Afrique du Nord) et dans le Caucase. Cette orientation nous a fait survoler, voire ignorer certains éléments du déploiement de la Turquie. Ainsi, nous n'avons pas évoqué le virage récemment opéré vers l'Afrique de l'Est, avec la construction de bases navales dans les pays de la Corne donnant sur l'Océan Indien⁵⁹⁷. Il en va de même pour la pénétration économique de la Turquie dans les Balkans, qui s'est intensifiée après les guerres yougoslaves des années 1990⁵⁹⁸. A cette question est forcément liée l'évolution de la politique européenne de la Turquie, le conflit continu avec la Grèce et la question chypriote, ce qui aurait nécessité un travail à part entière pour être analysé de manière exhaustive. Néanmoins, les relations de la Turquie avec l'Europe, la Grèce et Chypre ne pouvaient être totalement ignorées, ce qui explique pourquoi nous avons pu passer quelque peu rapidement sur ces questions. Etant donné l'orientation prise dans ce travail, nous avons pris le parti de les traiter comme des éléments de contexte plutôt que comme des facteurs explicatifs qu'il aurait été nécessaire de contextualiser de manière exhaustive. Nous espérons toutefois être parvenu à donner une meilleure compréhension de la Turquie et de sa politique étrangère.

⁵⁹⁷ Tancredi JOSSERAN, « La Turquie et la Méditerranée : Une relation houleuse », *op. cit.*, p. 82.

⁵⁹⁸ Voir à ce sujet Dimitar BECHEV, « Turkey in the Balkans: Taking a Broader View », in *Insight Turkey*, 2012, Vol.14, No. 1, pp. 131-146.

Bibliographie

Ouvrages

- AKÇA, İsmet, « The Conglomerate of the Turkish Military (OYAK) and the Dynamics of Turkish Capitalism », in ABUL-MAGD, Zeinab et GRAWERT, Elke (dir.), *Businessmen in arms. How the military and other armed groups profit in the MENA region*, Lanham, Boulder, New York, Londres, Rowman & Littlefield, 2016, pp. 69-96.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
- BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- BOZARSLAN, Hamit, *Histoire de la Turquie Contemporaine*, Paris, Editions La Découverte, Troisième édition, 2016.
- BOZARSLAN, Hamit, *Histoire de la Turquie. De l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2015.
- BOZARSLAN, Hamit, DUCLERT, Vincent et KEVORKIAN, Raymond H., *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2016.
- CHARILLON, Frédéric (dir.), *Les politiques étrangères. Ruptures et continuités*, Paris, La Documentation française, 2002.
- CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère, nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- CHETERIAN, Vicken, *Open Wounds: Armenians, Turks and a Century of Genocide*, Londres, C. Hurst & Co, 2015.
- CIZRE, Ümit (dir.), *Secular and Islamic Politics in Turkey: The making of the Justice and Development Party*, Abingdon, Routledge, 2008.
- DEMİR, Fırat, « A Political Economy Analysis of the Turkish Military's Split Personality: The Patriarchal Master or Crony Capitalist? », in ÇETİN, Tamer et YILMAZ, Feridun (dir.), *Understanding the process of economic change in Turkey: An institutional approach*, New York, Nova Science Publishers, 2010, pp. 171-193.
- DER MATOSSIAN, Bedross, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the late Ottoman Empire*, Stanford, Stanford University Press, 2014.
- DORRONSORO, Gilles (dir.), *La Turquie contestée : Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005.
- FLICHE, Benoît, *Odysées turques. Les migrations d'un village anatolien*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- GEORGEON, François, *Abdülhamid II : Le crépuscule de l'Empire ottoman*, Paris, CNRS Editions, 2017.
- GRIGORADIS, Ioannis N., « Turkish Nationalism » in CHOUEIRI, Youssef M. (dir.), *A Companion to the History of the Middle East*, Malden, Oxford, Victoria, Blackwell Publishing, 2005, pp. 313-320.
- HALE, William, *Turkish Foreign Policy since 1774*, London, New York, Routledge, Troisième édition, 2013.
- HALE, William, *Turkish Politics and the Military*, Londres, New York, Routledge, 1994.
- HANIOĞLU, M. Şükrü, *Atatürk: An Intellectual Biography*, Princeton, Princeton University Press, 2011.
- HANIOĞLU, M. Şükrü, *A brief History of the Late ottoman Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- HOBSBAWM, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Editions Gallimard, 1992.

- INSEL, Ahmet, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, Editions La Découverte, 2015.
- INSEL, Ahmet, « “Cet Etat n'est pas sans propriétaire !” Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », in DABÈNE, Olivier, GEISSER, Vincent et MASSARDIER, Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte, 2008, pp. 133-153.
- JABBOUR, Jana, J., *La Turquie. L'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Editions, 2017.
- JEANGRÈNE VILMER, Jean-Baptiste, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2020.
- KAZANCIGIL, Ali, BILICI, Faruk et AKAGÜL, Deniz (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard/Pluriel, 2013.
- KÖSEBALABAN, Hasan, *Turkish Foreign Policy: Islam, Nationalism and Globalization*, New York, Palgrave MacMillan, 2011.
- MASSICARD, Elise, « “Gangs in Uniform” in Turkey: Politics at the Articulation between Security Institutions and the Criminal World », in BRIQUET, Jean-Louis et FAVAREL-GARRIGUES, Gilles (dir.), *Organized Crime and States: The Hidden Face of Politics*, New York, Palgrave MacMillan, 2010, pp. 41-71.
- MARDIN, Şerif, *The Genesis of Young Ottoman thought: A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas*, Syracuse, Syracuse University Press, 2000.
- MORIN, Jean-Frédéric, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013.
- NYE, Joseph, *The Powers to Lead*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
- PÉROUSE, Jean-François, *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, Lonrai, Editions de la Martinière, 2004.
- ROCHE, Jean-Jacques, *Théories des relations internationale*, Paris, Editions Montchrestien, Quatrième édition, 2002.
- ROUX, Jean-Paul, *Histoire des Turcs : Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée*, Paris, Fayard, 1984.
- SCHMID, Dorothee (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Editions, 2011.
- SPYKMAN, Nicholas John, *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, 1944.
- STEINBACH, Udo, « The Impact of Atatürk on Turkey's Political Culture since World War II », in LANDAU, Jacob M (dir.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Leyde, E.J. Brill, 1984, pp. 77-88.
- STERNHELL, Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Editions Gallimard, Quatrième édition, 2012.
- ÜLKER, Erol, « Turkish National Movement, Mass Mobilization, and Demographic Change in Istanbul, 1922-1923 », in ERSOY, Meltem et OZYUREK, Esra (dir.), *Contemporary Turkey at a Glance II*, Wiesbaden, Springer VS., 2017, pp. 177-192.
- VANER, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005.
- VEINSTEIN, Gilles, « On the Ottoman Janissaries (Fourteenth-Nineteenth Centuries) », in ZÜRCHER, Erik-Jan (dir.), *Fighting for a Living: A Comparative Study of Military Labour 1500-2000*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2014, pp. 117-134.
- WEBER, Max, *La domination*, Paris, Editions La Découverte, 2015.
- WEBER, Max, *Economie et société 1 : Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995.
- WEBER, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Suivi d'un essai*. Paris, Librairie Plon, 1964.

YANKAYA-PÉAN, Dilek, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

ZÜRCHER, Erik Jan, *Turkey: A modern history*, Londres, LB Tauris & Co Ltd., Troisième Edition, 2004.

ZÜRCHER, Erik Jan, *The Unionist factor: The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement 1905-1926*, Leyde, E. J. Brill, 1984.

Articles scientifiques

AKAGÜL, Deniz, « A la recherche de l'attractivité perdue », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 93-110.

AKGÖNÜL, Samim, « De l'usage des fractures », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 121-138.

ASSEBURG, Muriel et OWEIS, Khalid Yacoub, « Syria's Reconstruction Scramble », *SWP Comment 2017/C 51*, 2017, pp. 1-8.

BALCI, Bayram, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », in *Revue Internationale et Stratégique*, 2019, Vol. 116, No. 4, pp. 134-145.

BALCI, Bayram, « Entre mysticisme et politique, que veut le mouvement de Fethullah Gülen en Turquie ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 41-51.

BALCI, Bayram, « Fetuhllah Gülen's Missionary Schools in Central Asia and their Role in Spreading of Turkism and Islam », in *Religion, State and Society*, 2003, Vol. 31, No. 2, pp. 151-177.

BECHEV, Dimitar, « Turkey in the Balkans: Taking a Broader View », in *Insight Turkey*, 2012, Vol. 14, No. 1, pp. 131-146.

BILICI, Faruk, « Révolution française, Révolution turque et fait religieux », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Vol. 52-53, pp. 173-185.

BOLAT, Nur, « L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », in *Politique étrangère*, 2010, No. 1, pp. 41-53.

BOZAN, Aysegül, « Tayyip Erdoğan et les jeunes militants de l'AKP : Identification et coproduction d'une figure de leader », in *Confluences Méditerranée*, 2018, Vol. 107, No. 4, pp. 29-42.

BOZARSLAN, Hamit, « Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1988, No. 151, pp. 121-136.

BOZARSLAN, Hamit, « Révolution française et Jeunes Turcs », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, No. 52-53, pp. 160-172.

BOZARSLAN, Hamit, « Islam, laïcité et la question d'autorité de l'Empire ottoman à la Turquie kémaliste », in *Archives de sciences sociales des religions*, 2004, No. 125, pp. 99-113.

BROWN, James, « The Military and Society: The Turkish Case », in *Middle Eastern Studies*, 1989, Vol. 25, No. 3, pp. 387-404.

BURDY, Jean-Paul et MARCOU, Jean, « Le cheminement complexe des nouvelles relations turco-arabes », in *Hérodote*, Vol. 148, No. 1, pp. 8-22.

CHETERIAN, Vicken, « The Uses and Abuses of History: Genocide and the Making of the Karabakh Conflict », in *Europe Asia Studies*, 2018, Vol. 70, No. 5, pp. 884-903.

CHETERIAN, Vicken, « The Last Closed Border of the Cold War: Turkey-Armenia », in *Journal of Borderlands Studies*, 2017, Vol. 32, No. 1, pp. 71-90.

CIZRE, Ümit, « Demythologizing the National Security Concept: The Case of Turkey », in *Middle East Journal*, 2003, Vol. 57, No. 2, pp. 213-229.

- COPEAUX, Etienne, « L'image des arabes et de l'islam dans les manuels d'histoire turcs depuis 1932 », in *CEMOTI*, 1991, Vol. 12, pp. 195-212.
- DADRIAN, Vahagn, N. et NIESS, Alexandre, « L'Etat, le parti et les parlementaires turcs face au génocide arménien (1908-1916) », in *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2008, Vol. 10, No. 2, pp. 63-74.
- DEMIR, Emre et KILIC, Sami, « La fabrique de l'information: comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 111-120.
- DIKKAYA, Mehmet et STRAKES, Jason E., « A paradigm shift in Turkish-Azerbaijani Relations ? Result for Turkish Armenia Reconciliation process between 2008 and 2010 », *Review of Socio-Economic Perspectives*, 2011, Vol. 2, No. 1, pp. 84-102.
- DONELLI, Federico, « Persuading through Cultures, Values and Ideas: The Case of Turkey's Cultural Diplomacy », in *Insight Turkey*, 2019, Vol. 21, No. 3, pp. 113-134.
- DORRONSORO, Gilles et GOURISSE, Benjamin, « L'armée turque en politique », in *Revue française de science politique*, 2015, Vol. 65, No. 4, pp. 609-631.
- DUGUIT, Camille, « Le siècle allemand des réformes militaires ottomanes (1880-1960) », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 17-39.
- EL YATTIOUI, Mohamed Badine, « La mutation du régime turc depuis 2014 : origines et conséquences », in *Analecta Politica*, 2018, Vol. 8, No. 15, pp. 339-348.
- ESEN, Berk et YADRIMCI-GEYIKÇI, Şebnem, « The Turkish presidential elections of 24 June 2018 », in *Mediterranean Politics*, 2020, Vol. 25, No. 5, pp. 682-689.
- GÖLE, Nilüfer, « Secularism and Islamism in Turkey: The Making of Elites and Counter-Elites », in *Middle East Journal*, 1997, Vol. 51, No. 1, pp. 46-68.
- GOURISSE, Benjamin, « Participation électorale, pénétration de l'Etat et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », in *Politix*, 2012, Vol. 98, No. 2, pp. 171-193.
- GROC, Gérard, « La doctrine Davutoglu : Une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », in *Confluences Méditerranée*, 2012, Vol. 83, No. 4, pp. 71-85.
- HABIBI, Nader et WALKER, Joshua J., « What Is Driving Turkey's Reengagement with the Arab World? », *Brandeis University Middle East Brief*, 2011, No. 49, pp. 1-10.
- HAKKI, Murat Metin et DELLECKER, Adrian, « Dix ans d'alliance turco-israélienne », in *Politique étrangère*, 2006, No. 2, pp. 421-430.
- HINNEBUSH, Raymond et QUILLIAM, Neil, « Contrary Siblings : Syria, Jordan and the Iraq War », in *Cambridge Review of International Affairs*, 2006, Vol. 19, No. 3, pp. 513-528.
- IÇDUYGU, Ahmet, TOKTAS, Şule et SONER, B. Ali, « The politics of population in a nation-building process: emigration of non-Muslims from Turkey », in *Ethnic and Racial Studies*, 2008, Vol. 31, No. 2, pp. 358-389.
- INSEL, Ahmet, « L'autocrate élu et sa nouvelle république », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 27-40.
- JABBOUR, Jana, J., « La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions », in *Politique étrangère*, 2020, No. 4, pp. 99-108.
- JOSSERAN, Tancrède, « La Turquie et la Méditerranée : Une relation houleuse », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 71-85.
- JOSSERAN, Tancrède, « 15 juillet 2016 : Le crépuscule des Pachas ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 77-92.

- JOSSERAN, Tancredi, « Les services secrets turcs, de l'organisation spéciale au MIT », in *Stratégique*, 2014, Vol. 105, No. 1, pp. 131-144.
- KALAYCIOĞLU, Ersin, « *Kulturkampf* in Turkey: The Constitutional Referendum of 12 September 2010 », in *South European Society and Politics*, 2012, Vol. 17, No. 1, pp. 1-22.
- KARDAS, Saban & MACIT, Fatih, « Turkey-Azerbaijan Relations : The Economic Dimension », in *Journal of Caspian Affairs*, 2015, Vol. 1, No. 1, pp. 23-46.
- KAYA, Sümbül, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016 », in *Mouvements*, 2017, Vol. 90, No. 2, pp. 19-29.
- KAYA, Sümbül, « “De l'illégalité à la légitimation” : la socialisation à la violence des conscrits de l'armée turque », in *Déviance et société*, 2013, Vol. 37, No. 4, pp. 509-531.
- KAYA, Ugur, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l'Etat turc », in *Confluences Méditerranée*, 2017, Vol. 101, No. 2, pp. 13-25.
- KENTEL, Ferhat, « L'Islam, carrefour des identités sociales et culturelles en Turquie : le cas de la prospérité », in *CEMOTI*, 1995, Vol. 19, pp. 211-228.
- KIRIŞCI, Kemal, « Post Second World War Immigration from Balkan Countries to Turkey », in *New Perspectives on Turkey*, Vol. 12, pp. 61-77.
- KLOTZ, Audie et LYNCH, Cecelia, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », in *Critique internationale*, 1999, Vol. 2, No. 1, pp. 51-62.
- KUPCHAN, Charles A. et KUPCHAN, Clifford A., « The Promise of Collective Security », in *International Security*, 1995, Vol. 20, No. 1, pp. 52-61.
- KUTLAY, Mustafa et ÖNIŞ, Ziya, « Turkish foreign policy in a post-western order: strategic autonomy or new forms of dependence? », in *International Affairs*, 2021, Vol. 97, No. 4, pp. 1085-1104.
- KUTLAY, Mustafa, « Economy as the “Practical Hand” of “New Turkish Foreign Policy”: A Political Economy Explanation », in *Insight Turkey*, 2011, Vol. 13, No. 1, pp. 67-88.
- LEFEEZ, Sophie, « L'industrie de défense turque : Un modèle de développement basé sur une volonté d'autonomie stratégique » in *Iris Policy Paper*, 2017, pp. 1-14.
- MACKINDER, H. J., « The Geographical Pivot of History », in *The Geographical Journal*, 1904, Vol. 23, No. 4, pp. 421-437.
- MAIGRE, Marie-Elisabeth, « L'émergence d'une “éthique musulmane” dans le monde des affaires turc : réflexions autour de l'évolution du MÜSIAD et des communautés religieuses », in *Religioscope. Etudes et analyses*, 2005, Vol. 7, pp. 1-25.
- MARCOU, Jean, « La diplomatie turque entre déconvenues et repositionnement stratégique », in *Revue des Deux Mondes*, 2015, pp. 54-63.
- MARCOU, Jean, « Les relations turco-syriennes : De l'idylle à la descente aux enfers », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2012, Vol. 107, No. 3, pp. 93-105.
- MARCOU, Jean, « Etat et Etat de droit en Turquie », in *Pouvoirs*, 2005, Vol. 115, No. 4, pp. 25-40.
- MARDIN, Şerif, « Youth and Violence in Turkey », in *European Journal of Sociology*, 1978, Vol. 19, No. 2, pp. 229-254.
- MINASSIAN, Gaïdz, « Le dialogue arméno-turc », in *Revue Internationale et Stratégique*, 2009, Vol. 75, No. 3, pp. 47-58.
- MONNIER, Fabrice, « Le tournant de la Sakharya », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 41-54.

- MURINSON, Alexander, « The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy », in *Middle Eastern Studies*, 2006, Vol. 42, No. 6, pp. 945-964.
- OLIVIER, Monique, « Disparités régionales en Turquie : vers une politique d'aménagement du territoire », in *Anatolia Moderna – Yeni Anadolu*, 1991, Tome 1, pp. 289-301.
- OUGAARD, Morten, « Some Remarks concerning Peripheral Capitalism and the Peripheral State », *Science & Society*, 1982-1983, Vol. 46, No. 4, pp. 385-404.
- ÖZÇALIK, Sevil et GRÜSSHABER, Gerhard, « “Frank, Fresh, Frish, Free” at the Bosphorous? Selim Sırrı and the German Model of Youth Mobilization in the late Ottoman State, 1908-1918 », in *Middle East Critique*, 2015, Vol. 24, No. 4, pp. 375-388.
- OZKAN, Behlül, « Turkey, Davutoğlu and the Idea of Pan-Islamism », in *Global Politics and Strategy* 2014, Vol. 56, No. 4, pp. 119-140.
- PARIS, Julien, « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question », in *Hérodote*, 2013, Vol. 148, No. 1, pp. 156-170.
- PERLMUTTER, Amos, « The Praetorian State and the Praetorian Army: Toward a Taxonomy of Civil-Military Relations in Developing Polities », in *Comparative Politics*, 1969, Vol. 1, No. 3, pp. 382-404.
- POLAT, Rabia Karakaya, « The Kurdish Issue: Can the AK Party Escape Securitization », in *Insight Turkey*, 2008, Vol. 10, No. 3, pp. 75-86.
- POUVREAU, Ana, « Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie », in *Revue Défense Nationale*, 2018, Vol. 813, No. 8, pp. 52-58.
- REBIÈRE, Noémie, « Les relations russo-turques au prisme des enjeux énergétiques », in *Confluences Méditerranée*, 2018, Vol. 104, No. 1, pp. 113-123.
- REBIÈRE, Noémie, « De la Caspienne à la Turquie : les enjeux du corridor gazier sud-européen », in *Hérodote*, 2014, Vol. 155, No. 4, pp. 80-97.
- ROUQUIÉ, Alain, « L'hypothèse “bonapartiste” et l'émergence des systèmes politiques semi-compétitifs », in *Revue française de sciences politiques*, 1975, Vol. 25, No. 6, pp. 1077-1111.
- SAHINOZ, Ahmet, « D'une crise à l'autre en Turquie », in *Revue du tiers-monde*, 1991, Vol. 125, pp. 187-195.
- SAYARI, Sabri, « Turkish Foreign Policy in the Post-Cold War Era: The Challenges of Multi-Regionalism », in *Journal of International Affairs*, 2000, Vol. 54, No. 1, pp. 169-182.
- SCHMID, Dorothee, « L'AKP et les défis de la puissance », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2017, Vol. 127, No. 3, pp. 65-76.
- SERDAROĞLU, Ozan, « Les transformations des registres d'action de TÜSIAD dans les années 1990 : le rôle de l'enjeu européen », in *European Journal of Turkish Studies*, 2009, Vol. 9, pp. 1-22.
- SMITH, Alastair, « Diversionary Foreign Policy in Democratic Systems », in *International Studies Quarterly*, 1996, Vol. 40, No. 1, pp. 133-153.
- TOURRET, Vincent, « Les interventions en Syrie depuis 2016 : Une Kontreguerilla devenue l'outil de sécurité extérieure de l'Etat », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 55-70.
- ÜNAL, Deniz, « Aux sources du dynamisme économique turc », in *Confluences Méditerranée*, 2012, Vol. 83, No. 4, pp. 99-116.
- ÜNSALDI, Levent, « Entre le néolibéralisme et la morale, la conception musulmane du développement en Turquie », in *Revue internationale de politique de développement*, 2013, Vol. 4, pp. 173-187.
- ÜNSALDI, Levent, « Du rôle politique de l'armée en Turquie », in *Revue Tiers Monde*, 2008, Vol. 194, No. 2, pp. 261-279.

USLU, Emrullah, « *Ulusalcılık* : The Neo-nationalist Resurgence in Turkey », in *Turkish Studies*, 2008, Vol. 9, No. 1, pp. 73-97.

VALLÉE, Pierre, « L'évolution des relations entre la Turquie et l'OTAN : Perspectives et réalités », in *Stratégique*, 2019, Vol. 124, No. 4, pp. 87-102.

VANER, Semih, « Violence politique et terrorisme en Turquie », in *Esprit*, 1984, Vol. 94/95, No. 10/11, pp. 81-106.

VERNIER, Bernard, « L'armée turque et la république néo-kémaliste », in *Politique étrangère*, 1965, No. 3, pp. 259-279.

YAĞCI, Mustafa, « The Political Economy of AK Party Rule in Turkey: From a Regulatory to a Developmental State? », in *Insight Turkey*, 2017, Vol. 19, No. 2, pp. 89-114.

YÉGAVIAN, Tigrane, « La seconde guerre du Karabakh », *Etudes*, 2021, No. 1, pp. 7-17.

YÉGAVIAN, Tigrane, « La Turquie embourbée dans la crise syrienne », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, Vol. 131, No. 3, pp. 83-103.

YESEVI, Çağla Gül et TIFTIKCIGIL, Burcu Yavuz, « Turkey-Azerbaijan Energy Relations : A Political and Economic Analysis », in *International Journal of Energy Economics and Policy*, 2015, Vol. 5, No. 1, pp. 27-44.

ZÜRCHER, Erik Jan, « The Young Turk revolution: comparisons and connections », in *Middle Eastern Studies*, 2019, Vol. 55, No. 6, pp. 481-498.

ZÜRCHER, Erik Jan, « Young Turk Governance in the Ottoman Empire during the First World War », in *Middle Eastern Studies*, 2019, Vol. 55, No. 6, pp. 897-913.

Thèse de doctorat

CÔRTE-RÉAL PINTO, Gabriela Anouck, *Armée sans frontière. Redéploiement économique du pouvoir militaire dans la Turquie néolibérale*, Thèse de doctorat en sciences politiques. CERI/Sciences Po, 2012.

Webographie et articles de presse

AFP, *Elections municipales en Turquie : Erdogan essuie un revers électoral à Ankara et Istanbul*, Franceinfo.fr, 2019, [En ligne]. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/turquie/elections-municipales-en-turquie-erdogan-essuie-un-revers-electoral-a-ankara-et-istanbul_3260125.html (Consulté le 17.06.2021).

ANADOLU AGENCY, *Erdogan visits grave of former leaders in Istanbul*, dailysabah.com, 2017, [En ligne]. URL : <https://www.dailysabah.com/elections/2017/04/17/erdogan-visits-graves-of-former-leaders-in-istanbul> (Consulté le 16.07.2021).

ASELSAN, *2019 Annual Report*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.aselsan.com.tr/en/investor-relations/annual-reports> (Consulté le 02.07.2021).

ASSOCIATED PRESS in Ankara, *Erdogan declares his election is 'day Turkey is born from its ashes'*, theguardian.com, 2014, [En ligne]. URL : <https://www.theguardian.com/world/2014/aug/28/recep-erdogan-turkey-president-oath-of-office> (Consulté le 15.07.2021).

BAUDUIN, Clémence, *Un ministre turc interdit aux Pays-Bas : Erdogan évoque un « vestige du nazisme »*, rtl.fr, 2017, [En ligne]. URL : <https://www.rtl.fr/actu/international/un-ministre-turc-interdit-aux-pays-bas-erdogan-evoque-un-vestige-du-nazisme-7787627091> (Consulté le 14.04.2021).

BELGA, *Haut Karabakh: la Turquie assure son soutien à l'Azerbaïdjan*, rtbf.be, 2020, [En ligne]. URL : https://www.rtf.be/info/monde/detail_haut-karabakh-la-turquie-assure-son-soutien-a-l-azerbaïdjan?id=10622424 (Consulté le 07.07.2021).

ÇAVUSOĞLU, Mevlüt, *Opening speech of the 11th Ambassadors' Conference, Ankara*, 2019, [En ligne]. URL : <https://www.mfa.gov.tr/sayin-bakanimizin-bkon-acilis-konusmasi-5-08-19.en.mfa> (Consulté le 15.07.2021).

CROITORU, Joseph, *Ankara auf Expansionskurs*, taz.de, 2021, [En ligne]. URL : <https://taz.de/Imperialistische-Bestrebungen-der-Tuerkei/!5766139/> (Consulté le 13.07.2021).

DEFENSE NEWS, *Top 100*, 2020, [En ligne], URL : <https://people.defensenews.com/top-100/> (Consulté le 21.06.2021).

DEL VALLE, Alexandre, *Menace néo-ottomane en Méditerranée : les appétits de puissance du néo-Sultan Erdogan*, valeursactuelles.com, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.valeursactuelles.com/monde/alexandre-del-valle-menace-turco-ottomane-en-mediterranee-jusquou-ira-le-sultan-president-erdogan/> (Consulté le 13.07.2021).

ECZACIBAŞI GROUP, *Annual Report 2020*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.eczacibasi.com.tr/tr/anasayfa/phone/en/investor-relations/annual-report-corporate-brochure> (Consulté le 15.06.2021).

ERSOY, Ercan, *Turkey Wealth Fund to Retry Bond Sale*, bloomberg.com, 2020, [En ligne]. URL : [https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-01/turkey-wealth-fund-to-retry-bond-sale-as-it-plans-ipo-of-assets#:~:text=The%20fund's%20portfolio%20%2D%2D%20which,billion%20liras%20\(%241.15%20billion\)](https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-01/turkey-wealth-fund-to-retry-bond-sale-as-it-plans-ipo-of-assets#:~:text=The%20fund's%20portfolio%20%2D%2D%20which,billion%20liras%20(%241.15%20billion).). (Consulté le 28.02.2021).

EURONEWS, *Bientôt un consulat turc à Choucha/Chouchi dans le Haut-Karabakh*, 2021, [En ligne]. URL : <https://fr.euronews.com/2021/06/16/bientot-un-consulat-turc-a-choucha-chouchi-dans-le-haut-karabakh> (Consulté le 07.07.2021).

EUROPEAN STABILITY INITIATIVE, *Les Calvinistes Islamiques : Changements et conservatisme en Anatolie centrale*, 2005, [En ligne]. URL : https://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_72.pdf, (Consulté le 16.07.2021).

FILIU, Jean-Pierre, *La menace en 2021 d'une offensive majeure de la Turquie en Irak*, lemonde.fr, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/12/27/la-menace-en-2021-dune-offensive-majeure-de-la-turquie-en-irak/#:~:text=L'ann%C3%A9e%202020%20a%20%C3%A9t%C3%A9,de%20toute%20pr%C3%A9senc%C3%A9e%20du%20PKK> (Consulté le 13.04.2021).

FRANCE 24, *Haut-Karabakh : des mercenaires syriens, soutenus par la Turquie, épaulent l'Azerbaïdjan*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.france24.com/fr/20201002-haut-karabakh-des-mercenaires-syriens-soutenus-par-la-turquie-%C3%A9paulent-l-azerba%C3%AFdjan> (Consulté le 02.03.2021).

GOTEV, Georgi, *Three presidents inaugurate TANAP pipeline in Turkey*, euroactiv.com, 2018, [En ligne]. URL : <https://www.euroactiv.com/section/energy/news/three-presidents-inaugurate-tanap-pipeline-in-turkey/> (Consulté le 06.07.2021).

HAKIKAT, Nare, *Le nouveau palais présidentiel d'Erdogan « le grand »*, lefigaro.fr, 2014, [En ligne]. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/2014/10/29/01003-20141029ARTFIG00306-le-nouveau-palais-presidentiel-d-erdogan-le-grand.php> (Page consultée le 15.07.2021)

HÜRRİYET, *AKP, MHP to press button for "People's Alliance"*, 2018, [En ligne]. Disponible à <https://www.hurriyetdailynews.com/akp-mhp-to-press-button-for-peoples-alliance-127628> (Consulté le 17.07.2021).

KUIMOVA, Alexandra, WEZEMAN, Siemon T. et WEZEMAN, Pieter D., *Trends in International Arms Transfers, 2020*, sipri.org, 2021, [En ligne]. URL : <https://www.sipri.org/publications/2021/sipri-fact-sheets/trends-international-arms-transfers-2020> (Consulté le 07.07.2021).

MARCHAND, Laure, *Le « Rambo turc » consacre le divorce entre Turquie et Israël*, lefigaro.fr, 2011, [En ligne]. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/2011/02/02/01003-20110202ARTFIG00683-le-rambo-turc-consacre-le-divorce-entre-turquie-et-israel.php> (Consulté le 09.07.2021).

MARCOU, Jean, *La tournée de Recep Tayyip Erdoğan dans le Maghreb a fait un flop*, ovipot.hypotheses.org, 2013, [En ligne]. URL : <https://ovipot.hypotheses.org/8919> (Consulté le 12.07.2021).

MCKERNAN, Bethan, *Syrian rebel fighters prepare to deploy to Azerbaijan in sign of Turkey's ambition*, theguardian.com, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/28/syrian-rebel-fighters-prepare-to-deploy-to-azerbaijan-in-sign-of-turkeys-ambition> (Consulté le 02.03.2020).

MÜSIAD, *President Erdoğan visited MÜSLAD expo 2020*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.musiad.org.tr/icerik/haber-detay-39/p-966> (Consulté le 12.07.2021).

OYAK, *Annual Report 2019*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.oyak.com.tr/corporate/about-us/annual-reports/> (Consulté le 20.06.2021).

OYAK, site officiel [En ligne]. URL : <https://www.oyak.com.tr/oyak-group-companies/fields-of-activity/> (Consulté le 20.06.2021).

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC OF TURKEY, « We work to achieve our goals for 2023 and our visions for 2053 and 2071 », 2019, tccb.gov.tr, [En ligne]. URL : <https://tccb.gov.tr/en/news/542/101642/-we-work-to-achieve-our-goals-for-2023-and-our-visions-for-2053-and-2071-> (Consulté le 17.07.2021).

RFI, *Turquie : 718 arrestations dans les milieux pro-kurdes à travers le pays*, 2021, [En ligne]. Disponible à <https://www.rfi.fr/fr/europe/20210215-turquie-718-arrestations-dans-les-milieux-pro-kurdes-%C3%A0-travers-le-pays> (Consulté le 17.07.2021).

RODIER, Alain, *Turquie : Les mercenaires du président Erdoğan*, Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), Note d'actualité 531, 2018, [En ligne]. URL : <https://cf2r.org/actualite/turquie-mercenaires-president-erdogan/> (Consulté le 16.06.2021).

RUSSEL, Martin, *La sécurité énergétique dans la politique extérieure de l'Union européenne*, Service de recherche du Parlement européen, 2020, [En ligne]. URL : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/649334/EPRS_IDA\(2020\)649334_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/649334/EPRS_IDA(2020)649334_FR.pdf) (Consulté le 16.07.2021).

SADAT, site officiel [En ligne]. URL : <https://www.sadat.com.tr/en/> (Consulté le 10.06.2021).

SIRENE, Öznur Küçük, « Une diplomatie forte au service d'une Turquie forte » en 2021, Trt.net.fr, 2021, [En ligne]. URL : <https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2021/01/13/une-diplomatie-forte-au-service-d-une-turquie-forte-en-2021-1562532> (Consulté le 17.07.2021).

SWFI, site officiel [En ligne], URL : <https://www.swfinstitute.org/fund-rankings/sovereign-wealth-fund> (Consulté le 28.02.2021).

TİKA, *Turkish Development Assistance Report 2019*, 2019, [En ligne]. URL : <https://www.tika.gov.tr/upload/sayfa/publication/2019/TurkiyeKalkinma2019WebENG.pdf> (Consulté le 28.02.2021).

TURKEY WEALTH FOUND, site officiel, [En ligne]. URL : <https://www.tvf.com.tr/en/our-portfolio> (Consulté le 28.02.2021).

WIEDER, Thomas, *Erdogan traite Merkel de «nazie»*, lemonde.fr, 2017, [En ligne]. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/03/20/erdogan-traite-merkel-de-nazie_5097468_3214.html (Consulté le 20.04.2021).

YUNUS EMRE INSTITUTE, site officiel, [En ligne]. URL : <https://www.yee.org.tr/en/corporate/yunus-emre-institute> (Consulté le 28.02.2021).

Sources des données statistiques

BANQUE MONDIALE, site officiel, [En ligne]. URL : <https://donnees.banquemondiale.org/> (Consulté le 30.07.2021).

BP, *Statistical Review of World Energy 2020*, 2020, [En ligne]. URL : <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-review-of-world-energy.html> (Consulté le 30.07.2021).

COMITE DE STATISTIQUES DE LA REPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN, site officiel, [En ligne]. URL : <https://www.stat.gov.az/menu/13/?lang=en> (Consulté le 30.06.2021).

INSTITUT TURC DE STATISTIQUE (Türkiye İstatistik Kurumu, TÜİK), site officiel, [En ligne]. URL : <https://www.tuik.gov.tr/> (Consulté le 30.07.2021).

INSTITUT TURC DE STATISTIQUE (Türkiye İstatistik Kurumu, TÜİK), *Statistical Indicators 1923-2011*, 2011, [En ligne]. URL : <https://teyit.fra1.cdn.digitaloceanspaces.com/wp-content/uploads/2019/11/istatistikgostergeler.pdf> (Consulté le 30.07.2021).

INTERNATIONAL ENERGY AGENCY (IEA), *Données de la Turquie*, [En ligne]. URL : <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tables?country=TURKEY&energy=Balances&year=2019> (Consulté le 15.03.2021).

YSK, *Résultat des votations du référendum de 2017 par province*, 2017, [En ligne]. URL : <https://www.ysk.gov.tr/doc/dosyalar/docs/2017Referandum/2017HO-Ornek134.pdf> (Consulté le 10.07.2021).

Annexes

Annexe 1 : Abréviations

1. Partis et organisations politiques turques et ottomanes

AKP : *Adalet ve Kalkınma Partisi* [Parti de la Justice et du Développement]

ANAP : *Anavatan Partisi* [Parti de la mère patrie]

AP : *Adalet Partisi* [Parti de la Justice]

BDP : *Barış ve Demokrasi Partisi* [Parti de la Paix et de la Démocratie], parti kurde (2008-2014)

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi* [Parti Républicain du Peuple]

CUP : Comité Union et Progrès [*İttihad ve Terakki Cemiyeti*]

DP : *Demokrat Parti* [Parti Démocrate]

DSP : *Demokratik Sol Parti* [Parti de la gauche démocratique]

DTP : *Demokratik Toplum Partisi* [Parti de la Société Démocratique], parti kurde (2005-2009)

DYP : *Doğru Yol Partisi* [Parti de la juste voie]

FP : *Fazilet Partisi* [Parti de la vertu]

HDP : *Halkların Demokratik Partisi* [Parti Démocratique des Peuples], parti kurde (2012-)

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi* [Parti d'Action Nationaliste]

MNP : *Milli Nizam Partisi* [Parti de l'Ordre National]

PKK : *Partya Karkerên Kurdistan* [Parti des Travailleurs du Kurdistan]

RP : *Refah Partisi* [Parti de la Prospérité]

2. Institutions et autres organisations turques

AYM : *Anayasa Mahkemesi* [Cour constitutionnelle]

HSYK : *Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu* [Haut Conseil des Juges et Procureurs]

MİT : *Milli İstihbarat Teşkilatı* [Organisation du renseignement national]

MGK : *Milli Güvenlik Kurumu* [Conseil National de Sécurité]

MÜSIAD : *Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği* [Association des entrepreneurs et industriels indépendants]

OYAK : *Ordu Yardımlaşma Kurumu* [Institution d'assistance mutuelle de l'armée]

TİKA : *Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı* [Agence turque de coopération et de développement]

TSKGV : *Türk Silahlı Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı* [Fondation pour le renforcement des forces armées turques]

TÜSIAD : *Türk Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği* [Association des industriels et des hommes d'affaires turcs]

YAŞ : *Yüksek Askeri Şura* [Conseil militaire supérieur]

YSK : *Yüksek Seçim Kurulu* [Conseil national supérieur]

3. Partis et organisations non-turques

ASALA : Armée secrète de libération de l'Arménie

FRA : Fédération révolutionnaire arménienne

GRK : Gouvernement régional du Kurdistan (Irak)

PDK : Parti démocratique du Kurdistan (Irak)

PJAK : *Partiya Jiyana Azada a Kurdistanê* [Parti pour une vie libre au Kurdistan] (Iran)

PYD : *Partiya Yekîtiya Demokrat* [Parti de l'Union Démocratique] (Syrie)

UPK : Union patriotique du Kurdistan (Irak)

Annexe 2 : Pacte national turc (28 janvier 1920)

Les membres de la Chambre des députés ottomane affirment que l'indépendance de l'Empire et l'avenir de la nation peuvent être assurés par l'observation des principes suivants qui renferment le maximum des sacrifices admissibles en vue d'obtenir une paix juste et durable, et qu'il est impossible de maintenir la souveraineté et l'existence de la communauté ottomane en dehors de ces principes :

Article 1^{er}

Le sort des territoires de l'Empire ottoman exclusivement peuplés par des majorités arabes, et se trouvant, lors de la conclusion de l'armistice du 30 octobre 1918, sous l'occupation des armées ennemies, doit être réglé selon la volonté librement exprimée par les populations locales.

Les parties de l'Empire situées en-deçà et au-delà de ligne d'armistice et habitées par une majorité musulmano-ottomane dont les éléments constitutifs, unis par des liens religieux et culturels et mus par un même idéal, sont animés d'un respect réciproque pour leurs droits ethniques et leurs conditions sociales, forment un tout qui ne souffre, sous quelque prétexte que ce soit, aucune dissociation ni de fait ni de droit.

Article 2

Quant au sort des trois sandjaks de Kars, d'Ardaban et de Batoum, dont la population avait dès sa libération, affirmé, par un vote solennel, sa volonté de faire retour à la mère patrie, les membres signataires du présent Pacte admettent qu'au besoin il soit procédé à un second plébiscite librement effectué.

Article 3

Le statut juridique de la Thrace occidentale dont le règlement avait été subordonné à la paix turque doit se baser sur la volonté de sa population librement exprimée.

Article 4

La sécurité de Constantinople, capitale de l'Empire et siège du Khalifat et du Gouvernement Ottoman, ainsi que celle de la mer de Marmara, doivent être à l'abri de toute atteinte.

Ce principe une fois posé et admis, les soussignés sont prêts à souscrire à toute décision qui sera prise d'un commun accord par le Gouvernement Impérial, d'une part, et les puissances intéressées, de l'autre, en vue d'assurer l'ouverture des Détroits au commerce mondial et aux communications internationales.

Article 5

Les droits des minorités seront confirmés par nous sur la même base que ceux établis au profit des minorités dans d'autres pays par les conventions ad hoc conclues entre les Puissances de l'Entente, leurs adversaires et certains de leurs associés.

D'autre part, nous avons la ferme conviction que les minorités musulmanes des pays avoisinants jouiront des mêmes garanties en ce qui concerne leurs droits.

Article 6

En vue d'assurer notre développement national et économique et dans le but de doter le pays d'une administration régulière plus moderne, les signataires du présent Pacte considèrent la jouissance d'une indépendance entière et d'une liberté complète d'action comme condition sine qua non de l'existence nationale.

En conséquence, nous nous opposons à toute restriction juridique ou financière de nature à entraver notre développement national.

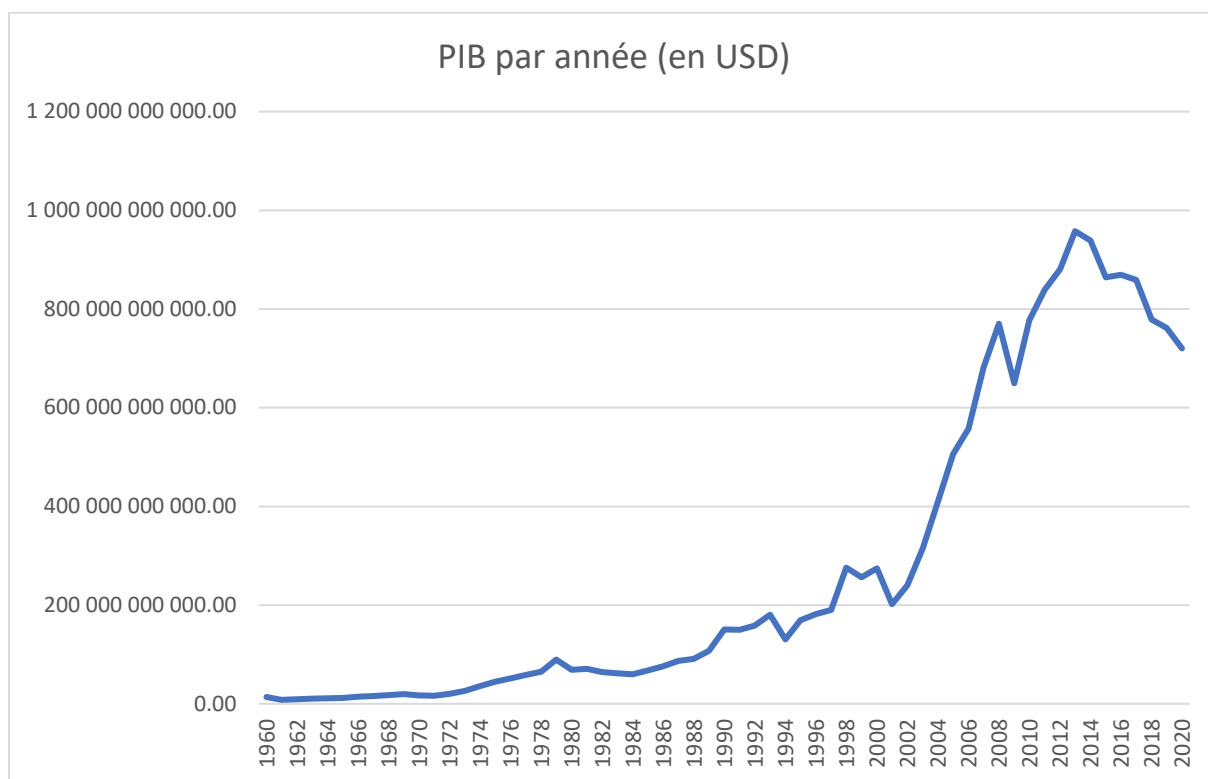
Les conditions de règlement des obligations qui nous seront imposées ne doivent pas être en contradiction avec ces principes.

Constantinople, le 28 janvier 1920.

Source : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/asie/turquie-pacte-1920.htm>

Annexe 3 : Quelques données statistiques sur l'économie et le commerce de la Turquie

1. Evolution du PIB



Source : Données de la Banque mondiale

2. Top 10 des débouchés des exportations en 2020

Pays	Exportations milliers USD)	(en	Pourcentage du total	Par rapport à 2019
Allemagne	15 978 942		9,42	-3,84 %
Royaume-Uni	11 235 634		6,62	-0,38 %
Etats-Unis	10 183 008		6	+13,51%
Irak	9 142 302		5,39	-10,57 %
Italie	8 082 569		4,76	-17,13 %
France	7 195 424		4,24	-9,44 %
Espagne	6 683 925		3,94	-17,87 %
Pays-Bas	5 195 251		3,06	-9,93 %
Israël	4 704 118		2,77	+5,38 %
Russie	4 506 681		2,66	+8,54 %

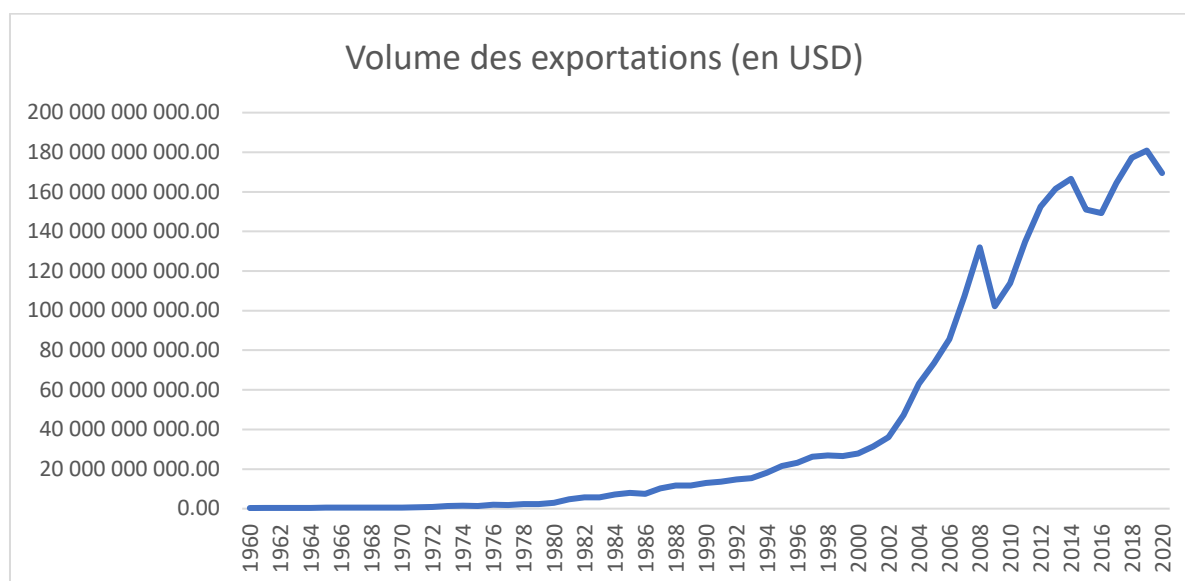
Source : TÜRKSTAT

3. Top 10 des pays importateurs en 2020

Pays	Importations milliers USD)	(en	Pourcentage du total	Par rapport à 2019
Chine	23 041 450		10,5	+20 %
Allemagne	21 732 768		9,9	+13 %
Russie	17 829 271		8,12	-23 %
Etats-Unis	11 525 180		5,25	-3 %
Italie	9 199 617		4,19	-2 %
Irak	8 201 654		3,74	+206 %
Suède	7 770 804		3,54	+130 %
France	6 988 074		3,18	+3%
Corée du Sud	5 734 249		2,61	-1 %
Emirats Arabes Unis	5 603 801		2,55	+28 %

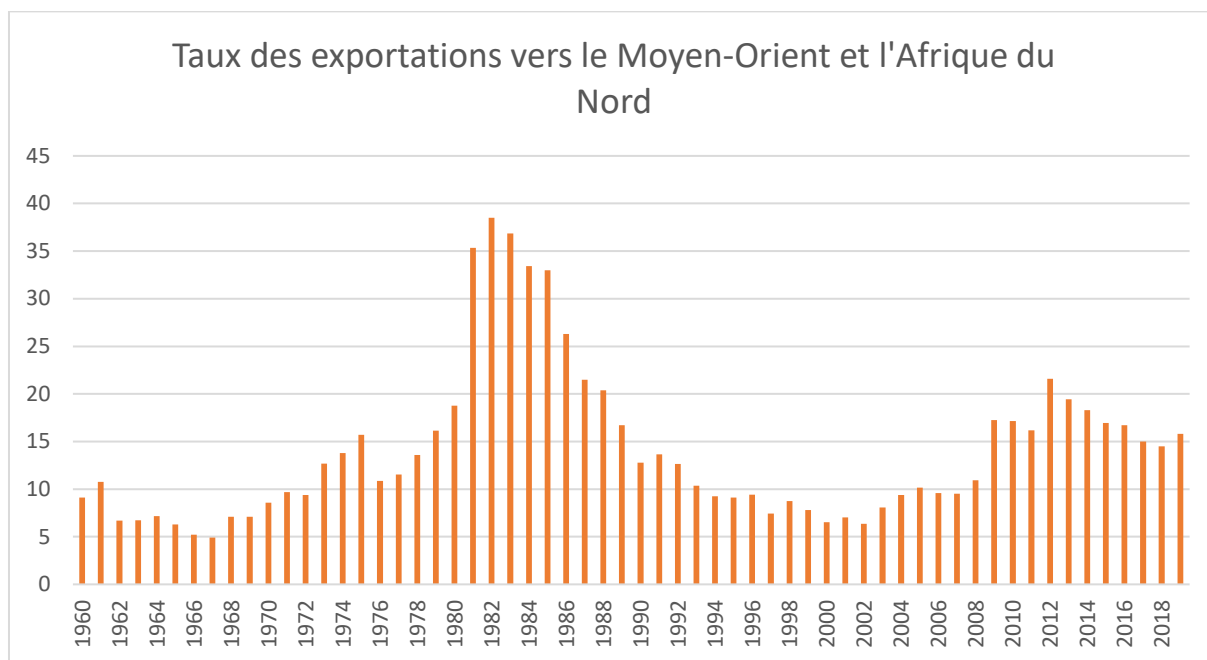
Source : TÜRKSTAT

4. Evolution du volume des exportations de marchandises



Source : Données de la Banque mondiale

5. *Evolution du taux des exportations vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord*



Source : Données de la Banque mondiale

Annexe 4 : Filiales « championnes » de la TSKGV

Nom	Secteur	Chiffre d'affaires 2019 (en USD)
Aselsan	Electronique	2.29 milliards
Turkish Aerospace Industries	Industrie aéronautique	2.27 milliards
Roketsan	Missiles et roquettes	515.2 millions
Havelsan	Aéronautique, électronique, système de sécurité	342.27 millions

Source : Compilation à partir du site internet de la TSKGV, des rapports annuels disponibles des filiales, et du top-100 2020 des industries de défense établi par Defense News (<https://people.defensenews.com/top-100/>)

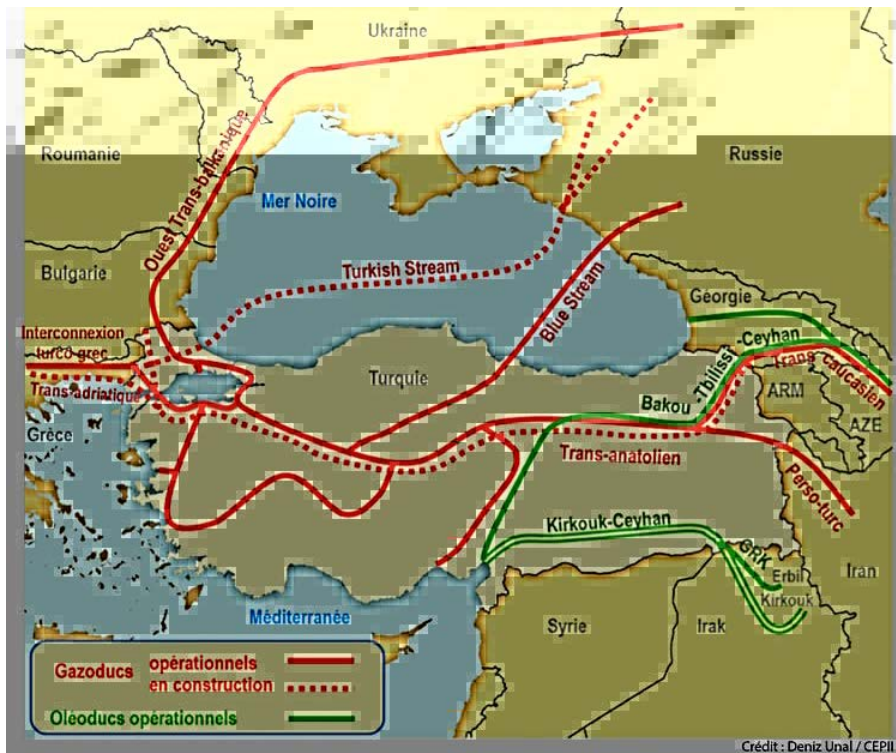
Annexe 5 : Cartes



1. Carte de la Turquie découpée par provinces

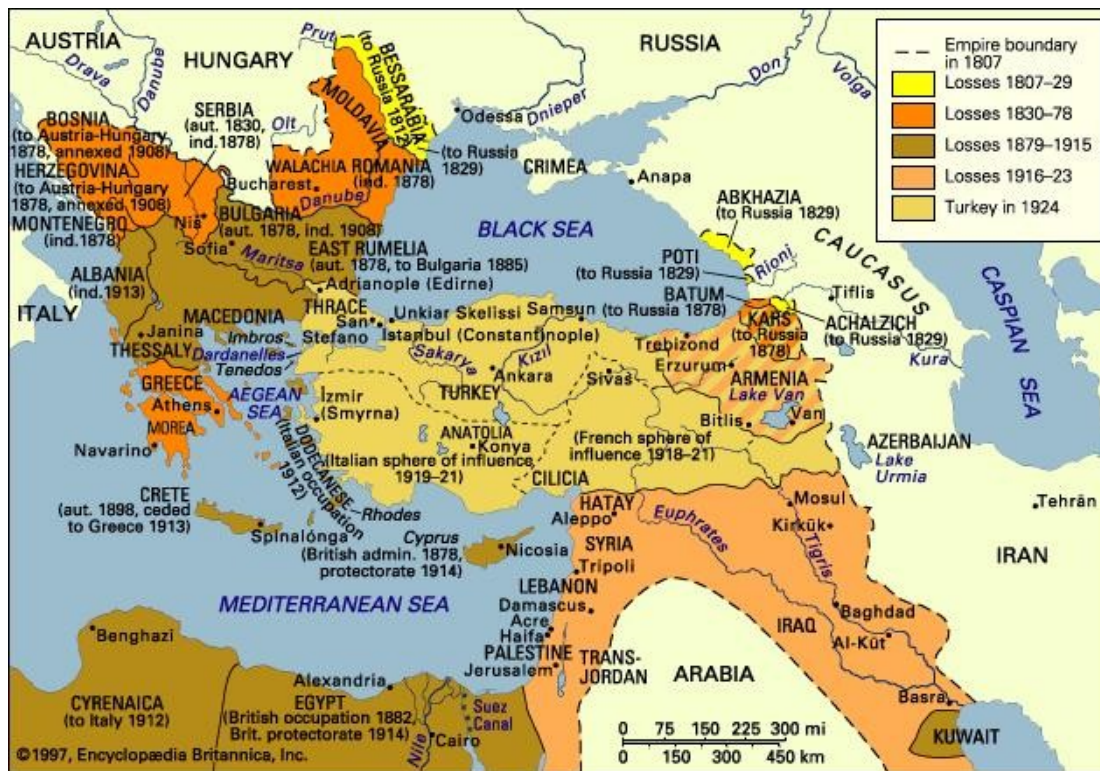
Source : <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/asiе/turquie-map.htm>

2. La Turquie et les hydrocarbures



Source : <https://theconversation.com/ankara-teheran-moscou-axe-energetique-et-geopolitique-97595>

3. Evolution territoriale de l'Empire ottoman entre 1807 et 1923



Source : <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/map/the-dissolution-of-the-ottoman-empire-1807-1924>

4. Partage prévu par le Traité de Sèvres (1920)



Source : <https://orientxxi.info/documents/glossaire/traite-de-sevres,0708#&gid=1&pid=1>